



8, rue Saint-Sabin
75544 Paris cedex 11 – France
Tél. : + 33 (0)1 40 21 29 29
Fax : + 33 (0)1 48 06 68 68
Web : <http://www.msf.fr>
Contact : <http://www.msf.fr/contacts>

RAPPORT FINANCIER

COMPTES 2011

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE
(en euros)

EMPLOIS	Emplois de 2011	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées en 2011	RESSOURCES	Ressources collectées en 2011	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2011
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DEBUT D'EXERCICE		79 826 705
1- MISSIONS SOCIALES	206 107 326	132 073 905	1- RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC	144 638 971	144 638 971
1.1 Réalisées en France Actions réalisées directement Versements à d'autres organismes agissant en France	1 691 514	1 544 902	1.1 Dons et legs collectés Dons manuels non affectés Dons manuels affectés	52 103 353 1 020 654 3 498 668	
1.2 Réalisées à l'étranger Actions réalisées directement Versements à un organisme central ou d'autres organismes	202 287 816 2 127 997	128 925 301 1 603 702	Legs et autres libéralités non affectés Legs et autres libéralités affectés 1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	88 016 296	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	10 527 875	9 436 636			
2-1 Frais d'appel à la générosité publique	9 849 341	8 307 089	2. AUTRES FONDS PRIVÉS	19 378 725	
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	591 696	929 547	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 862 150	
2-3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	86 839	-	4. AUTRES PRODUITS	51 709 757	
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	12 518 081	9 458 043			
	229 153 282		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	220 589 604	
	899 810		II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	620 980	
	467 531		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS		
			IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC		467 531
			V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	9 310 040	
	230 520 624	150 968 584	VI - TOTAL GENERAL	230 520 624	223 998 145
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		4 381 686			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 350 270	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 350 270
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		68 647 875

SOMMAIRE

Rapport du trésorier et rapport de gestion

Rapport du trésorier sur les comptes combinés 2011.....	p.3
Rapport de gestion	p.11
Principaux indicateurs financiers.....	p.36
1. Indicateurs des cinq derniers exercices	p.36
2. Indicateurs comparatifs 2010-2011.....	p.39

Etats financiers combinés au 31 décembre 2011

Rapport général du Commissaire aux Comptes sur les comptes combinés.....	p.45
Bilan et compte de résultat combinés au 31 décembre 2011.....	p.47
Annexe aux comptes combinés.....	p.49
1. Principes, règles et méthodes comptables combinés.....	p.49
2. Détail du bilan et du compte de résultat au 31 décembre 2011.....	p.53
3. Autres Informations.....	p.63
4. Les rémunérations.....	p.64
5. Le compte d'emploi des ressources.....	p.65
6. Les ressources en nature.....	p.78

Présentation de Médecins Sans Frontières (MSF)

Organigramme du mouvement.....	p.82
Organisation de MSF et gouvernance	p.83
1. Le mouvement Médecins Sans Frontières	p.83
2. Le « Groupe » MSF France.....	p.85

Les missions de l'association MSF

1. Principes généraux de présentation.....	p.112
2. Synthèse financière des opérations.....	p.114
3. Les missions.....	p.116

Arménie	Japon	Palestine
Burkina Faso	Kenya	Papouasie Nouvelle Guinée
Cambodge	Laos	Philippines
Chine	Libye	République centrafricaine
Colombie	Madagascar	Russie
République Démocratique du	Malawi	Somalie
Congo	Mali	République du Soudan du Sud
Cote d'Ivoire	Mission France	Sri Lanka
Ethiopie	Mongolie	Syrie
Géorgie	Niger	Tchad
Haïti	Nigéria	Tunisie
Irak	Ouganda	Yémen
Iran	Pakistan	

**RAPPORT DU TRESORIER
&
RAPPORT DE GESTION**

RAPPORT DU TRESORIER

L'Assemblée générale examine les comptes annuels de l'association pour 2011. Au delà du caractère formel de l'exercice, c'est l'occasion pour les membres de l'association d'apprécier comment les actions de MSF se traduisent en données financières et réciproquement, comment l'environnement économique influence le champ des possibles. Le rapport 2011 du trésorier est ainsi organisé en trois parties :

1. Quelques éléments de contexte
2. Les activités de 2011 et leur traduction comptable
3. Les réserves
4. Les perspectives et enjeux

1. Quelques éléments de contexte

L'année 2011 fait suite à plusieurs années d'augmentation significative de l'activité de MSF fruit d'une volonté affirmée d'accroître les interventions de l'association, au delà des événements conjoncturels comme le tremblement de terre en Haïti en 2010 ou le printemps arabes en 2011 qui ont eu des effets forts sur son niveau d'engagement. Cette évolution a eu des conséquences significatives sur l'organisation. En outre, l'évolution de la gouvernance du mouvement MSF a également mobilisé une partie des ressources humaines. Il s'avère nécessaire d'être attentif à la capacité d'absorption de cette croissance par les équipes de terrain et du siège (cf. infra).

La crise économique mondiale touche en particulier les pays européens où sont situés tous les centres opérationnels du mouvement MSF. Les volumes financiers disponibles en faveur de l'aide extérieure en sont affectés. L'année 2011 devrait être la première année de baisse des volumes financiers (publics et privés) tous secteurs confondus, notamment dans le secteur de la santé, après des années de fortes hausses constatées. A cela s'est ajouté une crise spécifique de confiance vis-à-vis du Fonds Mondial Sida, Tuberculose et Paludisme. Le Tsunami au Japon, dont la section nationale est partenaire du groupe opérationnel de Paris (OCP), a également eu des conséquences sur les opérations de MSF. Dans ce contexte, une des forces du mouvement MSF réside dans la solidarité d'ensemble à travers les financements croisés entre associations qui permettent d'atténuer les effets négatifs, dans certains pays, de ces conjonctures défavorables.

Les priorités de MSF et les modalités d'intervention évoluent également dans une recherche d'amélioration de la qualité de la réponse aux besoins et aux attentes des bénéficiaires. Elles se modifient par la place plus importante des professionnels des pays du sud, en fonction de la prise en compte de divers enjeux réglementaires, juridiques, fiscaux qui s'imposent progressivement et bien entendu, par les enjeux sécuritaires et les risques nouveaux qui apparaissent. Tous ont des conséquences budgétaires qu'il convient d'examiner à la lumière de la reddition des comptes 2011.

2. Les activités en 2011 et leur traduction comptable

2.1. L'activité de l'année 2011

L'année 2010 avait été considérée comme une année hors normes. Celle de 2011 se révèle comme au moins équivalente, indépendamment de toute référence à l'anniversaire des 40 ans.... Les trois grandes missions de MSF sont concernées : i) les activités en urgence, ii) les activités « programmées », iii) la production de connaissances, plaidoyer et communication. Sur les trois dernières années (2009 à 2011), une forte croissance en résulte, ce qui a des incidences sur l'association à travers notamment, son positionnement global, son fonctionnement interne et bien sûr, son budget.

Urgences

D'importantes interventions d'urgences ont été lancées au cours de l'année. Elles s'élèvent à la fin de l'année à plus de 30 millions d'euros et sont principalement concentrées sur : i) des contextes de conflits tels qu'en Côte d'Ivoire (9,0 M€), en Lybie et Syrie suite au « printemps arabe » (4,0 M€), ou en Somalie et au Yémen (3,0 M€), ii) sur des épidémies de rougeole ou de choléra comme en République Démocratique du Congo, en Haïti ou au Tchad (12,7 M€), ou sur iii) des catastrophes naturelles comme au Japon (2,5 M€).

Activités programmées

La principale mission de notre centre opérationnel, d'un point de vue financier, est en 2011 Haïti avec 10,9 M€, témoignant des besoins structurels de la population haïtienne, plus d'un an après le séisme. Les autres missions importantes ont été la République Démocratique du Congo (8,8 M€), le Nigéria (8,5 M€), la Jordanie (5,3 M€), le Kenya (5,2 M€), le Malawi et le Yémen (4,6 M€ chacun) et le Soudan du Sud (4,4 M€).

Les actions de communication, de production des connaissances ne sont pas distinguées dans les comptes présentés ici (en dehors des activités d'Epicentre, cf. infra).

Ces évolutions se traduisent par une croissance globale des dépenses alors que les recettes diminuent.

2.2. La présentation des emplois et des ressources

Tirés notamment par l'effet d'une forte mobilisation de moyens liée à la croissance des activités décrites plus haut, les emplois du groupe MSF France augmentent de 5% et s'établissent à 229,1 M€ hors dotations aux provisions. Dans le même temps, les ressources n'ont pas suivi la même évolution, perdant 8,5 M€ par rapport à l'année dernière. Cet écart occasionne un déficit de 9,3 M€.

Les comptes ci-après intègrent ceux des associations MSF France, Epicentre, MSF Logistique, MSF Assistance, de la Fondation MSF, des SCI MSF et Sabin et de la SARL Etat d'Urgence Production. Ils sont intitulés comptes combinés. Le tableau du compte d'emploi des ressources (CER) est établi selon le cadre suivant :

Compte d'Emploi des Ressources combiné simplifié au 31 décembre 2011
(En millions d'euros)

	2010	2011	Variation	dont ressources issues de la générosité publique (GP) en 2011	
				Collectées	Affectées
Ressources privées issues de la recherche de fonds	167,1	164,0	-2%	144,6	
Ressources institutionnelles	7,5	4,9	-35%		
Autres ressources	54,5	51,7	-5%		
Total ressources	229,1	220,6	-4%	144,6	
Reprises de provisions	0,5	0,6			
Total produits	229,6	221,2			
Dépenses de missions sociales	197,8	206,1	4%		132,1
<i>dont dépenses de missions</i>	136,8	143,4	5%		
Frais de recherche de fonds	10,4	10,5	1%		9,4
Frais du fonctionnement	9,5	12,5	32%		9,5
Total emplois	217,7	229,1	5%		151,0
Dotations aux provisions	0,8	0,9			
Total charges	218,5	230,0			
Engagements sur ressources affectées	0,0	-0,5		-0,5	
Investissements de l'année					4,3
Excédent / déficit	11,1	-9,3		-11,2	
Réserves disponibles	102,5	93,3	-9%		
<i>dont ressources de GP non utilisées</i>	79,8	68,6	-14%		
Réserves disponibles en mois d'activité	5,6	4,9	-13%		
Fonds dédiés non utilisés	0,1	0,6			

Les emplois

Premièrement, la part des emplois dédiée aux missions sociales s'élève à 206,1 M€, soit en légère hausse vis-à-vis de 2010 (+8,3 M€). Les missions sociales représentent 89,9 % du total des emplois de l'année mais perdent néanmoins 1 point de pourcentage par rapport à l'année dernière (89,9% contre 90,8%), tout en restant néanmoins supérieure de 2 points au niveau de 2009.

Plus précisément, les dépenses des associations MSF Logistique et Epicentre, dépenses liées à leurs activités d'approvisionnement et de recherche en épidémiologie auprès des autres sections MSF et organisations et intégrées aux missions sociales, représentent 40,7 M€ soit près de 20% des emplois des missions sociales. Elles sont restées stables à l'image de leur contribution aux autres centres opérationnels du mouvement.

Deuxièmement, les dépenses de fonctionnement augmentent significativement en 2011 par rapport à 2010 (+32%), dans la continuité d'une tendance déjà observée l'année précédente. Cette augmentation est liée en partie à un volume d'activité qui, financièrement, s'est traduit par une croissance des dépenses des missions sociales de près de 45% depuis 2009. Elle montre aussi les efforts d'adaptation nécessaires à entreprendre pour répondre aux enjeux de la croissance et à la complexité des missions. Ces dépenses, suivies avec attention, représentent 5,5% du total des emplois en 2011.

Enfin, le coût de la recherche de fonds, qui représente 4,6% des emplois combinés, reste stable par rapport à 2010 (ce point sera discuté plus loin).

Les ressources

Globalement, toutes origines confondues, les ressources baissent en 2011 par rapport à 2010.

Premièrement, les ressources privées issues de la recherche de fonds qui s'élèvent à 164,0 M€, diminuent de près de 2% (-3,1 M€).

- Les origines de ces ressources sont les suivantes : la majorité (105,1 M€ soit 64%) est apportée par d'autres sections du mouvement dont la plus grande partie par les sections partenaires du groupe opérationnel de Paris (Australie, Etats-Unis et Japon) et un peu plus du tiers (58,9 M€, soit 36%) par la section française et le bureau des Emirats-Arabes-Unis.

Elles sont composées à hauteur de 88% (soit 144,6 M€) de ressources collectées auprès du public et de 12% (soit 19,4 M€) d'autres ressources privées (dons et partenariats d'entreprises, subventions reçues d'organisations diverses, etc.).

- Si les ressources privées issues de la recherche de fonds ne diminuent au global que de 2%, c'est parce que les fonds apportés par les autres sections du mouvement compensent partiellement la baisse des ressources collectées par la section française (-6,4 M€ soit -10%). Cette dernière, qui fait suite à une année 2010 exceptionnelle, se répercute principalement sur les dons provenant des particuliers pour -2,3 M€ (soit -4%), et sur les legs, plus aléatoires, pour -3,6 M€.
- Les ressources issues de la générosité publique ont, à l'exception de 0,5 M€ de dons affectés à la crise somalienne, été intégralement utilisées sur l'année. Le solde des montants affectés à la Somalie en 2011 sera utilisé en 2012 pour financer une partie de nos interventions à Mogadiscio.

Deuxièmement, les ressources d'origine institutionnelle (gouvernements ou institutions intergouvernementales) représentent 2,2% du total des ressources combinées. Elles se montent à 4,9 M€ et sont également en baisse par rapport à 2010 où elles représentaient 3,3% des ressources.

Troisièmement, les autres ressources (51,7 M€) sont principalement composées des marchandises et prestations facturées par MSF Logistique et Epicentre aux autres sections MSF et organisations. Leur évolution (-2,8 M€ soit -5%) suit l'activité des autres sections opérationnelles.

Enfin, les ressources de l'année étant insuffisantes pour couvrir les emplois, 11,2 M€ des réserves issues de la générosité publique ont été mobilisées à cet effet.

Les ressources collectées auprès du public (en 2011 et antérieures) affectées aux emplois de l'année sont ainsi réparties à hauteur de 85% sur les missions sociales (132,1 M€), de 6% sur la recherche de fonds (9,4 M€), de 6% sur le fonctionnement (9,4 M€) et 3% sur les investissements (4,3 M€).

3. Les réserves disponibles

Après affectation du déficit, les réserves disponibles de MSF à fin 2011 sont de 93,3 M€ soit 4,9 mois d'activité contre 102,5 M€ (5,6 mois) à fin 2010. Elles sont constituées de 68,6 M€ de réserves issues de la générosité publique, et ont pour objectif de maintenir la trésorerie à un

niveau qui garantit la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés aux activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer la croissance et les investissements. Cette diminution n'apparaît pas compromettre les futurs engagements de MSF.

Le niveau moyen de la trésorerie au siège s'élevait sur l'année 2011 à 68,7 M€, soit 3,6 mois d'activité. Elle est répartie sur quatre banques principales, et les placements sont effectués sur des produits peu risqués tels que fonds communs de placement monétaires, livrets d'épargne, bons de caisse ou bons à moyen terme négociables garantis en capital.

4. Les perspectives et enjeux

L'année 2010 aura été une année charnière. Suite au tremblement de terre en Haïti mais également aux nombreuses interventions d'urgences, MSF a passé un cap en terme de niveau d'activité et d'assistance délivrée, cap qui a été maintenu sur l'année 2011. Toutefois, si en 2010 MSF avait pu bénéficier d'une impressionnante mobilisation de ses donateurs en soutien à la population haïtienne, une telle générosité ne s'est pas reproduite en 2011.

Après deux années consécutives d'excédents, le constat d'un déficit en 2011 ne constitue pas un enjeu substantiel. MSF a décidé en pleine connaissance de cause de ne pas conditionner le niveau d'interventions en 2011 au respect de l'équilibre budgétaire. La poursuite d'une stratégie de croissance opérationnelle voulue en 2009 a été maintenue. Le niveau de réserve financier de l'association apparaît satisfaisant. Il offre des degrés de liberté et des marges d'action significatives.

Si les scénarios budgétaires envisagés permettent d'envisager un retour à une situation d'équilibre budgétaire dans les années qui viennent sans devoir prendre des mesures précipitées, il faut néanmoins être vigilant à l'évolution de l'environnement. Celui-ci peut en effet venir influencer sur nos marges de manœuvre et partant, sur nos choix d'interventions, nos objectifs de qualité ou notre réactivité. Le contexte économique global amène à suivre avec attention et imagination l'évolution et l'origine des ressources de l'association.

Leur réduction observée en 2011 oblige à porter une attention particulière à la recherche de fonds, tant privés en première instance que publics :

- Une certaine baisse de notoriété de l'association a été observée en France. Des actions seront engagées en 2012 pour améliorer cette situation. Les résultats ne seront pas observables à très court terme. L'efficacité de la collecte de fonds reste bonne comparativement à d'autres. De nouvelles stratégies doivent être cependant envisagées auprès des publics dont la sensibilité ainsi que la réactivité aux messages et aux formes qu'ils peuvent prendre (internet, etc.) évoluent. Le maintien de nos activités et de notre réactivité aux urgences sur les niveaux qui sont les leurs aujourd'hui nécessite plus que jamais le soutien de nos donateurs, mais aussi et surtout, que d'autres donateurs nous rejoignent. Le contexte économique actuel nécessite une capacité de réactivité et d'adaptation forte aux évolutions en cours.
- L'augmentation du recours aux bailleurs institutionnels, dans les limites d'une indépendance d'action affirmée, est également un des leviers envisagés pour revenir à une situation d'équilibre budgétaire. Les accords passés au sein du mouvement entre associations et centres opérationnels conduisent MSF France à accroître sensiblement cette source de financement.

Les sections américaine, australienne et japonaise, qui, avec la section française, constituent le groupe opérationnel de Paris (OCP), contribuent financièrement de manière importante à la réalisation des missions sociales mises en œuvre par cette dernière. Ces relations financières s'inscrivent dans un cadre de solidarité bien particulier défini au niveau du mouvement Médecins Sans Frontières et qui constitue une des manifestations de la solidité de celui-ci.

Cet engagement permet d'adapter ainsi le niveau des ressources de chacun des cinq centres opérationnels de MSF en fonction de leurs capacités financières propres et de leurs besoins potentiels. Il oblige également chacun d'entre eux à une solidarité collective en cas de baisse des dons afin de préserver au maximum les interventions de terrain menées. Les activités de l'association française, qui constitue un de ces cinq centres opérationnels, en dépendent ainsi en grande partie.

La forte croissance des activités a eu comme conséquence une pression forte sur les équipes qui s'est traduite par des tensions dans le fonctionnement quotidien en 2011. Ainsi, si la volonté de poursuivre un haut niveau d'activité est toujours présente, il convient de renforcer l'organisation afin de l'adapter aux enjeux opérationnels. La croissance des dépenses au siège depuis deux années en est l'expression. Néanmoins, la croissance des effectifs qui fait l'objet de discussion au sein de l'association à travers son Conseil d'Administration doit aller de pair avec une révision du circuit de décisions, une clarification du rôle des intervenants, un dialogue amélioré, etc. Si cela se traduit dans un premier temps par des coûts d'investissement (temps des salariés, prestations externes, etc.), une meilleure efficacité se traduisant par une meilleure qualité et satisfaction au travail est attendue à terme. L'année 2012 devrait permettre d'avancer sur ces chantiers qui se traduiront budgétairement sur plusieurs années.

Les engagements dans des projets hospitaliers dits de « long terme » (Jordanie, Haïti, etc.) qui ont fait également l'objet d'investissements au moins intellectuels en 2011 sont également en discussion. La décision d'engager l'association aura des conséquences financières à moyen terme qu'il convient d'anticiper dès 2012 si la décision est confirmée (Haïti Fossap notamment).

Les offres d'intervention que MSF peut logiquement faire pour répondre aux besoins des populations défavorisées restent élevées dans un contexte de croissance des inégalités sanitaires entre pays et alors que les perspectives de financement par apport extérieur apparaissent en réduction en 2012. Des contextes instables au Moyen-Orient ou dans la région du Sahel peuvent nécessiter des actions d'assistance d'un coût budgétairement potentiellement important pour les différents acteurs de l'aide et bien entendu pour Médecins Sans Frontières.

Notre capacité à pouvoir nous engager sur ces différentes interventions dépendra d'une part, du soutien financier des donateurs qu'il convient d'accroître en nombre et en niveau de montant versé, en particulier en France, et d'autre part, de la répartition de ressources entre sections et centres opérationnels.

Cela va de pair avec d'une part, la poursuite de la réflexion sur les priorités opérationnelles, sur le positionnement des activités médicales de MSF à moyen terme sur les terrains humanitaires et sur les actions de plaidoyer et de témoignage à privilégier et d'autre part,

l'amélioration d'une organisation confrontée à une forte croissance de ses responsabilités et ses activités dans un environnement complexe et instable qu'il faut anticiper.

Pascal Brouillet
Trésorier de Médecins Sans Frontières France
Membre du Conseil d'Administration

RAPPORT DE GESTION

Principaux événements opérationnels

Sécurité

Le 13 octobre 2011, Monce et Bianca travaillaient pour la section espagnole de MSF à la construction d'un centre d'hospitalisation pour les réfugiés somaliens dans le camp d'Ifo au Kenya quand elles ont été enlevées. Elles sont détenues quelque part en Somalie depuis près de huit mois, et rien malheureusement ne nous permet d'envisager une résolution rapide de ce kidnapping.

Le 29 décembre dernier, Philippe et Kace ont été assassinés dans le bureau de la section Belge de MSF à Mogadiscio en Somalie par un employé de l'association.

Ces événements ont soulevé de nombreuses interrogations au sein du mouvement sur les conditions de possibilité d'intervention en Somalie tout comme auprès des réfugiés somalis dans les pays limitrophes.

La priorité de MSF est l'obtention de la libération dans les meilleurs délais et conditions de Monce et Bianca.

La sécurité des équipes et les mesures à mettre en place pour réduire les risques sont de plus en plus contraignantes. Aujourd'hui notre centre opérationnel est engagé dans un nombre croissant de contextes dangereux : Afghanistan (où une mission exploratoire est en cours), Pakistan, Yémen, Soudan et Soudan du Sud, RD Congo, Somalie, Mali, Niger, Nigeria, pour ne citer que ceux là. Les risques sont bien évidemment différents en fonction des contextes, mais ils ont ceci en commun qu'ils nous amènent à lancer des opérations en *remote control*, ce qui n'est pas le mode opératoire privilégié. Aussi pour permettre une intervention de nos équipes internationales nous sommes amenés dans certains à « discriminer » les expatriés en fonction non plus seulement de leur nationalité ou de leur genre (ce que nous faisons dans des cas exceptionnels), mais de plus en plus en fonction de leurs origines géographiques voire religieuses. L'approche pragmatique qui est la nôtre aujourd'hui face au renforcement (réels ou anticipés par nous) de ces contraintes atteint ses limites et risque de mettre à mal le principe de mixité des équipes qui nous est cher.

De même, pour limiter l'exposition aux risques (en particulier de kidnapping) nous sommes de plus en plus contraints de « bunkeriser » les équipes dans les hôpitaux. Si bien que même si nous maintenons une présence effective et sans doute efficace, nous sommes trop souvent déconnectés des populations à qui nous venons apporter des soins et des secours, et du contexte dans lequel nous travaillons.

Réponse aux urgences

L'année 2011, dans la continuité de la précédente, a été particulièrement dynamique. Les équipes ont fait face à une succession d'événements très différents et complexes : « printemps arabes », séisme et tsunami au Japon, conflit en Côte d'Ivoire, épidémies de rougeole et de méningite en RD Congo et Tchad entre autres, choléra en Haïti et conflit en Somalie pour ne parler que de ceux là. Malgré les difficultés d'intervention, la complexité des contextes et les risques sécuritaires pour les équipes, l'organisation du desk des urgences et la large autonomie de décision et de moyens dont il dispose ont encore une fois fait la preuve de leur efficacité.

Même si la réponse opérationnelle de l'association a été relativement limitée dans le cadre de ce que l'on appelle le « printemps arabe », à l'exception notable de la Libye, des équipes ont été déployées dans la quasi-totalité des pays touchés par les révolutions. Des missions d'évaluation ont été conduites en Tunisie, avec un support limité à certaines structures de santé au cours de la révolution tunisienne. Le centre opérationnel de Genève est quant à lui intervenu auprès des réfugiés Libyens en Tunisie. En Libye, les centres opérationnels de Bruxelles, Genève et Paris ont déployé des équipes dans les principales zones touchées par le conflit, y compris clandestinement dans certaines régions. En effet, le régime a toujours refusé de nous autoriser à évaluer et intervenir dans les zones sous son contrôle, sauf à la toute fin du conflit. Après la chute du régime du Colonel Kadhafi, nous avons quitté la Libye, seul le centre opérationnel de Bruxelles y a maintenu des opérations de prise en charge médicale dans les prisons tenues par le nouveau régime. Cette intervention a conduit à une prise de parole de MSF dénonçant les conditions de détention des prisonniers et les cas de tortures.

En Egypte, l'évaluation menée sur place a montré que le système de santé faisait globalement bien face à la situation, et notre intervention s'est limitée à un support à des structures de santé, principalement celles mises en place sur la place Tahrir au Caire. Le centre opérationnel de Bruxelles, présent dans le pays dès avant la révolution, maintient une présence opérationnelle sur place.

En Syrie, où la guerre civile se poursuit, notre intervention se limite à du soutien à des réseaux de médecins à l'intérieur du pays, et à la prise en charge à Aman de patients ayant réussi à fuir. De très courtes et dangereuses missions d'évaluation – menées tant par nous même que par le centre opérationnel de Bruxelles – ont confirmé l'étendue des besoins, mais aussi et surtout l'impossibilité d'intervention directe dans le pays du fait de la dangerosité. Par ailleurs, toutes les tentatives d'obtention d'autorisation d'entrée dans le pays auprès du gouvernement ont échoué. Ces interventions ont aussi donné lieu à des prises de parole publiques sur l'utilisation par le régime des structures de santé dans l'arsenal répressif. Cette communication publique a fait l'objet de débats et de désaccords importants avec Bruxelles, car elle était perçue comme mettant en danger les tentatives d'ouverture de projets à l'intérieur du pays.

Notre dispositif opérationnel dans le cadre des révolutions arabes a pleinement profité de notre bureau aux Emirats Arabes Unis, qui a non seulement été impliqué dans les missions d'évaluation mais aussi dans la mise en œuvre des opérations et dans la définition et la diffusion des prises de parole publiques. Le bureau des Emirats va être amené à jouer un rôle encore plus important dans le soutien à la mise en œuvre des opérations.

Le tremblement de terre suivi du tsunami dans la région de Tohoku au Japon, à quelques centaines de kilomètres à peine de Tokyo, a sans conteste été l'un des événements marquants de l'année. Non seulement par son ampleur et l'accident nucléaire à Fukushima qui s'en est suivi, mais aussi parce qu'il a directement affecté nos collègues du bureau de Tokyo et de l'association japonaise de MSF. La mobilisation de la population en général et des équipes de MSF au Japon ont été remarquables. Dans les heures qui ont suivi le séisme, des équipes de MSF étaient déployées sur le terrain, évaluant les besoins et prêtant main forte aux équipes de secours nationales et locales. La réponse opérationnelle de MSF a porté sur des besoins qui dans les premiers jours de l'urgence n'avaient pas été pris en compte par les équipes de secours déployées par le gouvernement, les préfectures ou encore l'armée japonaise : assurer la continuité des traitements des pathologies chroniques, des soins de santé mentale et des distributions ciblées d'articles de secours pour permettre aux populations qui le souhaitent de rester au plus près de leurs habitations. Notre intervention n'a certes pas été massive, mais pertinente, si nous en croyons les conclusions de la Cellule Evaluation MSF et des

responsables nippons de sécurité et protection civiles : elle a en effet ciblé des besoins non couverts et permis aux services de secours, grâce à une bonne collaboration, de les intégrer dans leurs propres dispositifs. L'accident nucléaire de Fukushima a posé nombre de questions à l'association sur les limites d'intervention face à des risques aussi peu connus, et partant sur les moyens dont nous disposons pour les réduire et permettre aux équipes d'opérer. Cette intervention nous aura permis de mieux définir nos moyens de protection face à ce type de risque auquel nous pourrions être confrontés dans d'autres pays (Chine, Arménie, etc.). La question de l'intervention en tant que telle ne s'est guère posée, ni à Paris ni à Tokyo. Sa pertinence au regard de la mission sociale de MSF a par contre été questionnée au sein du mouvement. Mais au final, il nous est apparu que face à un événement de cette ampleur dans un pays où MSF est présent, qui plus est avec une association nationale, l'absence d'intervention n'était pas envisageable. Cela pose donc la question de notre capacité de réponse et notre préparation dans des pays où nous avons une présence « institutionnelle » et non pas opérationnelle.

Nous sommes massivement intervenus dans le conflit en Côte d'Ivoire, quasiment sur la ligne de front, apportant dans des conditions difficiles et dangereuses des soins et des secours aux populations prises dans la nasse de la guerre civile. Nos équipes ont par ailleurs été témoins des violences et d'exactions sans toutefois que l'association ne communique sur ces faits. Notre absence de communication sur cette guerre et la façon dont elle a été menée, alors que nous étions au cœur du conflit, est problématique. D'une manière générale ces dernières années, la communication de MSF est extrêmement précautionneuse. Ces difficultés autour de notre communication ont été débattues lors du dernier Comité de Groupe (*Group Committee*) du Centre opérationnel de Paris (qui regroupe des représentants des CA des sections américaine, australienne, française et japonaise), qui a réaffirmé qu'il est de la responsabilité de MSF de porter dans le débat public les situations auxquelles nos équipes sont confrontées.

Projets moyen et long terme

Tout comme les années passées nous avons poursuivi nos efforts de redéfinition d'un certain nombre de projets de moyen et de long terme ; tels que ceux que nous menons en Colombie, au Burkina Faso, en Tchétchénie ou encore en Iran. Des missions exploratoires ont été menées au Tadjikistan et en Angola mais n'ont pas donné lieu à des ouvertures. Les difficultés liées à la sécurité des équipes, et partant à nos conditions d'intervention, ainsi que celles liées à la négociation d'un cadre de travail qui respecte nos principes d'actions (liberté d'évaluation, de décision d'intervention et de mise en œuvre des opérations) se confirment.

L'association et son organisation

Objectifs généraux

Les trois objectifs que nous nous étions fixés fin 2010 sont :

- a) la relance opérationnelle, non seulement sur le plan quantitatif avec la volonté d'augmenter le nombre d'interventions en urgence et le nombre de projets par pays (atteindre à l'horizon 2013, 70 projets dans environ 35 pays), mais aussi et surtout sur le plan qualitatif avec la volonté d'accroître l'offre de soins du centre opérationnel de Paris (OCP) ;
- b) le renforcement du groupe de Paris pour donner au centre opérationnel les moyens de ses ambitions, et permettre une construction et une appropriation collectives du projet de l'association ;
- c) la réorganisation du centre opérationnel pour lui permettre, tout en accroissant son volume et en améliorant la qualité de ses opérations, de conserver réactivité, capacité d'innovation,

et prises d'initiatives individuelles et collectives, et de favoriser le travail transversal et une meilleure transmission et capitalisation des acquis et des savoirs.

Sur le premier objectif, comme nous l'avons vu ces dernières années, et malgré les difficultés de mise en œuvre, la dynamique est réelle et les résultats tangibles.

Construction du groupe

La construction du groupe a quant à elle franchi un nouveau pas en 2011 avec la finalisation de l'accord entre les quatre sections qui le composent (Australie, France, Japon et USA) et la mise en place d'un Comité de Groupe (*Group Committee*) regroupant à égalité des représentants des quatre Conseils d'administration. Lequel est en charge de la validation et du suivi des plans stratégiques et annuels du Centre Opérationnel. La même dynamique est en place sur le plan exécutif. La construction du plan stratégique 2011-13 et des plans annuels a été pour partie commune et autant que faire se peut coordonnée sur les aspects nationaux. Sur nombre de projets, les positions ont été définies en commun, des dossiers ont été délégués au sein du groupe, tels que la refonte du système d'information pour les RH qui est sous la responsabilité du DRH de Sydney, ou encore la réalisation d'un système d'information médical qui a été confié à New York en lien avec la création d'une unité médicale en charge des maladies infectieuses. Les priorités pour les années 2011 et 2012, en particulier celles qui ont trait au mouvement international ont été définies en commun.

Les enjeux de la construction du groupe rejoignent totalement ceux qui touchent au troisième objectif, celui de la refonte de l'organisation du centre opérationnel. C'est en effet en améliorant le fonctionnement du groupe que nous pourrions d'une part améliorer et accroître notre capacité de support opérationnel, tant pour nous-mêmes que pour les autres centres opérationnels de Amsterdam, Barcelone, Bruxelles et Genève, et d'autre part déconcentrer et décentraliser le centre opérationnel pour nous permettre tout en maintenant une dynamique opérationnelle importante, de garantir une souplesse dans notre organisation, condition *sine qua non* de réactivité et d'innovation.

Organisation du Centre Opérationnel

En 2011, tout comme en 2010, nous avons privilégié la dynamique opérationnelle et la construction du groupe et du mouvement, sans doute au détriment de la structure parisienne qui une fois encore a été mise à rude épreuve pour répondre aux besoins et faire face à deux années de très forte activité dans des conditions difficiles.

L'organisation actuelle du centre opérationnel a été mise en place dans les années 1990. Elle a certes évolué, mais semble aujourd'hui avoir atteint ses limites, sûrement par un effet de taille. En 2011 nous n'avons pas vraiment avancé sur ce dossier, qui reste donc une priorité pour 2012.

Un projet de refonte complète de l'organisation, depuis les sièges jusqu'au terrain, va être lancé à l'été 2012 et devra aboutir, après une phase initiale de diagnostic et d'identification des besoins, à une proposition d'organisation d'ici la fin 2012, pour une mise en place à partir de 2013.

En attendant, une dizaine d'actions d'amélioration et d'adaptation à court terme de l'organisation actuelle, ont été lancées dès la fin 2011 pour des résultats avant la fin 2012.

Le support aux opérations et les ressources

Les départements de support aux opérations se sont fortement mobilisés ces dernières années pour permettre et accompagner l'augmentation du volume et de la complexité opérationnels.

Le département des ressources humaines, cette année encore, a fait face à un accroissement important du nombre de personnels sur le terrain, aussi bien nationaux qu'internationaux. Cette forte croissance des recrutements et les contraintes de placements liées aux contextes ne s'est pas faite sans tension. Les capacités du département au siège ont été renforcées pour permettre d'améliorer le recrutement, la fidélisation et le parcours des équipes.

Les chantiers prioritaires des ressources humaines, lancés en 2011, et qui devraient aboutir en 2012, sont : la poursuite du travail de revue et d'harmonisation des fonctions, salaires et règlements intérieurs pour le personnel national ; la révision de la politique de rémunération et avantages sociaux du personnel international ; la redéfinition de la politique de mobilité entre les sièges et le terrain pour favoriser l'évolution interne ; et enfin la définition de la politique de formation, priorité étant donnée aux formations destinées aux cadres médicaux et opérationnels.

Le département logistique a connu au cours de l'année 2011 et en ce début 2012 des changements importants dans sa composition, avec entre autre l'arrivée d'un nouveau directeur. Les principaux enjeux portent toujours sur les chantiers de constructions et réhabilitations de nos hôpitaux qui pèsent de plus en plus lourd dans le budget des missions, ce qui nous a conduits à renforcer l'équipe de soutien basée sur le site de MSF Logistique à Mérignac. Les priorités pour 2012 et au-delà pour le département concernent l'organisation du département, l'eau et l'assainissement (amélioration de la qualité de l'eau fournie aux populations que nous assistons et gestion des déchets), les constructions et la veille technologique.

La définition des responsabilités en matière d'approvisionnement lancée en 2011, et qui implique non seulement MSF Logistique, mais aussi les départements des opérations, médical et logistique ainsi que le réseau des pharmaciens internationaux, devrait aboutir avant l'été 2012 à une réorganisation de la chaîne d'approvisionnement pour notre centre opérationnel.

La collecte de fonds en 2011 n'a pas atteint ses objectifs en France, et est meilleure que prévue en Australie, aux Etats-Unis et au Japon. La relative contre-performance de notre collecte en France peut s'expliquer non seulement par le contexte socio-économique, mais aussi par un sous-investissement en collecte et en communication ces dernières années. Profitant de l'événement de notre quarantième anniversaire, nous avons décidé à partir de 2011 et pour les prochaines années, de relancer nos investissements en visibilité auprès du grand public et de publics ciblés. C'est ainsi que nous avons lancé au cours de l'année des rencontres directes avec nos donateurs par le biais de réunions publiques dans les régions, une exposition de rue tirée du livre des photographies faites par Rip Hopkins, ainsi qu'une exposition à destination des professionnels de santé qui tournent dans les Centres Hospitaliers Universitaires. Nous allons poursuivre les actions de notoriété à visée de collecte de fonds en 2012 et dans les années qui suivent. Ces actions et investissements importants sont rendus nécessaires pour nous permettre de financer nos ambitions opérationnelles mais aussi de faire face à nos engagements vis-à-vis des autres centres opérationnels de MSF. En effet le groupe de Paris (Australie, Etats-Unis, France et Japon) est le principal contributeur au budget du mouvement MSF.

Perspectives 2012 et au delà

Les trois dernières années de forte croissance (+ 40% des dépenses opérationnelles entre 2009 et 2011) ont mis à rude épreuve les capacités de l'association. Même si nous comptons

maintenir une dynamique opérationnelle et médicale positive en particulier sur les urgences, il nous faut stabiliser notre structure. Les axes prioritaires pour 2012 portent donc sur la maîtrise de notre volume opérationnel et sur la reprise au sein du centre opérationnel des enjeux *d'advocacy* médicale sur la nutrition, le VIH / Sida et la vaccination.

Un effort particulier va être fait en matière de consolidation et de diffusion des acquis et savoirs développés ces dernières années en revoyant notre politique de formation et de publication interne et externe. Le rôle que MSF joue comme acteur de changement des politiques de santé doit s'appuyer sur des politiques de recherche et de publication ambitieuses.

Comme dit plus haut, la refonte de notre organisation interne est un chantier qui va s'étaler sur 2012 et 2013 pour nous permettre malgré notre taille de garantir la réactivité et la souplesse nécessaires à des prises de décisions au plus près du terrain. Nos marges de manœuvre financières et organisationnelles sont aujourd'hui limitées, c'est pourquoi nous prévoyons pour 2012 et 2013 une relative stabilité du volume opérationnel.

Présentation des comptes de l'année 2011

L'analyse des comptes vient en complément du rapport du trésorier sur la situation financière de l'année.

Depuis 1997, l'analyse des comptes annuels du groupe Médecins Sans Frontières se fait sur la base du compte d'emploi des ressources combiné. Cette opération comptable, qui combine l'ensemble des comptes des entités rattachées à l'association MSF, après avoir neutralisé les transferts inter-entités, est l'un des éléments majeurs de la transparence de la gestion de Médecins Sans Frontières, en termes d'activité, de résultat, de patrimoine ou d'effectif.

A noter que les dépenses combinées des opérations de terrain sont inférieures à celles de l'association. En effet, les satellites (comme la centrale d'achats MSF Logistique, par exemple) intègrent une marge au prix de vente de leurs prestations et produits à MSF afin de couvrir leurs frais de siège. Le processus de combinaison a pour effet d'éliminer cette marge, pour ne laisser en dépenses d'opérations que le coût des achats du groupe (MSF et satellites).

Le périmètre de combinaison intègre les satellites que l'association a créés pour accroître son efficacité, et dont elle contrôle les conseils d'administration ou les gérances. Il s'agit de MSF Logistique, Epicentre, la Fondation MSF, Etat d'Urgence Production (EUP), MSF Assistance, la SCI MSF et la SCI Saint Sabin, ainsi que le bureau des Emirats Arabes Unis. En revanche, MSF Australie, MSF Japon et MSF USA ne font pas partie de ce périmètre, en raison de l'absence, dans leur Conseil d'Administration, d'une majorité d'administrateurs de MSF France.

Le compte d'emploi des ressources permet aux donateurs de mieux apprécier l'emploi des dons qu'ils ont confiés à l'association, et de manière plus générale, la façon dont elle utilise les ressources dont elle bénéficie. Les principes et méthodes d'élaboration du compte d'emploi des ressources sont décrits dans l'annexe aux comptes combinés.

Côté emplois, les dépenses sont présentées en fonction de leur destination (missions sociales de l'ensemble des entités contrôlées par Médecins Sans Frontières, recherche de fonds, fonctionnement).

Les ressources sont présentées en fonction de quatre sources principales (ressources collectées auprès du public, autres fonds privés, fonds institutionnels publics, autres produits).

Par ailleurs, le compte d'emploi des ressources porte l'accent sur le suivi des ressources collectées auprès du public. Il permet d'appréhender l'utilisation des ressources de la générosité publique ainsi que la part des réserves provenant de ces ressources.

1. Le compte d'emploi des ressources combiné

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2011 (En millions d'euros)

	2011	2010
Ressources privées issues de la recherche de fonds	164,0	167,1
Ressources institutionnelles	4,9	7,5
Autres ressources	51,7	54,5
Total ressources	220,6	229,1
Reprises de provisions	0,6	0,5
Total produits	221,2	229,6
Dépenses de missions sociales	206,1	197,8
<i>dont dépenses de missions</i>	143,4	136,8
Frais de recherche de fonds	10,5	10,4
Frais du fonctionnement	12,5	9,5
Total emplois	229,1	217,7
Dotations aux provisions	0,9	0,8
Total charges	230,0	218,5
Engagements sur ressources affectées	-0,5	0,0
Excédent / déficit	-9,3	11,1

Les charges s'élèvent en 2011 à 230,0 millions d'euros (M€), auxquels viennent se rajouter 0,5 M€ d'engagements à réaliser sur ressources affectées. Elles se montaient à 218,5 M€ l'année précédente, et constatent ainsi une augmentation de 11,5 M€ (+5%). Celle-ci est principalement due à la hausse de 8,3 M€ (+4%) des dépenses relevant des missions sociales et à l'augmentation des dépenses de fonctionnement de 3 M€ (+32%). Les frais de collecte de fonds restent pratiquement stables (+0,1 M€ soit +1%).

Quant aux produits, ils sont passés de 229,6 M€ à 221,2 M€, soit une diminution de 8,4 M€ (-4%). Cette évolution est portée à hauteur de -3 M€ par les ressources privées issues de la recherche de fonds, de -2,7 M€ par les ressources institutionnelles et de -2,8 M€ par les autres ressources.

Le résultat de l'exercice 2011 est ainsi déficitaire de 9,3 M€

1.1. Les charges combinées : 230,0 M€

1.1.1. Les dépenses des missions sociales : 206,1 M€

En 2011, les dépenses liées aux missions sociales représentent 89,9% du total des emplois combinés contre 90,8% l'année précédente, soit une diminution de 0,9 point.

Elles sont constituées des dépenses liées aux opérations menées en France et à l'étranger, au support dédié à ces opérations, à l'information et à la sensibilisation du public, à d'autres activités à vocation humanitaire et à des versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours.

Les dépenses des opérations en France et à l'étranger représentent **143,4 M€** Elles sont composées des coûts engagés pour la réalisation des missions de l'association sur le terrain, de versements à d'autres organismes liés à des actions de secours, et de dépenses opérationnelles engagées pour le compte d'autres sections MSF.

La quasi-totalité des projets de terrain a été menée par l'association Médecins Sans Frontières. Toutefois, quelques projets de recherche sont menés par Epicentre en Ouganda et au Niger.

Nous présentons ici une analyse des dépenses combinées des missions. Nous présentons plus loin une analyse plus détaillée des dépenses de missions menées par la seule association Médecins Sans Frontières, avant éliminations et retraitements liés à la combinaison des comptes.

Les dépenses d'opérations menées par MSF France observent une croissance de 7,1 M€ par rapport à 2010 (soit +5%) et s'établissent à 137,1 M€ La moitié de cette augmentation s'explique par le maintien de nos activités en Haïti (10,8 M€), dont le volume est partiellement compensé par un niveau d'urgences qui, bien que très important, est inférieur de 23% à celui de l'année dernière.

Les principales missions sur le plan du volume financier (dépassant les 4 M€) sont les missions en République Démocratique du Congo (15,3 M€), Haïti (14,5 M€), en Côte d'Ivoire (9,0 M€), au Nigéria (8,8 M€), au Yémen (5,8 M€), au Kenya (5,4 M€), en Jordanie (5,3 M€), au Tchad (5,0 M€), au Soudan du Sud (4,7 M€), au Malawi (4,6 M€), et en Somalie (4,6 M€). Elles représentent 60% du total des dépenses des opérations conduites par l'association.

Les versements à d'autres organismes liés à des actions de secours s'élèvent à 1,3 M€ en baisse de 0,5 M€ par rapport à l'année dernière. Ceci s'explique principalement par la réalisation en 2010 d'une intervention conjointe avec MSF Belgique en Ethiopie qui n'a pas été reconduite sur cette année.

Ces versements comprennent une subvention versée à l'ONG nigérienne ForSaNi dans le cadre d'une intervention en partenariat en réponse à la situation nutritionnelle au Niger (1,0 M€), ainsi que la participation de la section française au fonds international mis en place au niveau du mouvement MSF afin de promouvoir des stratégies opérationnelles innovantes (0,3 M€).

Les dépenses engagées par l'association pour le compte des opérations d'autres sections MSF restent stables à 5,0 M€ Elles concernent principalement des charges de personnel expatrié sous contrat français, travaillant pour le compte de ces sections et sont remboursées par celles-ci.

Le support aux missions s'établit à **17,9 M€** sur l'année 2011. Les dépenses se composent, autour de la coordination opérationnelle, des services d'appui médical, logistique et juridique, des ressources humaines terrain et de contrôle de gestion. Le support aux missions fait partie intégrante de la conduite des projets. Il a pour rôle d'élaborer le projet opérationnel de chaque pays, de garantir l'application des politiques générale, opérationnelle et médicale de l'association et d'assister les équipes sur le terrain dans la mise en œuvre des projets.

Les sections non opérationnelles, partenaires de MSF France (MSF Australie, MSF Japon et MSF USA) participent activement à l'élaboration du projet opérationnel de la section française et s'impliquent dans son suivi.

Ainsi, deux desks¹ décentralisés, à New York et à Tokyo, sous la responsabilité de la direction des opérations de MSF France, sont chargés de la conduite des projets de certains pays. Les dépenses des projets suivis par les desks décentralisés sont enregistrées dans les comptes de la section française, celle-ci en gardant la responsabilité opérationnelle. Les dépenses de support liées à ces desks et engagées par les sections partenaires sont refacturées à MSF France.

Les dépenses de support aux missions s'élèvent à 17,9 M€ contre 15,3 M€ en 2010 (+2,6 M€ soit +16%). Cette hausse est à mettre en regard de la croissance du volume des interventions sur les deux dernières années. Elle est ainsi centrée sur le renforcement des supports de coordination opérationnelle, et de suivi et de recrutement de ressources humaines internationales et nationales. La prise à bail de locaux additionnels nécessaires à l'accueil des équipes du siège de l'association vient également impacter cette augmentation.

Ainsi en 2011, le support aux missions représente 12,4% des dépenses d'opérations en France et à l'étranger pour une moyenne de 11,7% sur les cinq dernières années et 11,2% en 2010.

Les dépenses **d'information et de sensibilisation du public** restent stables à **2,6 M€** Elles regroupent notamment les salaires des directeurs d'études du centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires (CRASH) de la Fondation MSF et la mise à disposition de moyens de communication (chargés de communication, investissements technologiques) par l'association MSF, pour des activités d'information du public.

Les dépenses des **autres activités liées aux missions sociales** s'élèvent à **41,4 M€** et sont en léger retrait par rapport à 2010 (-2%). Cette rubrique regroupe plusieurs activités :

- d'une part, les dépenses liées aux activités de vente des satellites MSF Logistique et Epicentre à des clients autres que MSF France, en très grande majorité d'autres sections MSF, mais aussi d'autres organisations. C'est cette activité (40,7 M€) qui constate la quasi-totalité de la baisse mentionnée ci-dessus.
- d'autre part, les dépenses engagées par le groupe MSF France pour le compte de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels ou de la DNDi – et refacturées aux entités concernées.

Les **versements à d'autres organismes non liés à des actions de secours** représentent **0,8 M€** Cette catégorie regroupe essentiellement la participation de MSF France au financement de la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (0,2 M€) et de la DNDi (0,6 M€).

¹ Desk : structure de support et coordination des opérations menées sur le terrain. Chaque desk, résidant au siège de l'association ou de ses sections partenaires, est composé d'un responsable de programmes et d'un adjoint (pour les desks décentralisés uniquement), d'un médecin, d'un chargé de ressources humaines, d'un superviseur logistique, d'un contrôleur de gestion et de son adjoint et d'un chargé de communication.

1.1.2. Le coût de la recherche de fonds : 10,5 M€

Le coût de la recherche de fonds reste pratiquement stable (+0,1 M€ soit +1%) et représente 4,6% du total des emplois contre 4,8% en 2010.

Médecins Sans Frontières a pour objectif permanent de rentabiliser au mieux ses dépenses de collecte de fonds. Pour rationaliser ses coûts et garantir que l'information présentée soit conforme à l'observation directe faite sur le terrain, MSF a choisi de garder la maîtrise de la rédaction de ses documents d'information et de collecte de fonds à destination des donateurs. Seule la fabrication des documents est confiée à des fournisseurs extérieurs à l'association.

Médecins Sans Frontières a également pour objectif de garantir la stabilité de ses ressources privées, condition essentielle à la pérennité de son action sur le terrain et à son indépendance. MSF a donc porté ses efforts d'investissement en collecte de fonds sur la mise en place de prélèvements mensuels auprès de ses donateurs. Ces prélèvements, dont le coût de traitement est moindre, permettent également à MSF de disposer de ressources immédiatement mobilisables, indépendamment de l'importance de la médiatisation des crises.

Pour l'essentiel :

- Les frais de collecte en France et aux Emirats restent stables à 7,6 M€
- Les frais de gestion (traitement des dons) restent stables à 1,7 M€ en lien avec l'évolution du nombre de donateurs.
- Le coût de la gestion des legs, de la recherche d'autres sources de fonds privés ou institutionnels se montent à 1,2 M€ soit 0,1 M€ de plus qu'en 2010, conséquence principale d'un investissement additionnel en recherche d'autres fonds privés.

Pour 100 euros issus de la générosité publique en France, l'investissement consacré à la récolte de fonds et à sa gestion se monte ainsi à 17,20 euros en 2011 contre 15,1 euros en 2010 et 18,9 euros en 2009.

1.1.3. Les frais de fonctionnement et les dotations aux provisions: 13,4 M€

Les frais de fonctionnement représentent **12,5 M€** sur l'année 2011. Ils regroupent les coûts de l'ensemble des services de fonctionnement de toutes les entités ainsi que la contribution de fonctionnement versée par MSF-France au Bureau International, une part des pertes de change et diverses charges exceptionnelles.

Ils sont en augmentation de 3,0 M€ (+32%) par rapport à l'année dernière, reflétant une adaptation de la structure de gestion de MSF-France et de MSF-Logistique. Ces évolutions passent notamment par un investissement sur la gestion des ressources humaines, par la prise à bail de locaux additionnels ainsi que par un renforcement de la direction générale.

Les frais de fonctionnement représentent 5,5% du total des emplois en 2011 contre 4,4% en 2010 et 5,6% en 2009.

Les dotations aux provisions de l'exercice s'établissent à **0,9 M€**. Elles sont isolées dans le compte d'emploi des ressources afin de permettre une meilleure lecture des ratios financiers (un même événement ne pouvant impacter ces ratios qu'une seule fois : au moment de sa réalisation).

Le montant des dotations aux provisions est stable par rapport à l'année précédente.

1.1.4. Les engagements à réaliser sur ressources affectées: 0,5 M€

Les engagements à réaliser sur ressources affectées représentent les dons reçus sur l'année affectés à des interventions particulières et qui n'ont pu être utilisés à la clôture. Ils sont portés au passif du bilan, traduisant ainsi l'engagement de l'association à les utiliser conformément au souhait des donateurs dans les années à venir.

En 2011, ils s'élèvent à 0,5 M€ et concernent principalement les dons reçus suite à l'appel effectué pour venir en aide aux populations somaliennes. Ces dons seront utilisés sur l'année 2012.

1.2. Les produits combinés : 221,2 M€

Ils sont passés de 229,6 M€ à 221,2 M€ en 2011 et sont composés de ressources privées issues de la recherche de fonds à hauteur de 164,0 M€, de financements institutionnels pour 4,9 M€, d'autres produits pour 51,7 M€ et de reprises de provisions à hauteur de 0,6 M€.

1.2.1. Les ressources privées issues de la recherche de fonds : 164,0 M€

Les ressources privées issues de la recherche de fonds s'établissent à 164,0 M€ en 2011, soit une diminution de 3,1 M€ (-2%).

L'ensemble des ressources privées est composé de 58,9 M€ de fonds collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis, de 103,0 M€ de contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel, et de 2,1 M€ provenant des autres sections du mouvement.

En France, environ 518.000 donateurs ont soutenu MSF pendant l'année, parmi lesquels plus de 360.000 ont choisi de faire leur don par prélèvement mensuel. Le montant des dons reçus des particuliers s'élève ainsi à 52,9 M€, soit une diminution de 2,3 M€ (-4%) représentative des dons collectés en 2010 affectés à Haïti (2,6 M€).

Les legs sont également en net retrait avec -3,6 M€ et s'établissent à 3,5 M€. Quant aux autres fonds privés (financements d'entreprises et autres organismes privés, activités annexes...), ils diminuent de 0,3 M€ et s'élèvent à 2,0 M€.

Les dons et autres fonds privés collectés par le bureau des Emirats Arabes Unis représentent 0,5 M€.

Sur l'ensemble des fonds collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis, 56,6 M€ ont été collectés auprès du public.

Les contributions reçues des sections partenaires du projet opérationnel et des autres sections du mouvement compensent partiellement la diminution de la collecte française. Elles augmentent ainsi de 3,7 M€ (soit 4%).

Pour les sections partenaires du projet opérationnel, les évolutions sont les suivantes

- MSF Australie a augmenté sa contribution de 7,7 MAUD (+31%), soit un impact de +6,5 M€ (+37%) du fait d'une évolution favorable du cours du dollar australien sur l'année, et s'élève ainsi à 24,2 M€
- La contribution provenant de MSF Japon, bien que conservant le même volume en yen, augmente de 0,8 M€ et s'élève à 20,8 M€ suite à l'une évolution favorable du cours du yen.

- MSF USA a également réajusté sa contribution à la hausse de +5,2 MUSD (+7%), soit un impact de +1,1 M€(+2%) du fait d'une évolution défavorable du cours du dollar américain sur l'année. Elle s'élève ainsi à 58,0 M€

Les financements des autres sections du mouvement s'élèvent à 2,1 M€ en 2011 (7,0 M€ en 2010 dont 5,6 M€ affectés à Haïti).

A noter que l'évolution du cours des devises en 2011 a au global un impact négatif d'environ 1 M€ sur l'évolution du montant total de ces ressources.

Ainsi sur 164,0 M€ de ressources privées issues de la recherche de fonds, 144,6 M€ ont été collectés auprès du public (soit 88%), dont 39% en France et aux Emirats.

1.2.2. Les ressources institutionnelles (ou subventions publiques) : 4,9 M€

Les financements institutionnels publics s'élèvent à 4,9 M€ contre 7,5 M€ en 2010. Ils représentent 2,9% du total des ressources privées et institutionnelles et 3,4% des dépenses d'opérations.

Sur le total des financements institutionnels publics, 4,5 M€ ont été contractés par l'association et sont principalement affectés aux missions.

Les principaux pays financés ont été :

- Le Burkina Faso pour 0,9 M€ (Union Européenne / ECHO) sur le projet de Titao,
- la République Centrafricaine pour 0,7 M€ sur le projet de Paoua (gouvernements canadien et suédois),
- le Mali pour 0,7 M€ (Union Européenne / ECHO) sur le projet de Koutiala,
- le Nigéria pour 0,6 M€ (Union Européenne / EuropeAid) sur le projet de Jahun,
- l'Ethiopie pour 0,5 M€ (gouvernement suédois) sur le projet de Gambella.

1.2.3. Les autres produits et reprises de provisions: 52,3 M€

Les autres produits regroupent des ressources issues d'activités liées aux missions sociales ainsi que d'autres ressources. Ils observent une diminution de 2,7 M€ (soit -5%), centrée sur les ressources issues des missions sociales.

Les ressources issues des missions sociales représentent **46,4 M€** Elles regroupent les recettes issues du remboursement des dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF et le produit des ventes des satellites MSF Logistique (médicaments, matériels médical et logistique) et Epicentre (consultations, recherches et formations épidémiologiques) aux autres sections et organisations.

Elles connaissent une diminution de 2,7 M€ par rapport à 2010, l'année précédente étant une année exceptionnelle en terme d'activité pour ces satellites suite à la forte augmentation du volume opérationnel des autres sections.

Les autres ressources restent stables et s'élèvent à **5,3 M€** Elles comprennent des activités marchandes diverses (films et activités externes de EUP ...), les produits financiers et gains de change, les produits exceptionnels et les autres produits d'exploitation (facturations diverses par MSF, MSF Logistique et Epicentre aux autres sections, remboursements d'assurance...).

Les reprises de provisions sont, à l'identique des dotations, présentées de manière isolée dans le compte d'emploi des ressources. Elles s'élèvent à **0,6 M€** sur l'exercice 2011.

En conclusion, les comptes du groupe Médecins Sans Frontières présentent ainsi **un déficit de 9,3 M€**

De manière synthétique :

- Sur 100 euros de ressources utilisées en 2011, 96 euros ont été collectés dans l'année et 4 euros ont été prélevés sur les réserves.
- Sur 100 euros employés en 2011, 89,9 euros l'ont été pour les missions sociales, 4,6 euros pour la recherche de fonds et 5,5 euros pour le fonctionnement de la structure.

2. Analyse des dépenses de missions de l'association Médecins Sans Frontières

Les dépenses des opérations en France et à l'étranger sont engagées par l'association (il ne s'agit donc pas ici des dépenses combinées), soit sous sa seule responsabilité, soit pour des projets menés conjointement avec d'autres acteurs et sections MSF (en faible proportion).

En 2010, les dépenses d'opérations avaient connu une forte augmentation suite notamment à la réponse au tremblement de terre en Haïti ainsi qu'à une importante mobilisation sur les interventions en situation d'urgence principalement sur des contextes d'épidémies.

L'année 2011 a été aussi intense mais toutefois avec une dynamique différente :

- Dans la deuxième année suivant le séisme, la part des dépenses de missions consacrées à Haïti s'est réduite de 7,8 M€ tout en restant conséquente (14,5 M€), tant sur les activités hospitalières que sur la réponse à l'épidémie de choléra ;
- Les projets initiés en situation d'urgence (hors Haïti) ont été bien plus importants que l'année précédente (+11,2 M€). Ils ont été beaucoup plus centrés sur des contextes de conflits comme ceux menés en Côte d'Ivoire (9,0 M€), dans le cadre du « printemps arabe » (4,1 M€), ou comme les interventions initiées à destination des populations somaliennes (2,1 M€) ;
- De nouveaux projets ont été ouverts (6) et les recherches et consultations d'Epicentre ont été utilisées de manière plus conséquente en support aux interventions de terrain (+3,5 M€).

Les dépenses d'opérations de l'association passent ainsi de 139,5 M€ à 145,3 M€ en 2011 soit une augmentation de 4%. Elles sont composées de dépenses de projets pour 107,6 M€, de dépenses de capitaux et autres supports pour 24,8 M€, de dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF pour 5,1 M€, de consultations et recherches épidémiologiques menées par Epicentre et diverses dépenses opérationnelles pour 7,5 M€.

Comme les années précédentes, nous utilisons pour l'analyse des dépenses de projets la typologie de présentation des opérations de Médecins Sans Frontières.

Celle-ci cherche à traduire les motifs principaux qui nous ont conduits à l'ouverture des projets et donc les événements principaux qui affectent les populations auprès desquelles nous intervenons. Elle fait également le lien entre le contexte général dans lequel se trouvent ces populations (victimes de conflits armés, d'épidémies/endémies, de catastrophes naturelles, de violence sociale ou d'exclusion) et les événements principaux évoqués ci-dessus, mais elle n'illustre pas la nature des activités. Ainsi, la typologie Réponses aux épidémies-endémies/Sida, ne regroupe pas tous les projets dans lesquels MSF soigne des patients atteints du Sida, mais inclut les projets qui ont été ouverts avec le traitement de cette maladie pour intention opérationnelle principale. On peut retrouver, par ailleurs, des activités de traitement du Sida dans d'autres projets et d'autres activités médicales peuvent être conduites dans ces programmes.

Aujourd'hui, suivant cette même définition, 88% de nos dépenses de projets se concentrent sur des populations victimes de conflits armés ou d'épidémies/endémies et 19% sur des contextes de violence sociale.

Les capitales, qui regroupent les équipes de coordination de chaque pays, sont isolées dans une catégorie distincte. Alors que dans un pays donné, plusieurs types de projets peuvent être menés conjointement, les dépenses des capitales ne sont pas ventilées entre chacun de ces projets. En effet, les équipes de coordination travaillent de manière globale, dans chaque pays, à l'analyse des contextes et de l'environnement des secours, à l'évaluation des besoins, à la négociation avec les différents acteurs en présence et à la définition et à la coordination de l'ensemble des projets.

En 2011, 109 projets ont été menés (hors capitales et divers), pour un montant total de 107,6 M€

2.1. Interventions auprès des victimes de conflits armés : 48,4 M€

Ces interventions ont représenté 41% de nos projets et 45% des dépenses de projets en 2011.

Parmi ces interventions, les réponses aux violences directes subies par les populations ont représenté 49% de ces projets et 51% de leurs dépenses. Celles-ci sont passées de 18,7 M€ en 2010 à 24,5 M€ en 2011, soit une augmentation de 5,9 M€ (+32%). Cette variation s'explique principalement par la reclassification en 2011 des projets de Rutshuru et Nyanzale en République Démocratique du Congo (-5,9 M€) en interventions en réponse à une déstructuration du système de santé suite à l'évolution du contexte dans la région du Nord Kivu, reclassification compensée par les opérations d'urgence menées en Côte d'Ivoire, en Lybie et au Yémen (+11,9 M€).

Il s'agit notamment des projets menés :

- *en Côte d'Ivoire suite au conflit postélectoral déclaré fin en 2010 (7,8 M€)*. De février à août 2011, MSF est intervenue sur Abidjan et sa banlieue dans trois hôpitaux de 100 à 120 lits chacun. Simultanément, des projets ont été menés dans l'ouest du pays à Duékoué au sein d'un hôpital général de 100 lits, et à Guiglo sur 3 sites d'hospitalisations sur des activités plus centrées sur les populations déplacées fuyant les combats. Sur cette période, 11.100 hospitalisations en médecine interne et pédiatrie et 13.600 admissions en urgences ont été réalisées, 4.000 interventions chirurgicales ont été pratiquées ainsi que 6.400 accouchements. 196.400 consultations ont par ailleurs été dispensées dans le cadre d'activités externes ;
- *en Jordanie à l'hôpital d'Amman (4,3 M€)* où, depuis le début des activités en 2006, plus de 1.700 patients ont pu bénéficier de soins chirurgicaux orthopédiques, maxillo-faciaux et plastiques. En 2011, 410 nouveaux patients ont été admis, dont 19% en provenance de Gaza, mais surtout de Lybie et de Syrie ;
- *en Libye (3,3 M€)*. *A Benghazi*, de mars à septembre, MSF a soutenu des structures médicales notamment par le biais de donations de matériel et de médicaments, mis en place un système de référence vers l'hôpital d'Amman en Jordanie ainsi que des activités de santé mentale tant pour les victimes que pour le personnel soignant. *A Misrata*, d'avril à novembre, MSF a organisé un soutien à des postes médicaux avancés, mis en place un système d'ambulances depuis la ligne de front vers des hôpitaux de référence, réalisé 690 interventions chirurgicales et mené 450 consultations dans le cadre d'activités de santé mentale ;

- *et en Iran à Zahedan (1,8 M€)*. Ce projet qui, sur 4 cliniques au début de l'année, a dispensé plus de 110.000 consultations médicales, anténatales et postnatales à la population iranienne et aux réfugiés Afghans en 2011, a été fermé à l'automne dernier sous la pression des autorités iraniennes qui ont refusé l'accès à cette région.

Les interventions auprès des réfugiés et déplacés ont représenté 15% des dépenses des «projets conflits» (8 projets pour 7,3 M€). Leurs dépenses ont diminué de 1,1 M€ soit 13%. La réduction des activités suite aux interventions d'urgences réalisées en 2010 en République du Congo est partiellement compensée par les activités de secours initiées cette année en Somalie.

Il s'agit principalement des projets menés :

- *en République du Congo (Congo-Brazzaville) à Bétou (2,3 M€)*, où, au sein d'un hôpital de 88 lits, 31.200 consultations ont été dispensées, et 4.800 hospitalisations et 2.600 accouchements réalisés. Par ailleurs, 138.000 consultations ont été offertes lors d'activités ambulatoires ;
- *en Somalie à Mogadiscio (1,8 M€)*. Cette intervention, qui s'inscrit dans le cadre d'une réponse en urgence pour venir en aide à la population somalienne durement touchée par les conflits internes, s'est centrée sur deux camps de déplacés, avec la mise en place de centres de santé primaire, de programmes nutritionnels et d'une structure d'hospitalisation de 40 lits. Des distributions de nourriture ont été effectuées pour 20.000 enfants, et 580 hospitalisations, 30.000 consultations ont été réalisées. Par ailleurs, des articles de secours ont été distribués à plus de 1.000 familles sur un troisième camp en fin d'année.

Les interventions menées en réponse à la déstructuration des systèmes de soins représentent 34% des dépenses des «projets conflits» (14 projets pour 16,2 M€). Par rapport à l'année précédente, leurs dépenses ont augmenté de 3,6 M€(+29%). Cette hausse est moins le reflet d'une augmentation d'activité que la conséquence de la reclassification des projets de Rutshuru et Nyanzale en République Démocratique du Congo dans cette catégorie d'interventions suite à l'évolution du contexte dans la région du Nord Kivu.

Parmi ces interventions, les plus significatives sont représentées par nos activités :

- *en République Démocratique du Congo dans la région du Nord Kivu à Rutshuru (3,3M€)*, dans un hôpital général de référence de plus de 300 lits couvrant de nombreux services dont la gestion de certains est en cours de reprise par le ministère de la santé (médecine interne, maternité...), et *à Nyanzale et Birambizo (1,1 M€)*, dans trois centres de santé. A *Rutshuru*, environ 10.000 admissions en hospitalisation et 4.800 en maternité ont été observées, 6.600 interventions chirurgicales réalisées et 690 victimes de violences sexuelles ont été prises en charge. *Nyanzale et Birambizo* couvrent des activités de consultations générales (environ 34.900), de petites hospitalisations (1.100 admissions), de maternité (2.000 admissions), de prise en charge nutritionnelle (1.800 admissions), et de prise en charge de victimes de violences sexuelles (400 cas) ;
- *au Soudan du Sud (3,3 M€) à l'hôpital d'Aweil*, où MSF gère les services de pédiatrie et de maternité, et mène également des activités de nutrition et de vaccination. Sur l'année, environ 56.300 consultations générales et anténatales ont été dispensées, la maternité a accueilli près de 3.500 admissions, la pédiatrie près de 3.800, et les activités de nutrition environ 1.200 admissions ;
- *En République Centrafricaine (2,1 M€)*, à *l'hôpital de Paoua*, où MSF prend en charge, dans une perspective de passation au ministère de la santé sur plusieurs années, les services de pédiatrie (près de 2.800 admissions sur l'année), de chirurgie

- (2.100 actes chirurgicaux), de médecine générale (1.100 admissions), de maternité (1.400 accouchements) et assure des consultations externes (plus de 71.000) ;
- *Au Yémen dans la région de Saada (2,2 M€). A l'hôpital d'Al Tahl*, les activités de soins primaires et hospitaliers pour les déplacés et la population locale victimes du conflit ont été arrêtées sur le dernier trimestre de 2011 suite aux conditions non acceptables demandées par la rébellion Huthiste contrôlant la ville. Ces activités ont représenté environ 48.500 consultations générales et d'urgence, 3.300 consultations anténatales et 2.400 hospitalisations.

Sur l'ensemble de ces interventions, 32% des dépenses (15,6 M€) ont été engagées dans des situations d'urgence.

Par ailleurs, 57% de ces projets possédaient un ancrage opérationnel hospitalier. Certains d'entre eux intégraient bien évidemment d'autres activités non hospitalières. Ces types de projets ont représenté en 2011 84% des dépenses d'interventions auprès des populations victimes de conflits armés, et les projets intégrant des activités de chirurgie poussée environ 60%.

2.2. Interventions en réponse aux épidémies/endémies : 36,0 M€

Les interventions menées en réponse aux épidémies/endémies ont représenté 43% des projets et 33% des dépenses de projets en 2011.

Les interventions concernant le traitement du Sida et de la co-infection Sida/tuberculose ont représenté 11,2 M€ soit 31% des dépenses de cette catégorie et 13 % des projets (6 projets). Il s'agit principalement de *Chiradzulu (3,8 M€) au Malawi, de Homa Bay et Mathare au Kenya (4,4 M€), d'Arua (2,3 M€) en Ouganda et de Carnot en République Centrafricaine (0,7 M€)*. Ce dernier projet mis en place l'année dernière vise à offrir un accès aux soins VIH dans une région à prévalence élevée et en ressources limitées, et ce conformément aux dernières recommandations de l'OMS (mise sous traitement plus précoce).

Au total sur ces projets, la cohorte des patients suivis par MSF représente environ 53.500 personnes, dont 37.600 sont traitées avec des antirétroviraux de première ligne et 770 avec des antirétroviraux de seconde ligne. Les programmes des ministères de la Santé prennent en charge de plus en plus de patients en s'appuyant sur des stratégies de décentralisation des traitements. Ces avancées nous permettent de recentrer nos objectifs sur des problématiques plus pointues (mise sous traitement précoce, co-infection par la tuberculose, changement des premières lignes de traitement, prévention de la transmission de la mère à l'enfant).

Les dépenses de ces projets diminuent sensiblement (-3%) suite à la fermeture en 2011 de Nanning en Chine (-0,4 M€).

Les réponses aux épidémies de malnutrition ont concerné 17% des projets et 22% des dépenses dans cette catégorie. Par rapport à 2010, les dépenses consacrées à ces projets diminuent de 2,5 M€ conséquence principalement des urgences nutritionnelles de 2010 en République Centrafricaine et au Tchad.

Il s'agit principalement de nos interventions :

- *au Mali dans les districts de Koutiala et de Konséguela (2,8 M€)*, où plus de 53.000 consultations et 13.000 hospitalisations ont été réalisées. 6.000 enfants malnutris ont été admis et 26.300 cas de paludisme ont été pris en charge ;

- *au Burkina Faso (1,9 M€) à Yako* (transféré au ministère de la santé à mi-année) *et Titao*. Au total sur les deux programmes, sur les 4.500 enfants admis sur l'année, 1.200 ont été vaccinés contre la rougeole, et 650 cas de paludisme confirmés ont été pris en charge ;
- *au Niger (1,4 M€) dans le district de Madaroumfa*. En partenariat avec l'ONG nigérienne Forum Santé Niger (ForSaNi), l'offre de soins a été élargie. Si la malnutrition est toujours prise en charge (10.100 enfants malnutris sévères pris en charge sur l'année), un volet préventif a été mis en place sur trois aires de santé assurant consultations (76.500 dont 44.000 cas de paludisme), vaccination (980), distribution de moustiquaires (2.700) et d'aliments de supplément prêt à l'emploi (57.000 enfants) ;
- *au Nigéria (1,4 M€) à Kazaure dans l'Etat de Jigawa*, où 16.400 enfants malnutris sévères ont été pris en charge, et 3.200 hospitalisés.

Après une année 2010 pourtant déjà élevée, les réponses aux épidémies de choléra et de rougeole ont été encore plus importantes sur l'année 2011. Elles représentent à elles seules plus de 22 projets et 10,4 M€, soit respectivement 16% et 13% des dépenses en réponse aux épidémies. En ce qui concerne le choléra, les principales interventions ont eu lieu *en Haïti* (3,6 M€ et 25.000 patients pris en charge sur 6 zones), en République Démocratique du Congo à Kalémie (1.1 M€ et 1.500 cas mais également 25.600 consultations réalisées pour des populations déplacées) et *au Tchad* (1,0 M€ et 4.800 cas). Pour la rougeole, les principales interventions ont été menées *en République Démocratique du Congo* (4,4 M€) où, sur 25 centres de santé, près de 1,5 millions d'enfants ont été vaccinés et 50.800 patients pris en charge.

Les opérations concernant le traitement de la tuberculose et plus particulièrement de la tuberculose multi-résistante ont représenté 13% des projets de cette catégorie (6 projets) et 10% des dépenses. Il s'agit notamment de nos programmes *en Arménie à Erevan et dans les provinces du nord* (1,4 M€), *en Géorgie dans la région de l'Abkhazie* (0,6 M€), *au Cambodge à Kompong Cham et Phnom Penh* (0,9 M€), et *en Colombie à Buenaventura* (0,5 M€). Sur ces projets, 1.500 patients atteints de tuberculose, dont 170 sous des formes multi-résistantes, sont sous traitement.

Comparativement à l'année dernière, les dépenses de ces projets augmentent de 4% (+0,1 M€), la fermeture en 2010 du projet de Zugdidi en Géorgie (-0,4 M€) étant compensée par l'évolution d'un projet ouvert en Colombie l'année précédente.

Nos autres projets ont concerné des interventions de prise en charge d'autres pathologies telles que la méningite ou le paludisme. Leurs dépenses s'élèvent à 3,1 M€

Sur l'ensemble des interventions menées en réponse aux épidémies et endémies, 31% des dépenses (soit 11,2 M€) ont été engagées dans des situations d'urgence.

2.3. Interventions en réponse aux catastrophes naturelles : 2,4 M€

Ces opérations n'ont concerné que 2 projets ou actions ponctuelles en 2011 et ont engagé 2% de nos dépenses de projets.

La réponse *au séisme* qui a frappé *le Japon* en mars 2011 a été la principale intervention (2,4 M€). Au cours de celle-ci, MSF a réalisé environ 4.800 consultations dans les centres d'évacuation des régions de *Sendai, Minami Sanriku, Taro*, mis en place des activités de santé

mentale, fourni des médicaments aux équipes de secours, et distribué des articles de secours aux personnes évacuées (dont 4.000 couvertures et 10.000 kits hygiène). MSF a par ailleurs contribué, en partenariat avec les autorités locales, à la construction d'une clinique médicale.

La totalité de ces interventions a été menée dans des situations d'urgence.

2.4. Interventions auprès des victimes d'exclusion des soins ou de violence sociale: 20,9 M€

Ces projets, au nombre de 12 pour l'année 2011 (soit 11% des projets), ont engagé 19% de nos dépenses.

Les réponses aux violences directes subies par les populations ou à une déstructuration des systèmes de soins représentent 83% des dépenses et 58% des projets de cette catégorie. Parmi celles-ci, on retrouve les interventions :

- *En Haïti à Port au Prince (9,2 M€)*. Dans les jours suivant le tremblement de terre, MSF avait installé un hôpital d'urgence d'une capacité de 250 lits à l'aide de tentes gonflables sur le terrain de sport de l'école Saint-Louis de Gonzague. Cette intervention n'avait pas été conçue pour durer mais pour répondre à l'urgence. Afin de pérenniser cette structure médicale et d'améliorer la prise en charge des patients, MSF a entrepris la construction d'un hôpital modulaire préfabriqué de 200 lits sur un terrain de la commune de Cité Soleil, dans le quartier de Drouillard. En mai 2011, les activités médicales de l'hôpital de Saint-Louis sont transférées dans la nouvelle structure et celui-ci est démonté. Sur l'ensemble des deux structures, 4.300 hospitalisations ont été réalisées, 19.700 admissions en salle d'urgence, et 6.700 interventions chirurgicales ;
- *au Nigéria à Port-Harcourt sur l'hôpital de Teme (4,3 M€)*, où ont été réalisées près de 2.800 hospitalisations, 12.100 admissions en salle d'urgence, et 4.100 interventions chirurgicales, et où ont été prises en charge 756 victimes de violences sexuelles ;
- *au Pakistan à Peshawar (1,4 M€) et Hangu (1,2 M€)*. Dans le district de Peshawar, MSF a ouvert en mai 2011 une structure privée offrant des soins gynécologiques et obstétriques à la population. Sur un peu plus de 8 mois d'activités, 230 femmes ont été admises dans l'hôpital, et 4.500 consultations anténatales et 70 interventions chirurgicales ont été réalisées. Dans le district d'Hangu, qui accueille toujours de nombreux déplacés et réfugiés Afghans, MSF est présente depuis deux ans dans l'hôpital de cette ville. En 2011, les activités ont été étendues au service de maternité et à la mise en place d'un centre de traitement du choléra. Ainsi, 19.100 admissions en salle d'urgence et 990 interventions chirurgicales ont été réalisées tandis qu'environ 1.500 personnes atteintes du choléra ont été prises en charge.

Les programmes s'adressant à des populations n'ayant pas accès aux soins représentent 42% des projets de cette catégorie et 17% de leurs dépenses. Parmi ceux-ci, le programme de *Jahun au Nigéria (1,8 M€)* prend en charge les urgences obstétricales ainsi que la réparation des fistules vésico-vaginales, avec sur l'année près de 4.100 accouchements réalisés, et 325 nouvelles admissions dans le service dédié aux patientes souffrant de fistules.

Les dépenses de ces projets sont en hausse de 13,5 M€ comparativement à l'année précédente. Cette évolution s'explique d'une part par « l'apparition » du programme hospitalier de Drouillard à Port-au-Prince suite au séisme en Haïti (+9,2 M€), d'autre part par l'ouverture de nouveaux projets à Madagascar, en Papouasie-Nouvelle-Guinée au Pakistan (+3,1 M€).

Aucune de ces interventions n'a été réalisée en situation d'urgence.

Par ailleurs, 42% de ces projets possédaient un ancrage hospitalier. Ils ont représenté environ 83% des dépenses d'intervention auprès des victimes d'exclusion des soins ou de violence sociale, et les projets intégrant des activités de chirurgie poussée environ 70%.

2.5. Consultations et recherches épidémiologiques Epicentre - postes opérationnels régionaux – missions diverses : 7,5 M€

Dans cette catégorie figurent notamment les dépenses de recherche et consultations épidémiologiques faites par Epicentre pour le compte des missions de Médecins Sans Frontières (5,5 M€). Elle regroupe également des postes opérationnels régionaux (formations locales, support médical pour 0,3 M€), des unités régionales d'approvisionnement ou d'entretien de véhicules (0,3 M€), des missions exploratoires (1,0 M€), ainsi que la participation de la section française au fonds international d'innovation mis en place au niveau du mouvement MSF (0,3 M€).

Par rapport à 2010, 1,7 M€ supplémentaires ont été investis sur les recherches et consultations pour lesquelles Epicentre a été missionnés par MSF. Parmi celles-ci, on retrouve notamment l'épidémie de choléra en Haïti, l'épidémie de rougeole en République Démocratique du Congo, les épidémies de rougeole et de méningite au Tchad, ainsi que des enquêtes de mortalité rétrospective en République Centrafricaine,

2.6. Capitales et autres supports : 24,8 M€

Les dépenses de capitales et bases arrière représentent 18% du total des dépenses de missions hors dépenses engagées pour le compte des autres sections, soit 1 point de plus que l'année précédente. Elles ne sont pas réparties sur les différents projets menés par l'association, mais sont clairement relatives à leur conduite et coordination.

Elles augmentent de 1,4 M€ (soit +6%), dont la moitié porte sur le différentiel du volume d'urgences par rapport à l'année précédente et à la continuité de notre présence en Haïti au-delà de la phase d'urgence.

2.7. Dépenses pour le compte d'autres sections : 5,3 M€

Ces dépenses regroupent les dépenses de projets effectuées pour le compte d'autres sections ou de satellites et sont principalement constituées de médicaments, de carburant et de salaires de personnel national et d'expatriés.

Elles augmentent de 0,2 M€ (soit 4%) par rapport à 2010 et suivent l'activité des autres sections opérationnelles de Médecins Sans Frontières.

3. Le bilan combiné

BILAN COMBINE SIMPLIFIE au 31 décembre 2011 (En millions d'euros)

ACTIF	2011	2010	PASSIF (avant affectation du résultat)	2011	2010
Bâtiments et terrain	7,3	6,1	Fonds disponibles	102,6	91,4
Autres immobilisations	6,1	3,9	Subventions et réserves d'investissements	1,1	1,0
Actif Immobilisé	13,4	10,0	Résultat combiné	-9,3	11,1
			Fonds propres	94,4	103,5
Stocks	16,5	13,0			
Dons et financements à recevoir	8,9	10,7	Fonds dédiés et affectés	0,6	0,1
Créances diverses	9,2	12,4			
Trésorerie	76,0	82,4	Provisions risques et charges	1,3	1,1
Comptes de régularisation	2,7	1,8			
Actif Circulant	113,2	120,2	Dettes fournisseurs	9,8	10,1
			Autres dettes	18,2	14,2
			Comptes de régularisation	2,3	1,2
			Passif exigible	30,3	25,5
TOTAL	126,6	130,2	TOTAL	126,6	130,2

3.1. L'actif (utilisation des fonds)

L'actif immobilisé s'élève à **13,4 M€** net d'amortissements et de provisions pour dépréciation. Il est composé d'actifs immobiliers (7,3 M€), d'actifs incorporels (0,6 M€), d'actifs financiers (0,6 M€), d'autres actifs corporels (2,0 M€) et d'immobilisations en cours (2,9 M€).

Les bâtiments et terrains regroupent les actifs immobiliers du groupe, à savoir : l'immeuble et le terrain du siège de l'association, 8 rue Saint Sabin à Paris 11ème, et l'immeuble du 4 rue Saint Sabin à Paris (annexe du siège social de l'association), ainsi que les bureaux, entrepôt et terrain de MSF Logistique à Mérignac.

L'évolution de l'actif immobilisé au cours de l'année 2011 est principalement liée à la poursuite du programme d'extension de la plateforme logistique de Bordeaux, extension rendue nécessaire par l'accroissement de notre volume d'activités sur ces dernières années et la limite de nos capacités de stockage actuelles. Cette extension se traduit dans les comptes de la Fondation par l'acquisition d'une parcelle de terrain (1,5 M€) et des immobilisations en cours à hauteur de 2,8 M€. Ce programme d'extension est présenté sur le site internet de MSF-Logistique (www.msflogistique.org).

Les stocks représentent à la fin de l'année 2011 un montant de **16,5 M€**. Ils se composent principalement des items gérés par la centrale MSF Logistique à Bordeaux (15,9 M€). Ils sont constitués d'articles médicaux pour 9,4 M€ et d'articles logistiques pour 6,4 M€. L'augmentation de 27% du volume stocké est à mettre en relation avec d'une part une demande plus importante en médicaments et d'autre part avec un prépositionnement accru des « hôpitaux modulaires » en prévision des urgences de l'année 2012.

Les autres actifs circulants hors trésorerie s'élèvent à **20,8 M€** et sont principalement composés des dons et financements à recevoir et d'autres créances diverses.

Les dons et financements à recevoir s'élèvent à 8,9 M€ Ils regroupent les sommes dues par les autres sections MSF au titre du financement des projets opérationnels (5,7 M€), par les bailleurs de fonds institutionnels publics (1,4 M€), ainsi que les dons reçus des particuliers, des légataires et des entreprises au titre de 2011 mais encaissés en 2012 (1,8 M€).

Les créances diverses s'élèvent à 9,2 M€ Elles comprennent principalement les sommes dues par les autres sections du mouvement et les avances et acomptes versés aux fournisseurs. Les créances sur les autres sections s'élèvent à 7,7 M€, dont 6,0 M€ concernent les sections opérationnelles.

La diminution de ce poste de 4,1 M€ reflète principalement la baisse des encours des autres sections opérationnelles dans les créances de MSF-Logistique (-3,6 M€), ainsi que celle des bailleurs institutionnels en lien avec la diminution des ressources correspondantes.

3.2. Le passif (origine des fonds)

Les fonds propres de l'ensemble combiné représentent **94,4 M€** à la fin de l'année 2011.

Les réserves disponibles, définies comme étant les fonds propres hors réserves et subventions d'investissement, s'élevaient au début de l'exercice à 102,5 M€ Elles comprenaient 79,8 M€ de ressources disponibles collectées auprès du public.

Sur l'année 2011, le déficit combiné de -9,3 M€ porte le niveau de réserves disponibles à 93,3 M€ dont 68,6 M€ de ressources collectées auprès du public.

Ces réserves, qui représentent 4,9 mois d'activités (5,6 en 2010) ou 5,1 mois des ressources de l'année, ont pour objectif de maintenir la trésorerie de MSF à un niveau qui lui permette de garantir la continuité des secours engagés sur le terrain, de faire face aux risques liés à ses activités (urgences imprévues, baisse soudaine des rentrées financières), et de financer sa croissance et ses investissements.

Les subventions et réserves d'investissement qui se montent à 1,1 M€ à la fin de l'année 2011, correspondent aux subventions accordées par l'Union européenne, des collectivités locales, des entreprises privées et des sections MSF pour les travaux d'agrandissement passés de 2002 et 2003 de l'entrepôt de stockage de MSF Logistique à Mérignac, ainsi que pour l'extension actuellement en cours.

Les fonds dédiés résiduels représentent **0,6 M€** Ils observent une augmentation de 0,5 M€ par rapport à l'année précédente du fait de la collecte affectée aux conséquences de la crise affectant les populations somaliennes. Ces fonds seront utilisés sur 2012, les interventions de secours se poursuivant au-delà de l'année 2011.

Les provisions pour risques et charges s'élèvent à **1,3 M€** Elles sont principalement destinées à couvrir des risques fiscaux et sociaux sur nos activités au Kenya (0,7 M€), en Palestine et au Yémen (0,3 M€), ainsi que le risque lié aux variations des cours des devises (0,3 M€).

Le passif exigible totalise **30,3 M€** Il est composé de dettes envers les autres sections MSF (8,0 M€), de dettes courantes auprès des fournisseurs (9,8 M€), de dettes sociales et fiscales (9,9 M€) et d'autres dettes à hauteur de 2,5 M€

La hausse significative de 4,9 M€ observée sur ce poste en 2011 s'explique par le décalage de paiement des dettes dues à aux autres sections du mouvement (2,5 M€), par l'augmentation

des dettes sociales liée au volume d'activité (1,6 M€), et par le report sur 2012 du financement reçu de MSF-USA pour l'extension de la plateforme logistique de Bordeaux (1 M€).

4. La trésorerie et le suivi des ressources collectées auprès du public

4.1. Situation de trésorerie de fin d'année

La trésorerie, qui s'élève à 75,9 M€ à la fin de l'année 2011, est constituée des disponibilités du siège et des missions ainsi que de placements sans risque en capital et aisément mobilisables.

Elle est principalement composée de 25,4 M€ placés sur des SICAV de trésorerie en Euros ou en dollars US, de 10 M€ sur des bons de caisse, de 3,0 M€ sur des bons à moyen terme négociables, de 23,9 M€ sur des livrets et de 13,7 M€ sur des comptes bancaires au siège ou dans les pays d'interventions.

La gestion du risque bancaire est assurée, pour les comptes et valeurs mobilières de placement détenus par les sièges de l'association et des satellites (69,9 M€), par une répartition des valeurs sur cinq établissements bancaires différents. Les deux principaux représentent à la fin de l'année respectivement de 50% et 34% du montant total, et les trois autres 16%.

Sur les terrains d'interventions, MSF opère avec plusieurs banques internationales ou locales, la politique consistant à limiter le volume des dépôts bancaires aux besoins opérationnels sur une base mensuelle.

MSF est exposée aux fluctuations des cours de change dans la mesure où 63% des ressources issues de la recherche de fonds sont réalisées en devises étrangères et où 61% des dépenses d'opérations directement menées sont en devises étrangères. Si les devises utilisées pour les opérations dépendent des lieux d'interventions, les ressources en devises étrangères proviennent principalement des Etats-Unis (55%), du Japon (20%) et de l'Australie (23%).

Il n'y a pas de politique active de couverture du risque de change. Toutefois, une part importante de la trésorerie disponible est libellée en dollars américains et directement utilisée pour approvisionner les missions dans cette devise ou en devises locales qui pour la plupart suivent généralement l'évolution du cours du dollar.

4.2. Evolution de la trésorerie et des ressources collectées auprès du public

En millions d'euros

Variation de la trésorerie	2010	2011	Suivi des ressources collectées auprès du public	2011
1. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs privés	164,4	166,0	1. Ressources collectées auprès du public	144,6
+ Ressources collectées auprès du public et autres fonds privés	167,1	164,0	+ Ressources collectées en France et aux Emirats	56,6
+ Variation des créances et dettes liées aux dons et fonds privés	-2,7	2,0	+ Ressources collectées dans les autres sections MSF	88,0
2. Trésorerie provenant des donateurs et bailleurs institutionnels	8,6	5,9	2. Variation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	-0,4
+ Financements institutionnels publics	7,5	4,8	+ Variation des fonds dédiés	-0,4
- Quote-part des subventions d'investissements versées au résultat	-0,1	0,2		
+ Variation des créances et dettes liées aux financements institutionnels	1,2	0,9		
3. Trésorerie liée aux activités humanitaires et au fonctionnement	-162,8	-174,6	3. Utilisation des ressources sur les activités humanitaires et le fonctionnement	-151,0
+ Autres ressources	54,9	52,3	- Dépenses de missions sociales	-132,1
- Dépenses de missions sociales	-197,8	-206,1	- Dépenses de collecte et de fonctionnement	-18,9
- Dépenses de collecte, de fonctionnement et provisions	-20,7	-23,9		
+ Variation des amortissements et provisions	1,6	1,7		
- Gains / pertes générés par les actifs et pertes financiers	-1,0	-1,0		
+ Variation des stocks, autres créances et dettes	0,2	2,4		
Variation de la trésorerie liée à l'activité (a)=1+2+3	10,2	-2,6	Variation des ressources liées à l'activité (a)=1+2+3	-6,9
Variation de trésorerie liée aux activités d'investissement (b)	-1,7	-4,8	Variation de ressources non affectées liée aux activités d'investissement (b)	-4,4
Variation de trésorerie liée aux activités de financement (c)	1,0	1,0		
Variation globale de trésorerie (a+b+c)	9,5	-6,5	Variation des ressources non affectées et non utilisées (a+b)	-11,2
Trésorerie en début d'exercice	72,9	82,4	Ressources non affectées et non utilisées en début d'exercice	79,8
Trésorerie en fin d'exercice	82,4	75,9	Ressources non affectées et non utilisées en fin d'exercice	68,6

Entre le début et la fin de l'année 2011, la trésorerie diminue de 6,5 M€ Cette évolution est bien entendu principalement liée au déficit de l'exercice, et s'explique dans le détail de la manière suivante :

- La trésorerie provenant des donateurs ou financeurs privés s'élève à 166,0 M€ soit un niveau à peu près équivalent à celui de l'année précédente ;
- La trésorerie provenant des financeurs institutionnels représente 5,9 M€, soit -2,7 M€ par rapport à 2010, reflet d'une moindre sollicitation de ces bailleurs sur 2011. La différence par rapport aux ressources institutionnelles de l'année reflète en partie le remboursement du préfinancement effectué par MSF l'année précédente ;
- Les missions sociales et le fonctionnement ont consommé 174,6 M€, soit 11,8 M€ de plus qu'en 2010. Cette augmentation est très majoritairement tirée par les activités des missions sociales (+8,3 M€) et de fonctionnement (+3,2 M€) ;
- Les investissements de l'année ont utilisé 4,8 M€ de trésorerie, dont 3,3 M€ ont concerné le projet d'extension de la plateforme logistique de Bordeaux ;
- Les activités de financement ont généré 1,0 M€ comme en 2010.

Cette analyse de l'évolution de la trésorerie n'est toutefois pas représentative du niveau moyen de trésorerie sur l'année puisqu'elle compare deux situations de fin d'année sur lesquelles sont concentrés les plus importants volumes de dons reçus.

Le niveau moyen de trésorerie au siège et dans les satellites a ainsi été de 68,7 M€ sur l'exercice, soit l'équivalent de 3,6 mois d'activité, contre 75,6 M€ l'année précédente (soit 4,2 mois d'activité). Ce niveau de trésorerie reste en cohérence avec l'objectif que s'est fixé Médecins Sans Frontières pour couvrir les risques liés à son activité (urgences imprévues, baisse des rentrées financières) et pour garantir le financement courant et la continuité de ses opérations.

A titre d'information, le niveau moyen de trésorerie sur les pays d'intervention a été en 2011 de 6,1 M€ contre 5,3 M€ l'année précédente.

Les réserves issues de la générosité publique (ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées) ont diminué de 11,2 M€ et s'élèvent à 68,6 M€ à la fin de l'année 2011. Cette évolution est en lien avec le déficit de l'exercice, et s'explique de manière détaillée comme suit :

- Les ressources collectées auprès du public se sont élevées sur l'année à 144,6 M€ 39% (soit 56,6 M€) ont été directement reçus par l'association MSF, la Fondation MSF et le bureau des Emirats, 60% (86,0 M€) ont été reçus des sections partenaires du projet opérationnel (MSF-Australie, MSF-Japon et MSF-USA) et 1% (2,0 M€) des autres sections du mouvement MSF ;
- A l'exception de 0,4 M€ de dons affectés aux conséquences de la crise en Somalie, la totalité de ces ressources a été utilisée sur l'année. Celles-ci étant insuffisantes pour couvrir les emplois et investissements de l'exercice, les réserves issues de la générosité publique ont été mises à contribution à hauteur de 11,2 M€ (soit 5%).

Les ressources utilisées collectées auprès du public sur l'année ou les années précédentes sont ainsi affectées en 2011 à hauteur de 85% (132,1 M€) aux emplois des missions sociales, de 6% (9,4 M€) aux frais de recherche de fonds, de 6% (9,5 M€) aux frais de fonctionnement et de 3% (4,4 M€) aux investissements de l'exercice.

L'ensemble des comptes de Médecins Sans Frontières (MSF Association et MSF combiné) est arrêté par le trésorier.

Nos comptes sont contrôlés puis certifiés par notre commissaire aux comptes Ernst & Young et Autres, membre d'Ernst & Young.

Les comptes combinés ainsi que les comptes annuels de l'association MSF et de ses satellites, leurs annexes et les rapports des commissaires aux comptes sont disponibles sur notre site internet (www.msf.fr) et sur demande, auprès de notre siège parisien. En outre, comme les années précédentes, nous publierons nos comptes dans la presse nationale, après l'Assemblée Générale.

Filipe Ribeiro
Directeur Général

Marie-Noëlle Rodrigue
Directrice des opérations

Rémi Obert
Directeur Financier

PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS

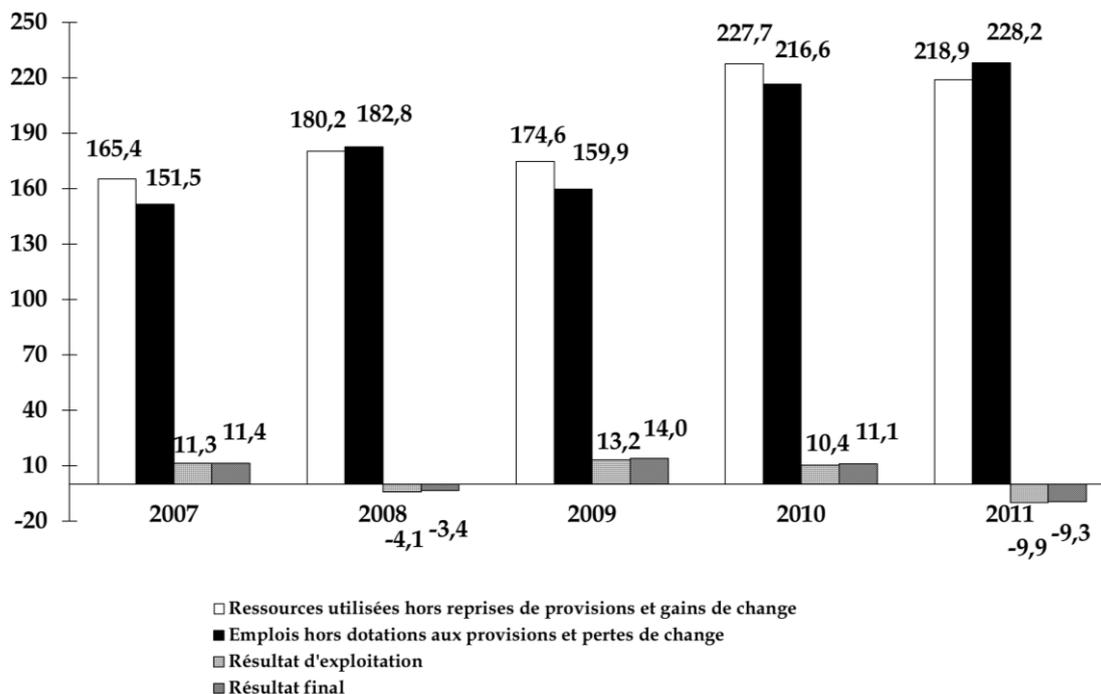
Afin de fournir une information et des indicateurs comparables d'une année sur l'autre :

- Les ressources sont exprimées hors gains de change et hors reprises de provision et incluent la variation nette des ressources affectées non utilisées ;
- Les emplois sont exprimés hors pertes de change et hors dotations aux provisions afin de fournir des indicateurs comparables d'une année sur l'autre.

1 INDICATEURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

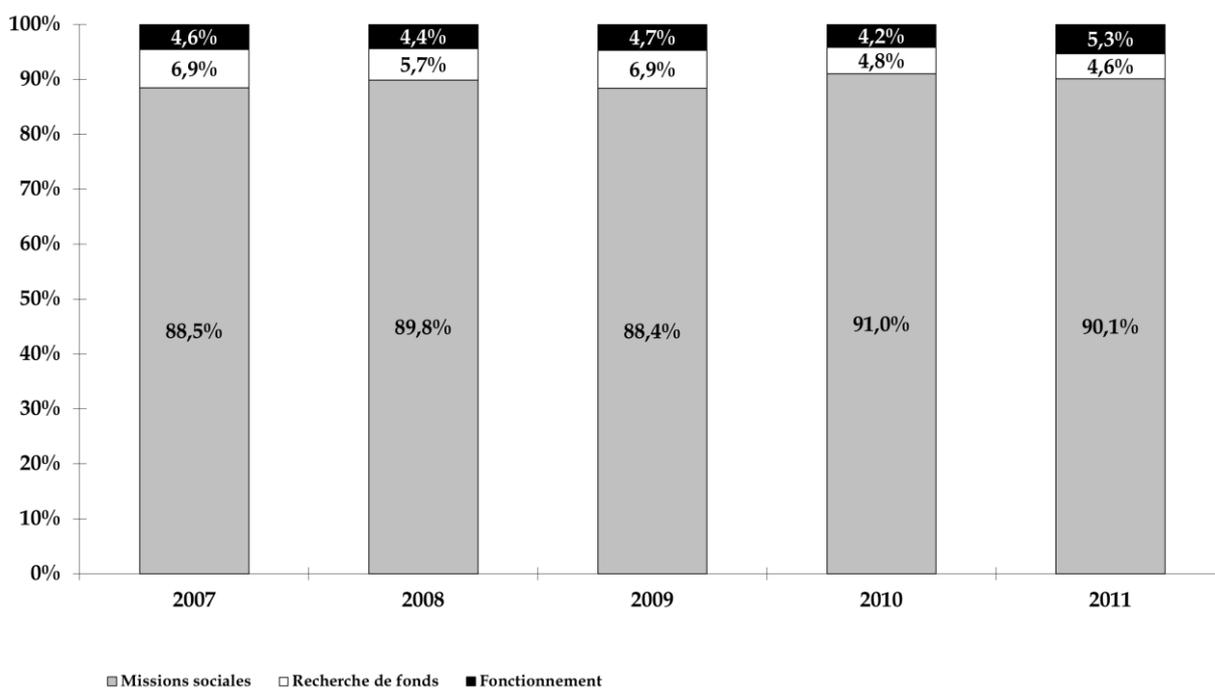
1.1 RESSOURCES, EMPLOIS ET RESULTATS COMBINES

En millions d'euros



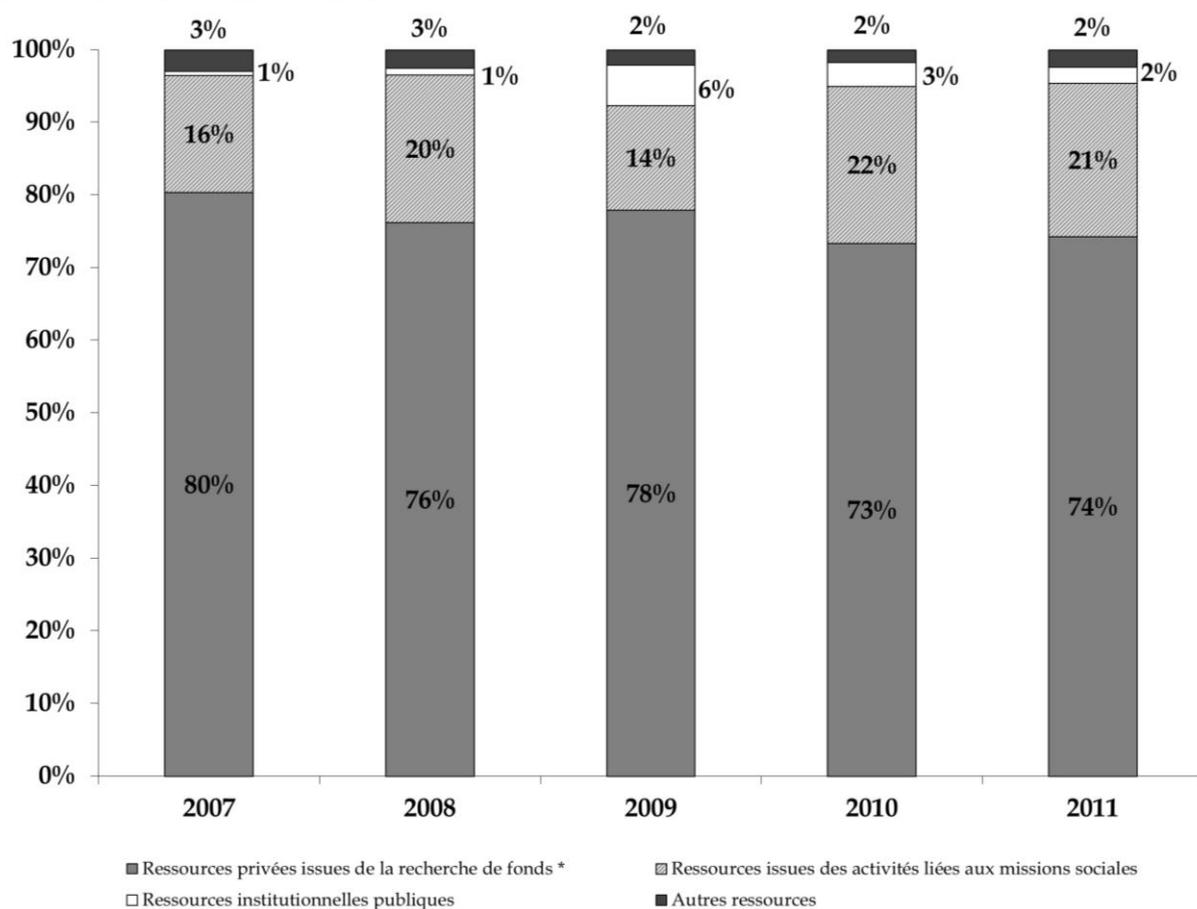
1.2 COMPOSITION DES EMPLOIS COMBINES

En % du total des emplois combinés



1.3 ORIGINE DES RESSOURCES COMBINEES

En % des ressources utilisées combinées

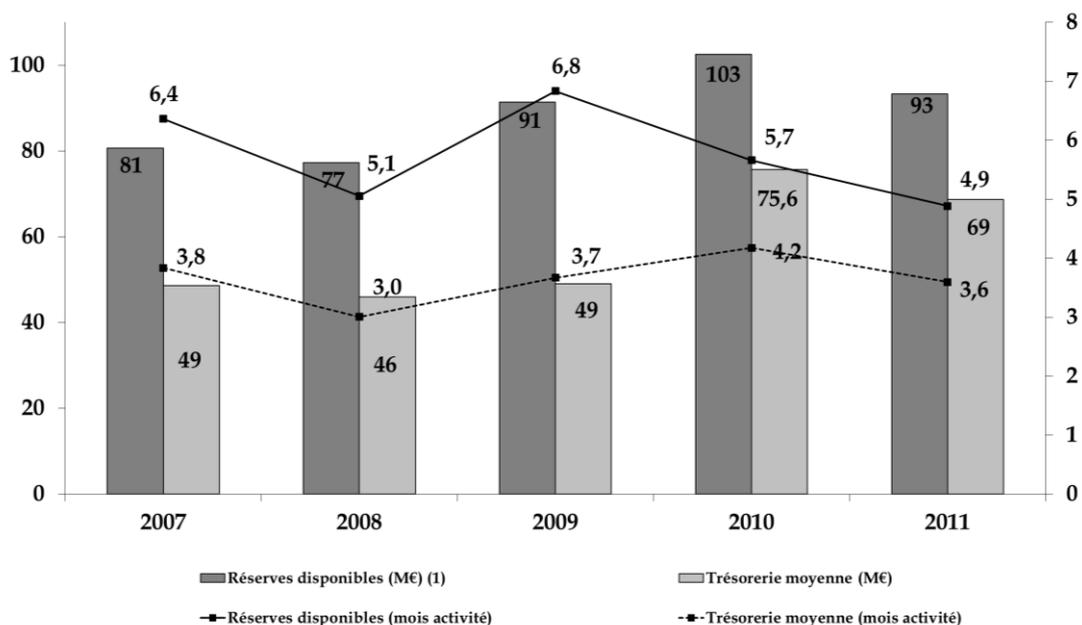


* y cis variation nette des ressources affectées non utilisées

1.4 RESERVES DISPONIBLES ET TRESORERIE MOYENNE COMBINEES

En millions d'euros

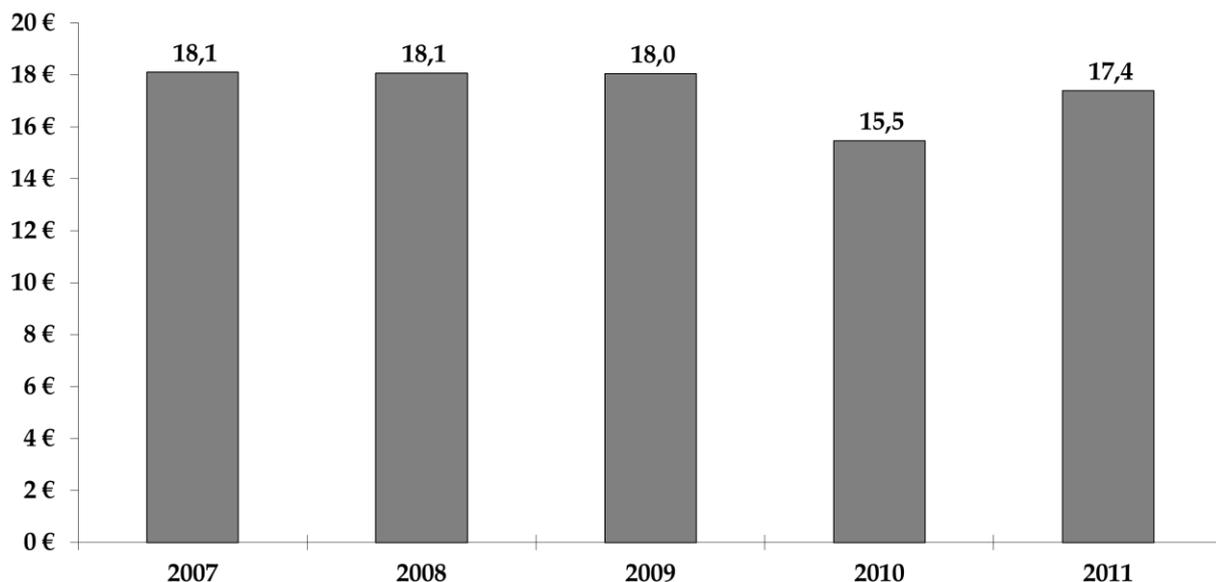
En mois d'activité



Les réserves disponibles sont exprimées après affectation du résultat de l'année. La trésorerie moyenne comprend la trésorerie détenue au siège et dans les satellites exprimée au cours mensuel des devises.

1.5 COUT DE L'APPEL A LA GENEROSITE DU PUBLIC

En euros investis pour 100 euros collectés

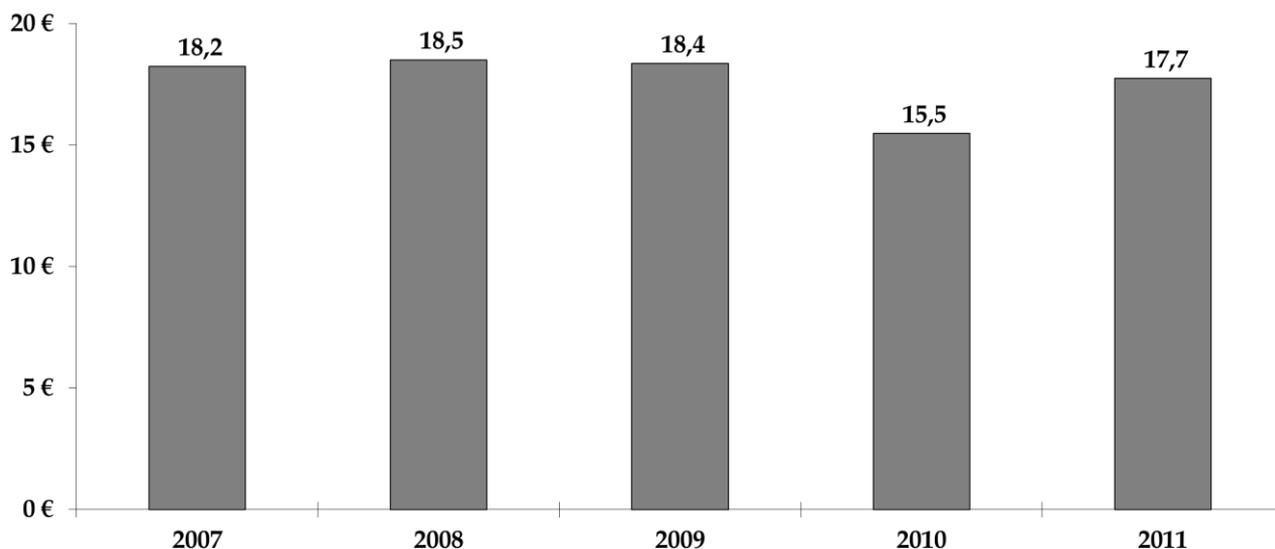


Le coût de l'appel à la générosité publique est calculé en rapportant les dons et legs collectés aux frais d'appel à la générosité publique figurant sur le compte d'emploi des ressources (CER) combiné. L'historique a été retraité pour intégrer ces modifications. La ligne « autres produits liés à l'appel à la générosité publique » figurant sur le CER n'est pas prise en compte dans le calcul de ce ratio car elle est exclusivement constituée des ressources collectées auprès du public par les autres sections MSF, et les coûts associés ne sont pas compris dans les comptes combinés du Groupe MSF France.

Depuis l'année 2009 ce ratio inclut les ressources collectées auprès du public aux Emirats-Arabes-Unis et les coûts associés.

1.6 COUT DE LA RECHERCHE DE FONDS PRIVES

En euros investis pour 100 euros collectés

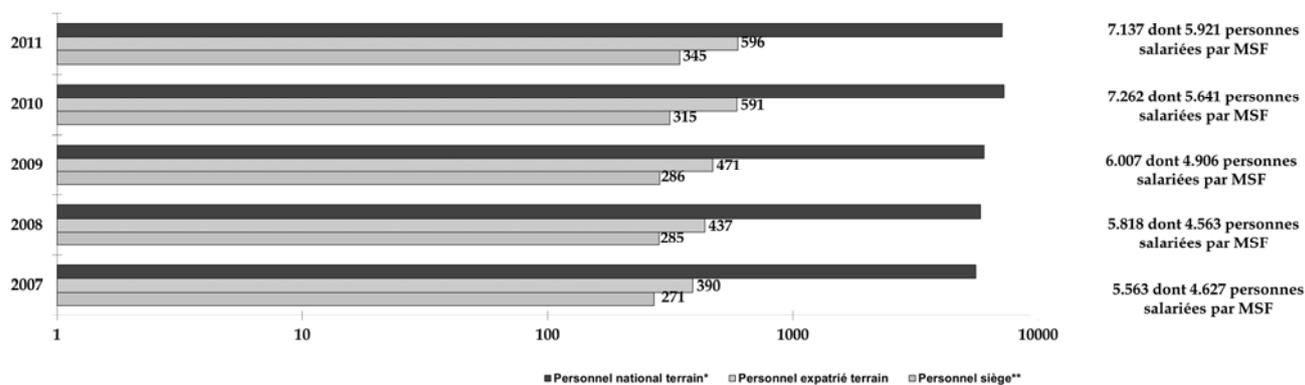


Le coût de la recherche de fonds privés ne peut être déterminé directement à partir du compte d'emploi des ressources. Il est calculé en rapportant les dons, legs, autres fonds privés (dons entreprises...) et les ventes de produits annexes collectés par l'ensemble combiné aux frais d'appel à la générosité publique et aux frais de recherche des autres fonds privés figurant sur le compte d'emploi des ressources (CER) combiné.

Depuis l'année 2009 ce ratio inclut l'ensemble des ressources privées collectées aux Emirats-Arabes-Unis et les coûts associés.

1.7 EFFECTIF MOYEN ANNUEL

En équivalent temps-plein



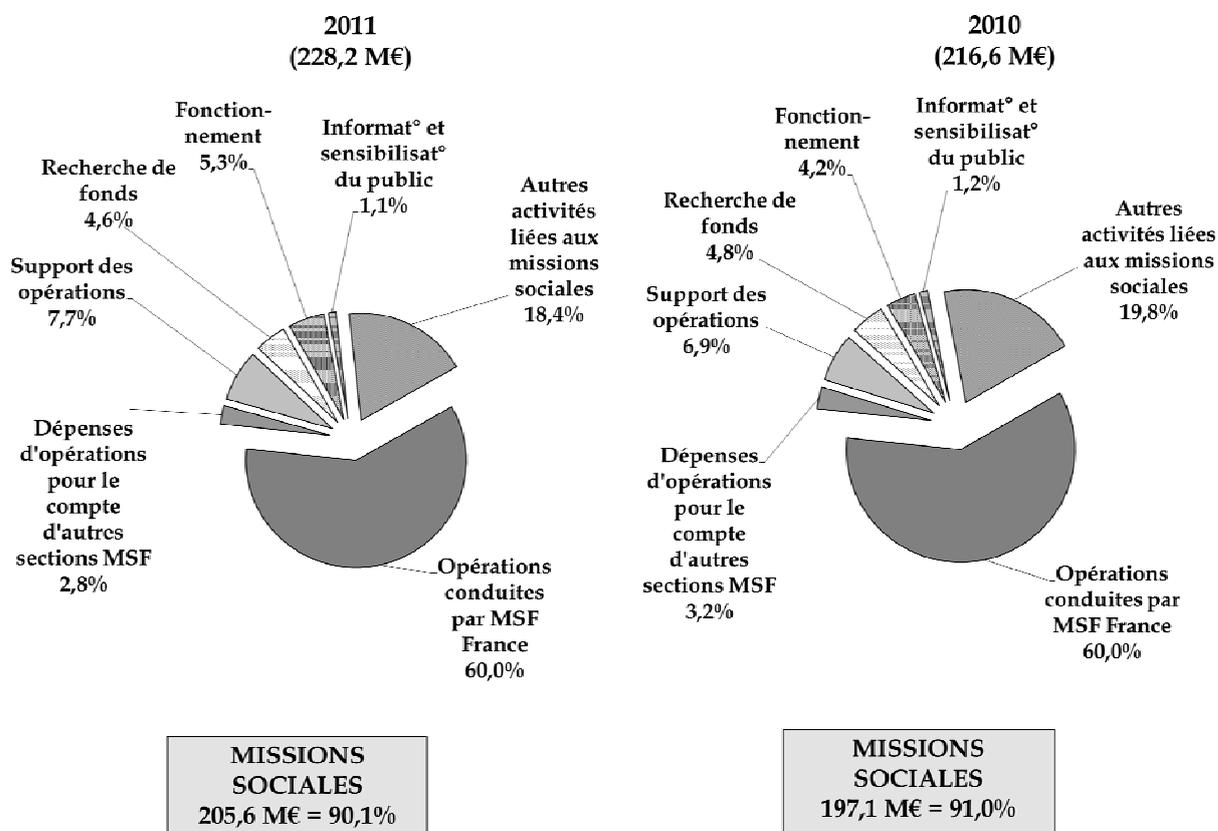
* Ces effectifs comprennent les personnels salariés, les journaliers et les personnels des ministères de la santé travaillant avec MSF qui leur verse une indemnité.

** Effectifs de MSF Association et des satellites SCI MSF, Fondation, EUP, MSF Logistique et Epicentre au prorata de la quote-part de leur activité réalisée pour l'association.

2 INDICATEURS COMPARATIFS 2010-2011

2.1 DETAIL DES EMPLOIS COMBINES

En millions d'euros et en % du total des emplois

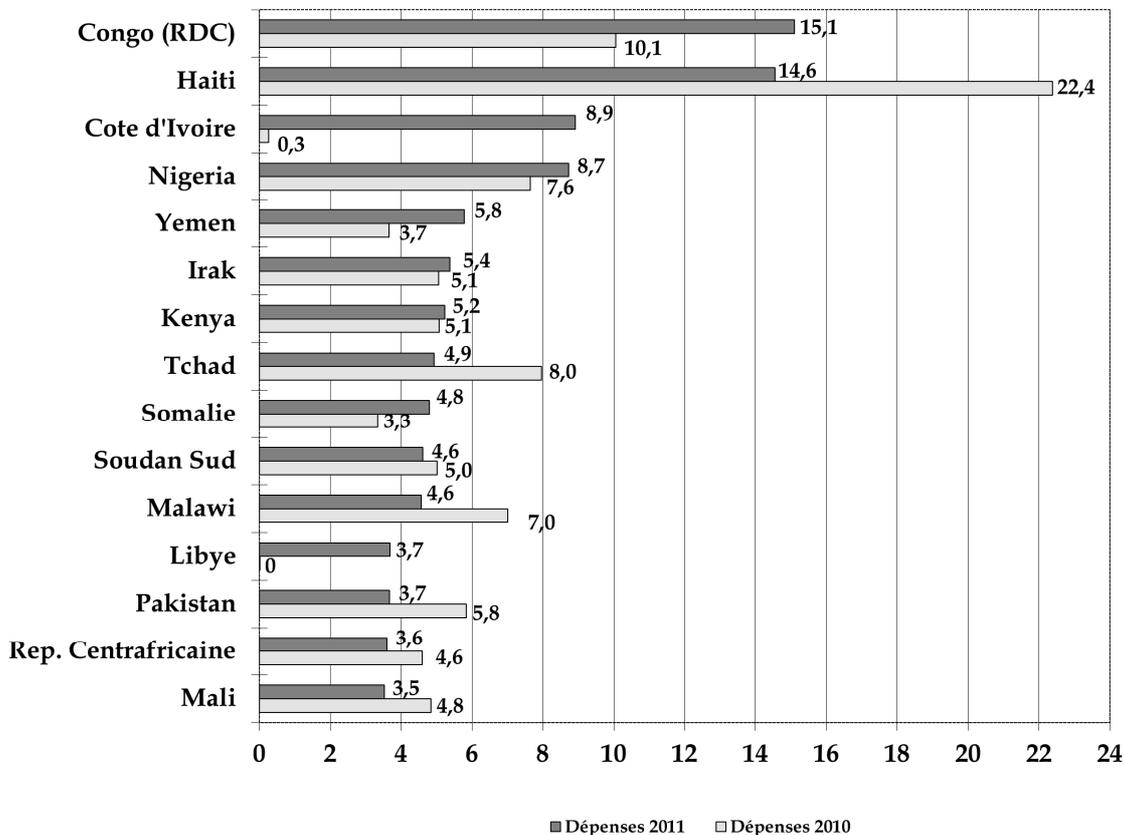


Pour rappel, les emplois sont exprimés ici hors pertes de change et hors dotations aux provisions afin de fournir des indications sur l'évolution de la structure de l'organisation.

Les montants et pourcentages exprimés diffèrent donc de ceux extraits des données du compte d'emploi des ressources qui, eux, intègrent les pertes de change.

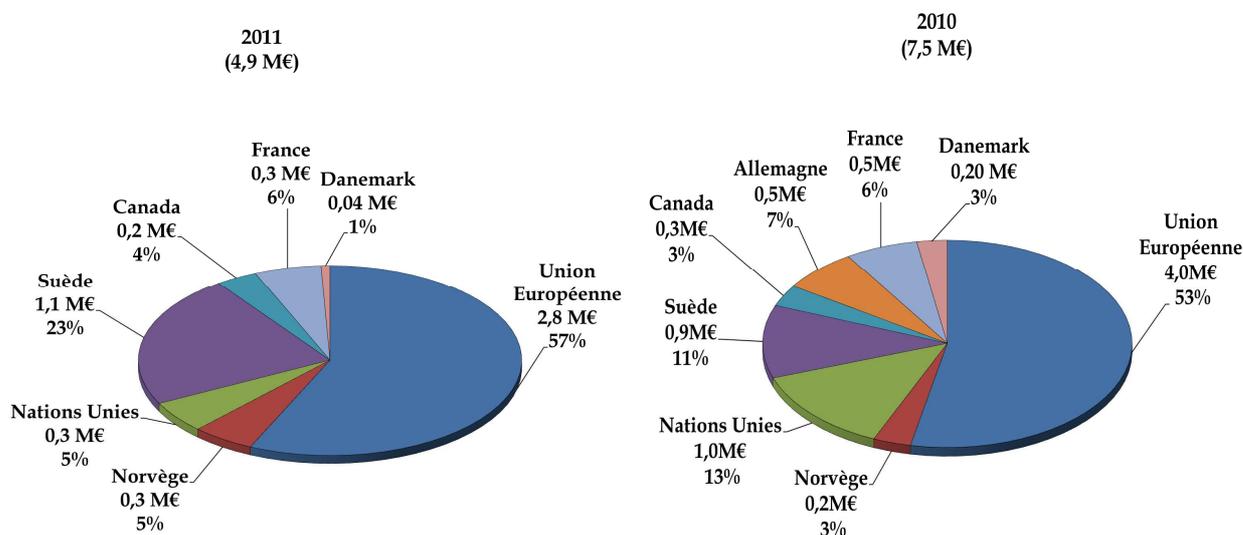
2.2 LES 15 PREMIERES MISSIONS

En millions d'euros

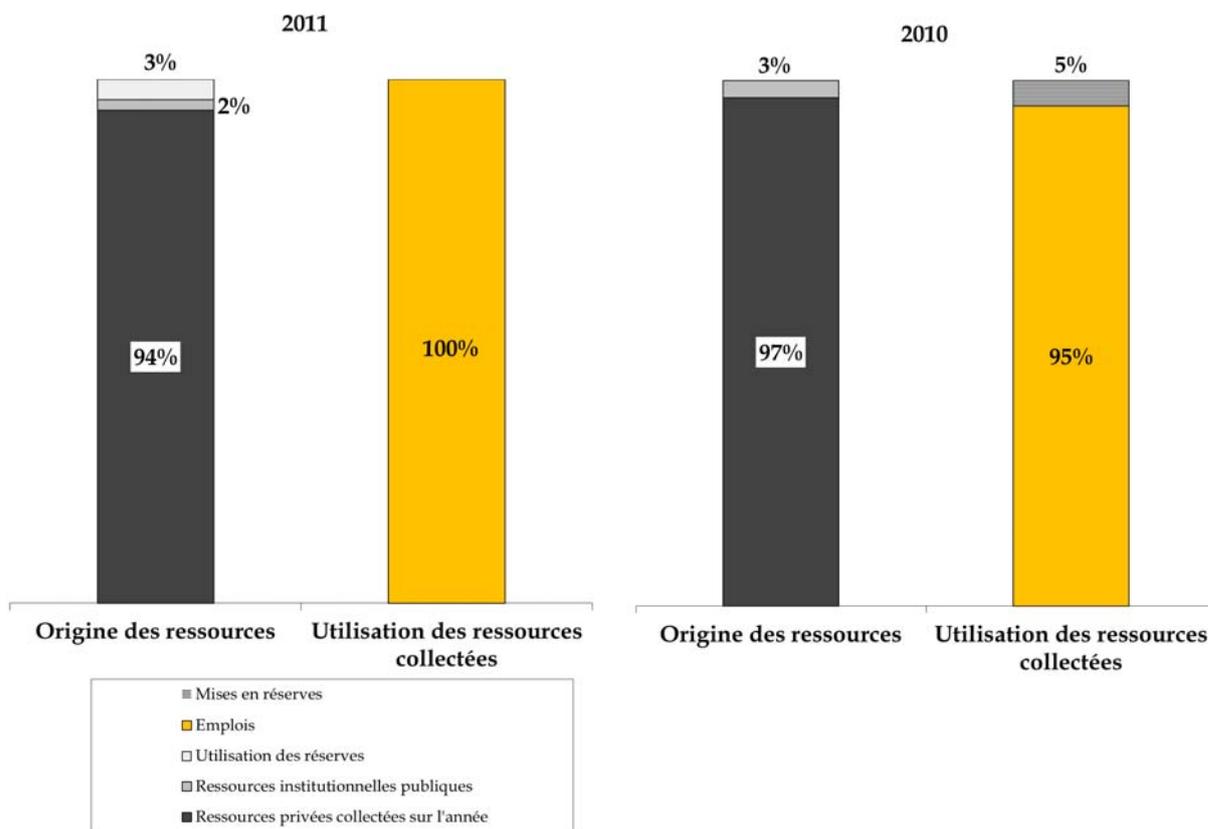


2.3 ORIGINE DES RESSOURCES INSTITUTIONNELLES COMBINEES

En millions d'euros et en % du total des ressources institutionnelles

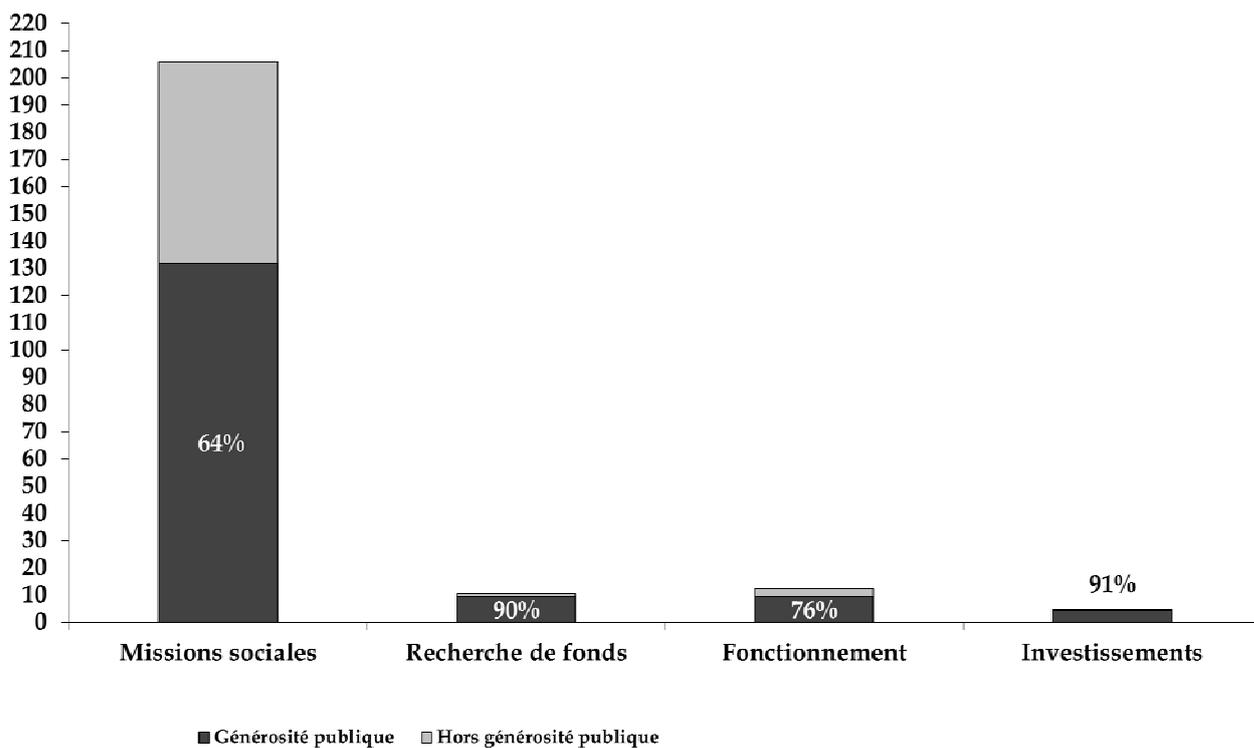


2.4 ORIGINE ET UTILISATION DES RESSOURCES COLLECTÉES SUR L'ANNEE



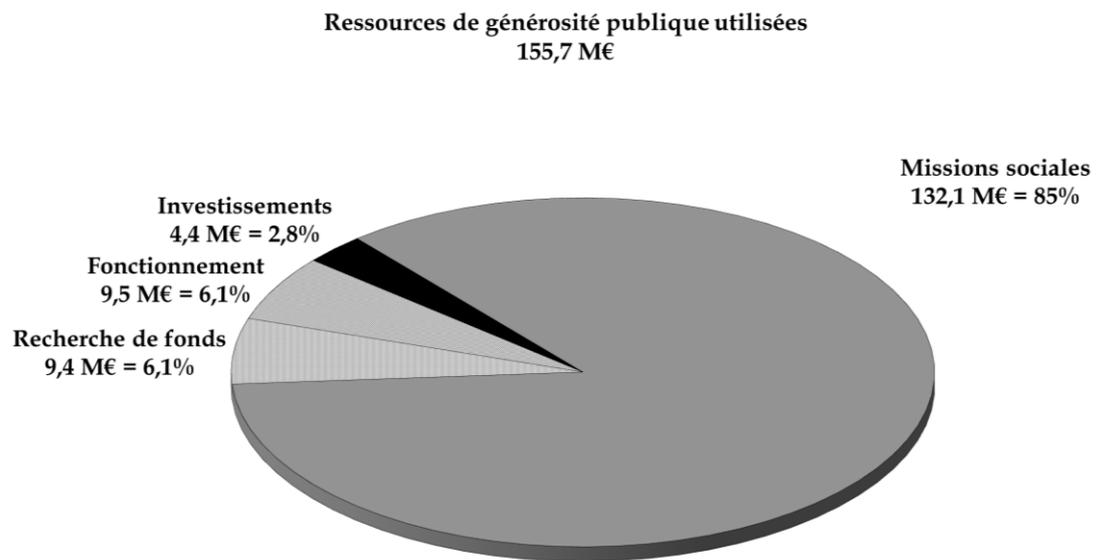
2.5 AFFECTATION DE LA GENEROSITE PUBLIQUE EN 2011

En millions d'euros et en pourcentage



2.6 AFFECTATION DE LA GENEROSITE PUBLIQUE PAR EMPLOIS EN 2011

En millions d'euros et % des ressources de générosité publique utilisées



**ÉTATS FINANCIERS COMBINÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes combinés

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes combinés de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes combinés ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes combinés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes combinés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes combinés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes combinés de l'exercice sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la combinaison.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources combiné décrites dans la note 5.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre association constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 1.2.11 et 2.3.4 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen de la situation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes combinés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes combinés.

Paris-La Défense, le 23 mai 2012

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN COMBINE AU 31.12.2011

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Films produits	2 728 264	2 728 264	-	437 066	Fonds de générosité publique	79 826 705	73 012 102
Concessions / Licences	2 015 411	1 468 233	547 178	25 915	Fonds de réserve	22 759 485	18 420 533
Immobilisations en cours	16 799	-	16 799	462 981	Fonds disponibles	102 586 190	91 432 635
Immobilisations incorporelles	4 760 474	4 196 497	563 977				
Terrains	4 500 891	-	4 500 891	2 971 320			
Constructions	8 164 231	5 353 151	2 811 080	3 134 451			
Installations et divers aménagements	4 237 808	2 991 156	1 246 652	1 128 622	Subventions et réserves d'investissement	1 094 039	967 835
Matériels, mobilier, informatique	2 259 633	1 691 815	567 818	506 657			
Autres immobilisations	1 130 017	921 792	208 225	178 595	Résultat combiné	-	11 091 793
Immobilisations en cours	2 872 798	-	2 872 798	1 067 442	TOTAL FONDS PROPRES	94 370 189	103 492 263
Immobilisations corporelles	23 165 378	10 957 914	12 207 464	8 987 088			
Autres titres immobilisés	6 700	6 700	-	-	Fonds dédiés crise somalienne	464 782	-
Prêts	597 231	-	597 231	513 407	Fonds dédiés Bam / Iran	58 285	58 285
Dépôts et cautionnements	603 931	6 700	597 231	513 407	Fonds dédiés Algérie	18 580	18 580
Immobilisations financières	603 931	6 700	597 231	513 407	Autres fonds dédiés	9 231	6 482
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	28 529 783	15 161 111	13 368 672	9 963 476	TOTAL FONDS DEBIES	550 879	83 347
Stock de matières et autres approvisionnements	639 752	-	639 752	194 927			
Stock de marchandises	16 309 080	436 045	15 873 035	12 795 255	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	1 345 840	1 150 491
Financements à recevoir	1 538 377	115 348	1 423 029	2 322 272	Soldes créditeurs de banque	140 801	87 293
Dons à recevoir	1 771 363	-	1 771 363	2 085 140	Dettes autres sections MSF	7 964 431	5 433 212
Créances sur autres sections MSF	13 377 852	-	13 377 852	16 426 215	Dettes fournisseurs	9 787 894	10 089 498
Clients et comptes rattachés	293 332	2 992	290 340	524 152	Dettes fiscales et sociales	9 475 761	7 886 095
Autres créances	1 214 312	5 217	1 209 095	23 092 668	Indemnités à payer	431 719	444 495
Créances brutes	18 195 236	123 557	18 071 679	48 682 070	Autres dettes	210 184	304 539
Valeurs mobilières de placement et créances assimilées	38 356 763	-	38 356 763	-	Dettes	28 010 790	24 245 132
Banques et CCP	31 553 191	-	31 553 191	27 584 469	Financements perçus d'avance	2 312 969	1 244 375
Soldes trésorerie missions	5 905 918	-	5 905 918	6 044 882	Ecart de conversion passif	22 969	3 627
Caisses	174 942	-	174 942	104 547	Produits constatés d'avance	1 111	697
Disponibilités	37 634 052	-	37 634 052	33 733 898	Comptes de régularisation	2 337 048	1 248 698
Ecart de conversion actif	295 811	-	295 811	158 349			
Charges constatées d'avance	2 374 982	-	2 374 982	1 599 289			
Comptes de régularisation	2 670 793	-	2 670 793	1 757 637			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	113 805 677	559 603	113 246 074	120 256 455	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	30 347 838	25 493 830
TOTAL ACTIF	142 335 459	15 720 713	126 614 746	130 219 932	TOTAL PASSIF	126 614 746	130 219 932

COMPTE DE RESULTAT COMBINE AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Médicaments et matériel médical	31 371 790	28 580 366	Dons privés	53 248 164	55 704 996
Nourriture	6 142 581	5 016 567	Dons organismes privés	106 794 392	104 151 445
Matériel logistique et sanitation	3 836 487	8 552 446	Cotisations	26 881	35 426
Equipement et matériel	3 585 887	2 371 623	Legs	3 498 668	7 080 905
Matières, fournitures et petit matériel	535 246	366 326	Dons privés	163 568 105	166 972 772
Documentation	4 410	7 970	Autres MSF	28 483 454	30 069 231
Transport sur achats	1 193 310	1 652 420	Extérieur	831 549	1 397 440
Achats de marchandises	46 669 710	46 547 717	Ventes de marchandises	29 315 003	31 466 671
Variation de stocks de marchandises	- 3 180 051	- 1 724 789	Autres MSF	9 155 631	10 021 105
Achats de fret	12 396 040	14 824 745	Extérieur	123 965	117 870
Achats stockés de marchandises	55 885 699	59 647 673	Ventes de FRET	9 279 596	10 138 975
			Cartes de vœux	330 840	18 369
Médicaments et matériel médical	11 096 600	12 015 849	Livres	2 281	2 005
Nourriture	1 554 397	1 737 187	Guide-lines	277 596	276 276
Matériel logistique et sanitation	6 984 818	8 346 723	Autres	251	5 575
Equipement et matériel	3 394 289	2 609 807	Partenariats	120 409	127 489
Matières, fournitures et petit matériel	2 666 506	2 535 417	Ventes de produits	731 376	429 715
Etudes et prestations incorporées	835 318	845 968	Autres MSF	1 874 171	1 610 533
Achats pour revente	141 551	81 753	Extérieur	249 422	222 469
Variation de stocks de matières & autres appros	- 444 825	- 45 508	Prestations de services	2 123 593	1 833 002
Achats de matières & autres appros	26 228 654	28 127 197	Financements Union Européenne	2 762 142	4 005 922
Prestations de services diverses	5 474 056	4 990 346	Autres financements	2 100 008	3 524 642
Loyers et charges locatives	6 953 755	5 112 029	Subventions institutionnelles	4 862 150	7 530 565
Location de matériel	89 314	60 887	Financements et subventions d'exploitation	-	-
Entretien, maintenance et réparations	1 120 180	909 072	Production immobilisée	17 306	31 157
Assurances	356 974	349 470	Production en cours	3 948	-
Documentation	297 398	250 546	Produits des activités annexes	64 562	54 868
Honoraires	1 462 129	1 364 008	Autres produits de gestion courante	8 229 094	8 252 826
Information/publications	2 202 996	1 777 207	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	427 987	430 413
Transports	6 693 056	4 769 875	Autres produits d'exploitation	8 742 897	8 769 263
Déplacements et frais de mission	12 410 471	11 226 947			
Frais de représentation	466 578	483 863			
Frais postaux et de télécommunication	3 977 630	3 810 978			
Frais bancaires et assimilés	492 711	509 573			
Subventions d'exploitation	3 036 709	3 523 213			
Services extérieurs	45 033 957	39 138 014			
Achats et services extérieurs	71 262 611	67 265 211			
Impôts, taxes et versements assimilés	3 256 797	2 763 307			
Salaires	25 614 365	22 872 322			
Indemnités	5 692 078	4 673 714			
Charges sociales et assurances	13 946 539	11 489 930			
Charges de personnel France	45 252 982	39 035 966			
Charges de personnel national	44 224 719	40 316 236			
Salaires et charges refacturées	6 670 703	5 756 895			
Autres charges de personnel	6 670 703	5 756 895			
Charges de personnel	96 148 403	85 109 096			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	1 972 044	1 911 530			
CHARGES D'EXPLOITATION	228 525 555	216 696 817	PRODUITS D'EXPLOITATION	218 622 720	227 140 964
Agios	136	161	Produits des placements	641 702	392 087
Pertes de change	919 375	1 138 886	Intérêts des comptes rémunérés	72 242	325 096
Dotations amortis/prov. - financières	305 535	172 993	Produits de change	1 182 978	1 413 109
			Escomptes obtenus	829	929
			Reprise s/amortis et prov. financières	172 993	83 766
CHARGES FINANCIERES	1 225 046	1 312 040	PRODUITS FINANCIERS	2 070 744	2 214 987
Charges exceptionnelles	291 650	499 729	Produits exceptionnels	497 120	247 004
Dotations amortis/prov. exceptionnelles	10 841	2 245	Reprise s/amortis & prov. et transf. chges except.	20 000	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	302 491	501 974	PRODUITS EXCEPTIONNELS	517 120	247 004
TOTAL CHARGES	230 053 093	218 510 831	TOTAL PRODUITS	221 210 584	229 602 955
Ressources Affectées Non Utilisées de l'exercice	467 531	413	Consommation des Ressources Affectées Non Utilisées des exercices antérieurs	-	83
RESULTAT POSITIF	-	11 091 794	RESULTAT NEGATIF	9 310 039	-
TOTAL GENERAL	230 520 624	229 603 038	TOTAL GENERAL	230 520 624	229 603 038

ANNEXE AUX COMPTES COMBINES

(en euros)

1 PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES COMBINEES

1.1 PERIMETRE DE COMBINAISON

Les entités ci-dessous ont été intégrées globalement, pour 100% de leur activité, dans la combinaison des comptes 2011 :

- Médecins Sans Frontières (Association)
- Médecins Sans Frontières Logistique (Association)
- Epicentre (Association)
- Fondation Médecins Sans Frontières (Fondation)
- Médecins Sans Frontières Assistance (Association)
- SCI "Médecins Sans Frontières" (SCI)
- SCI "Sabin" (SCI)
- Etat d'Urgence Production (SARL)

1.2 METHODES RETENUES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses suivantes :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels applicables au milieu associatif définis par les règlements 99-01 et 99-03 du CRC.

1.2.1 Immobilisations corporelles

Les immobilisations situées en France sont évaluées à leur coût d'acquisition selon les dispositions du Règlement CRC n° 2004-06 (prix d'achat et frais accessoires).

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire sur une période comprise :

- entre 10 et 40 ans pour les constructions,
- entre 5 et 10 ans pour les installations et agencements,
- entre 3 et 5 ans pour les autres immobilisations (Mobilier, Matériel et divers).

Les biens immobilisables, acquis ou produits par le groupe MSF et situés dans les missions - véhicules dans la mesure où ils subissent une usure accélérée et constructions dans la mesure où elles n'ont pas vocation à être conservées - sont comptabilisés directement dans les comptes de charge des pays dans lesquels MSF intervient.

1.2.2 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Elles sont amorties sur une période comprise entre 3 et 5 ans, selon le mode linéaire.

Les coûts de production des films de l'entité EUP sont amortis dans l'exercice de leur livraison, au prorata de leurs recettes nettes fiscales, dans la limite de leur coût amortissable.

1.2.3 Immobilisations financières

La valeur brute des immobilisations financières est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque celui-ci est supérieur à la valeur d'inventaire, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les SICAV monétaires sont celles de la Fondation MSF et correspondent à la dotation d'origine. Elles sont considérées comme non consommables et constituent un actif aliénable, selon les dispositions du règlement CRC 2009-1 applicable à compter du 1/1/2010.

1.2.4 Stocks

- **Stocks de matières et autres approvisionnements**

Conformément au plan comptable général, l'évaluation de l'inventaire final, au 31 décembre, des achats stockés au siège du groupe MSF est comptabilisée en compte de stocks de matières et autres approvisionnements.

Ils concernent principalement les stocks de médicaments, de livres, de matériel médical, de matériel logistique et informatique.

Ils sont évalués selon la méthode FIFO (« First In, First Out » - Premier entré, Premier sorti).

- **Stocks de marchandises**

Ces stocks concernent les marchandises stockées par MSF Logistique et destinées à être vendues aux missions de MSF France, d'autres sections MSF, ou d'autres ONG.

Ils se composent de stocks de marchandises médicales et logistiques et sont évalués selon la méthode du prix de revient moyen pondéré.

1.2.5 Financements et dons (à recevoir et perçus d'avance)

Les financements des bailleurs de fonds institutionnels publics et d'autres organismes privés sont comptabilisés dans le compte de résultat, au prorata des dépenses éligibles engagées dans le cadre des contrats.

Les financements perçus directement par les missions suivent le même principe.

Les financements à recevoir et les financements perçus d'avance à la clôture de l'exercice sont valorisés aux taux de clôture officiels.

Les dons sont pris en compte en fonction de leur date de réception effective, ou de leur année fiscale de rattachement.

1.2.6 Créances

Les créances se composent de créances sur les autres sections MSF, de créances clients et comptes rattachés, et d'autres créances.

Elles sont enregistrées à leur valeur nominale et font l'objet d'une dépréciation lorsqu'elles présentent un risque de non recouvrabilité.

Les créances en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels au 31 décembre de chaque année de clôture.

Les écarts de conversion sont constatés. En cas de perte latente, une provision pour perte de change est constatée.

1.2.7 Valeurs mobilières de placement

Les SICAV sont enregistrées pour leur valeur liquidative, une opération de vente suivi du rachat de l'ensemble des SICAV étant réalisés en fin d'exercice.

Les SICAV souscrites en devises étrangères sont valorisées aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice.

1.2.8 Disponibilités

Les avoirs en devises détenus en France et à l'étranger (comptes bancaires et caisses) sont valorisés aux taux officiels au 31 décembre de l'année de clôture.

1.2.9 Fonds propres

Le résultat de MSF dégagé à la clôture de l'exercice se répartit dans les fonds de l'Association entre le fonds de réserves et le fonds de Générosité Publique.

Le résultat est affecté en réserves de générosité publique à hauteur de la variation (positive ou négative) du montant des ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées en fin d'exercice.

1.2.10 Fonds dédiés

Les fonds dédiés sont comptabilisés conformément aux dispositions du règlement 99-01 du CRC.

Lorsque MSF reçoit, durant un exercice donné, des fonds affectés par le donateur à une crise particulière, et que ces fonds ne sont pas utilisés au cours de l'exercice, la ressource générée par ces fonds est annulée par une charge de même montant dans le compte d'emploi des ressources et dans le compte de résultat.

Ces fonds sont affectés au bilan en « Fonds dédiés » par le débit du compte « Ressources affectées non utilisées de l'exercice »

L'utilisation durant les exercices suivants d'une partie de ces fonds génère un produit dans le compte d'emploi des ressources et dans le compte de résultat par le crédit du compte « Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs » », pour le montant effectivement consommé et donne lieu pour la même valeur, à une diminution du poste « Fonds dédiés » au bilan.

1.2.11 Provisions pour risques et charges

Depuis le 1er janvier 2002, le groupe MSF applique les règles de constitution et d'évaluation des provisions pour risques et charges (CRC n°2000-06).

1.2.12 Dettes

Les dettes se composent de dettes sur les autres sections MSF, de dettes fournisseurs, de dettes fiscales et sociales, d'indemnités de volontaires restant à payer, et d'autres dettes.

Les dettes en devises sont réajustées par rapport aux taux officiels au 31 décembre de l'exercice.

Les écarts de conversion sont constatés. En cas de perte latente, une provision pour perte de change est constatée.

1.2.13 Dépenses pour les missions

Les dépenses effectuées pour les missions MSF sont engagées soit :

- par le siège, pour le compte des missions,
- par les missions elles-mêmes.

Les dépenses engagées par le siège sont prises en compte lors de la livraison du bien, ou lors de la réalisation effective de la prestation de service. Les dépenses effectuées par les missions (achats de matériels, salaires des employés nationaux, transports locaux...) sont comptabilisées à la date de leur paiement.

1.2.14 Legs

Les legs sont comptabilisés en produits, sous condition d'acceptation du conseil d'administration, lors de la réalisation effective et définitive des biens meubles et immeubles. Chaque leg est valorisé pour son montant exact et définitif, après déduction des charges liées à la transmission et à la vente des biens.

1.2.15 Présentation du compte de résultat

Le modèle de compte de résultat adopté par MSF est conforme au règlement 99-01 du CRC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations. Le compte d'emploi des ressources complète la lecture de l'utilisation des fonds confiés à MSF.

2 DETAIL DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

2.1 DETAIL DE L'ACTIF IMMOBILISE

Rubriques et postes	IMMOBILISATIONS				AMORTISSEMENTS & PROVISIONS				Valeur nette en fin d'exercice
	Valeurs brutes en début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes en fin d'exercice	Cumulés en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Cumulés en fin d'exercice	
Films produits	2 710 958	17 306		2 728 264	2 710 958	17 306		2 728 264	0
Concessions/Licences	1 830 415	400 959	215 963	2 015 411	1 393 349	286 958	212 074	1 468 233	547 177
Immobilisations en cours	25 915	16 799	25 915	16 799					16 799
Immobilisations incorporelles	4 567 289	435 064	241 878	4 760 474	4 104 307	304 264	212 074	4 196 497	563 977
Terrains	2 971 320	1 529 571		4 500 891					4 500 891
Constructions	8 112 800	51 431		8 164 231	4 978 349	374 802		5 353 151	2 811 080
Installations diverses, Agcts	3 809 748	439 632	11 571	4 237 808	2 681 126	321 602	11 571	2 991 157	1 246 652
Matériel de bureau	242 138	8 987	20 528	230 597	241 673	1 547	20 528	222 692	7 906
Mobilier de bureau	415 546	84 252	10 971	488 827	312 565	52 475	10 971	354 068	134 759
Matériel informatique	1 468 534	233 241	161 567	1 540 208	1 068 099	208 521	161 566	1 115 054	425 154
Matériel, mobilier, informatique	2 126 219	326 480	193 066	2 259 632	1 622 338	262 543	193 066	1 691 814	567 818
Matériel promotion et communication	897 296	139 358	23 727	1 012 927	751 319	107 020	23 502	834 837	178 090
Matériel de transport	128 286	13 022	24 216	117 091	92 891	18 280	24 216	86 955	30 136
Autres immobilisations	1 025 581	152 380	47 943	1 130 018	844 210	125 300	47 718	921 792	208 226
Immobilisations en cours	1 067 442	2 366 877	561 521	2 872 798					2 872 798
Immobilisations corporelles	19 113 110	4 866 371	814 101	23 165 378	10 126 022	1 084 247	252 355	10 957 914	12 207 464
Prêts (1)	6 700			6 700	6 700			6 700	597 231
Dépôts & cautionnements (2)	513 406	132 718	48 893	597 231					
Immobilisations Financières	520 106	132 718	48 893	603 931	6 700			6 700	597 231
TOTAUX	24 200 505	5 434 153	1 104 872	28 529 783	14 237 029	1 388 511	464 428	15 161 111	13 368 672

(1) : dont prêts à plus d'un an : 6.700 €

(2) : Les dépôts & cautionnements sont essentiellement à plus d'un an

Les immobilisations incorporelles sont essentiellement composées de logiciels acquis et de licences.

Les terrains du groupe s'élevaient à 4.500.891 euros au 31 décembre 2011. La Fondation MSF a acquis en 2011 un terrain pour la valeur de 1.529.571 euros dans le cadre du projet d'extension du site de MSF Logistique à Bordeaux.

Les constructions du groupe se composent, pour une valeur brute totale de 8.164.231 euros, du siège social de l'association, détenu par la SCI MSF (3.248.935 euros), de l'immeuble situé 4, rue Saint Sabin (annexe du siège social), détenu par la SCI Sabin (1.184.104 euros) ainsi que de l'entrepôt et du siège de MSF Logistique à Bordeaux - Mérignac, détenus par la Fondation MSF (3.731.192 euros).

Le siège social de l'association MSF situé 6-8 rue Saint Sabin est amorti sur 40 ans, pour une valeur de dotation annuelle de 88.674 euros directement dans les comptes sociaux de la SCI MSF.

La valeur brute de l'immeuble situé 4 rue Saint Sabin est inscrite dans les comptes de la S.C.I. Sabin pour un montant de 97.366 euros. Dans les comptes combinés, ce montant est augmenté de la valeur d'acquisition des parts de la S.C.I. Sabin, pour un total de 1.079.661 euros. La charge annuelle d'amortissement dans les comptes combinés est de 55.644 euros.

La dotation aux amortissements de l'ensemble immobilier de Bordeaux-Mérignac dans les comptes de la Fondation MSF s'élève à 215.355 euros pour l'année 2011. Elle correspond principalement à l'amortissement de l'entrepôt de Mérignac (achevé en mai 2004) pour 212.097 euros.

2.2 DETAIL DE L'ACTIF CIRCULANT

2.2.1 Stocks

LIBELLES	Total Brut	Provision	Total Net
Stock Guide-lines	67 661		67 661
Stock logistique	564 020		564 020
Autres stocks	8 071		8 071
TOTAL - STOCKS DE MATIERES ET AUTRES APPROVISIONNEMENT	639 752		639 752
Stock médical	9 675 132	291 580	9 383 552
Stock logistique	6 633 948	144 465	6 489 483
TOTAL- STOCKS DE MARCHANDISES	16 309 080	436 045	15 873 035
TOTAL	16 948 832	436 045	16 512 787

2.2.2 Financements à recevoir

Pays	MSF association	Epicentre	total combiné
Financements à recevoir UE	1 146 048		1 146 048
Financements à recevoir Gouvernements	36 645		36 645
Financements à recevoir OMS		31 250	31 250
Financements à recevoir autres		209 086	209 086
TOTAL	1 182 693	240 336	1 423 029

2.2.3 Provisions pour dépréciation des financements à recevoir

LIBELLE	Montant en début d'exercice	Provision	Reprise	Montant en fin d'exercice
Financements à recevoir UE	27 000		-27 000	
Financements à recevoir autres	115 348			115 348
TOTAL	142 348		-27 000	115 348

2.2.4 Dons à recevoir

LIBELLE	Montant Brut	Amort. & Prov.	Montant Net
Dons privés donateurs particuliers	1 647 861		1 647 861
Legs à encaisser	123 502		123 502
TOTAL	1 771 363		1 771 363

2.2.5 Créances sur autres sections MSF

LIBELLES	Autres créances	Provision	Total net
MSF Allemagne	434 121		434 121
MSF Australie	3 044 280		3 044 280
MSF Belgique	2 799 158		2 799 158
Bureau International	1 012 084		1 012 084
MSF Espagne	1 156 858		1 156 858
MSF Hollande	561 024		561 024
MSF Hong-Kong	735		735
MSF Italie	25 786		25 786
MSF Japon	1 328 299		1 328 299
MSF Luxembourg	9 135		9 135
MSF Norvège	167 191		167 191
MSF Suède	18 910		18 910
MSF Suisse	1 454 378		1 454 378
MSF Supply	375 413		375 413
MSF UK	68		68
MSF USA	7 832		7 832
Factures à établir	982 578		982 578
TOTAL	13 377 852		13 377 852

L'ensemble de ces créances est à moins d'1 an.

2.2.6 Autres créances

LIBELLES	Montant brut	Provision	Montant net
Fournisseurs - Avances & avoirs à recevoir	554 933		554 933
Avances et prêts au personnel	172 964	5 217	167 747
Organismes sociaux	23 009		23 009
Etat, Impôts & Taxes Assimilées	230		230
Avances terrains diverses	88 655		88 655
Produits à recevoir	314 881		314 881
Débiteurs divers	59 642		59 642
TOTAL	1 214 314	5 217	1 209 097

2.2.7 Titres de placements et disponibilités

Les titres de placement sont composés de valeurs SICAV monétaires en euros et en devises ainsi que de Bons de Caisse. Les SICAV sont enregistrées pour leur valeur liquidative au 31 décembre du fait d'opérations de vente et de rachat de la totalité du portefeuille au 31 décembre.

L'ensemble de ces valeurs représentent un montant de 38 356 763 euros.

Les autres placements de MSF sont des comptes rémunérés en devises, conservés en monnaie étrangère pour les besoins du terrain ainsi que des livrets.

Ces placements représentent un montant équivalent à 23 895 692 euros.

Les autres disponibilités s'élèvent à 13 738 090 euros.

2.2.8 Charges constatées d'avance

LIBELLES	Montant Brut
Achats de marchandises, facturées non livrées	1 595 027
Charges de fonctionnement (location, entretien, maintenance, assurance,...)	757 740
Frais de fabrication marketing sous-traités (information-publication)	22 215
TOTAL	2 374 982

Dans les comptes de l'Association MSF, les achats non stockés destinés aux missions, expédiés à la fin de l'exercice sont enregistrés en charges constatées d'avance pour leur coût d'acquisition. Le montant de ces achats s'élève ainsi à 1.266.528 euros au 31 décembre 2011.

Les achats de marchandises de MSF Logistique, facturés par ses fournisseurs en 2011, mais livrés en 2012, s'élèvent à 475.972 euros.

Les autres charges constatées d'avance concernent le loyer de 3 ans du bureau de la coordination au Sud Soudan à Juba (496.409 euros), des dépenses de fonctionnement payées d'avance pour 103.799 euros, et des frais de fabrication marketing engagés d'avance pour 22.215 euros.

2.3 DETAIL DU PASSIF

2.3.1 Variation des fonds propres combinés

FONDS PROPRES	2010 après affectation du résultat 2010	Mouvements 2011 sur réserves et subventions	Résultat 2011	2011 avant affectation du résultat 2011
Fonds générosité publique	68 589 142			68 589 142
Fonds de réserve	23 248 239			23 248 239
Résultat			-10 029 078	-10 029 078
Total MSF (A)	91 837 381		-10 029 078	81 808 303
Autres Réserves	9 294 847			9 294 847
Subventions et réserves d'investissements	1 743 170	187 966		1 931 136
Résultats			880 573	880 573
Total Autres réserves (B)			880 573	880 573
Autres réserves	1 453 941			1 453 941
Réserves d'investissements	-837 076			-837 076
Résultat			-161 534	-161 534
Total retraitements de combinaison (C)			-161 534	-161 534
Fonds disponibles combinés	102 586 169			102 586 169
Subventions et réserves d'investissements	906 094	187 966		1 094 060
Résultat combiné			-9 310 039	-9 310 039
TOTAL FONDS PROPRES COMBINES (A)+(B)+(C)	103 492 263	187 966	-9 310 039	94 370 190

2.3.2 Classification des fonds propres combinés

FONDS PROPRES	2010 après affectation du résultat 2010	Mouvements 2011 sur réserves et subventions	Résultat 2011	2011 avant affectation du résultat 2011
Fonds générosité publique	79 826 705			79 826 705
Fonds de réserves	22 759 464			22 759 464
Subvention et réserves d'investissements	906 094	187 966		1 094 060
Résultat			-9 310 039	-9 310 039
TOTAL	103 492 263	187 966	-9 310 039	94 370 190

Les fonds propres de l'ensemble combiné, qui s'élevaient à 103.492.263 euros au 31 décembre 2010, étaient composés de réserves issues de la générosité publique pour 79.826.705 euros, de subventions et réserves d'investissement pour 967.835 euros, et d'autres réserves pour 18.420.533 euros.

2.3.3 Variation des fonds dédiés

FONDS DEDIES	Montant en début d'exercice	R.A.N.U. de l'exercice (1)	Consommation des R.A.N.U des exercices antérieurs (2)	Montant en fin d'exercice
Fonds dédiés crise somalienne		464 782		464 782
Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285			58 285
Fonds dédiés Algérie	18 580			18 580
Fonds dédiés Autres	6 482	2 749		9 231
TOTAL	83 347	467 532		550 879

(1) R.A.N.U. : Ressources Affectées Non Utilisées, en emplois dans le Compte d'Emploi des Ressources

(2) En ressources dans le Compte d'Emploi des Ressources

2.3.4 Provisions pour risques et charges

Nature	Montant en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice Utilisées	Reprises de l'exercice Non Utilisées	Montant en fin d'exercice
Provision pour risque Kenya	654 217				654 217
Provision pour divers litiges	270 735	111 842	17 213	20 000	345 364
Provision pour pertes de change	160 538	305 535	172 993		293 080
Autre provision pour charges	65 000	38 178	30 000	20 000	53 178
TOTAL	1 150 490	455 556	220 206	40 000	1 345 840

Un montant de 1.345.840 euros est inscrit au bilan. Il correspond principalement à des provisions pour litiges et charges pour 398.542 euros, à une provision pour risque sur le Kenya de 654.217 euros et à une provision pour pertes de change de 293.080 euros.

2.3.5 Dettes autres sections MSF

Libellés	Financements à reverser	Autres dettes	Total
MSF Allemagne		103 321	103 321
MSF Australie		265 244	265 244
MSF Autriche		21 002	21 002
MSF Belgique	1 091 653	221 876	1 313 528
Bureau International	193 013	29 970	222 983
MSF Canada		73 136	73 136
MSF Danemark		21 819	21 819
MSF Espagne	1 350	167 256	168 606
MSF Grèce		965	965
MSF Hollande		39 117	39 117
MSF Hong-Kong		10 328	10 328
MSF Irlande		3 057	3 057
MSF Italie		86 047	86 047
MSF Japon		660 714	660 714
MSF Luxembourg		2 720	2 720
MSF Norvège		10 228	10 228
MSF Suède		52 684	52 684
MSF Suisse		2 781 025	2 781 025
MSF Supply		58 171	58 171
MSF UK		45 650	45 650
MSF USA		1 900 754	1 900 754
factures à établir		123 330	123 330
TOTAL	1 286 016	6 678 415	7 964 431

L'ensemble de ces dettes est à moins d' 1 an.

2.3.6 Dettes fiscales et sociales

Libellés	Montant
Dettes auprès du personnel permanent	80 580
Provision pour congés payés	2 091 625
Charges sociales sur provision pour congés payés	1 079 634
Provision pour Compte Epargne Temps (CET)	1 052 671
Charges sociales sur Provision pour C.E.T.	605 395
Organismes sociaux	4 060 847
Impôts & Taxes & Versements Assimilés	505 010
TOTAL	9 475 761

L'ensemble de ces dettes est à moins d' 1 an.

2.3.7 Autres dettes

Libellés	Montant
Charges à Payer et Crédoiteurs divers	210 183
TOTAL	210 183

L'ensemble de ces dettes est à moins d' 1 an.

2.3.8 Financements constatés d'avance

Pays ou Projet	Montant	Bailleurs
Extension site MSF Logistique	2 000 000	MSF USA
TOTAL MSF	2 000 000	
Stock d'urgence MDM	312 969	MDM
TOTAL MSF Logistique	312 969	
TOTAL COMBINE	2 312 969	

2.4 DETAIL DU COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2011

2.4.1 Charges exceptionnelles

Libellé	Montant
Charges exceptionnelles réalisées sur les missions terrains	156 213
Divers charges exceptionnelles	53 876
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	92 402
TOTAL	302 491

2.4.2 Produits exceptionnels

Libellé	Montant
Produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains (1)	160 875
Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	278 701
Divers produits exceptionnels	77 544
TOTAL	517 120

(1) Les produits exceptionnels réalisés sur les missions terrains sont principalement constitués du produit de la vente de véhicules et de matériels divers.

2.5 FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS

Financier	2011	2010	Variation
UE ECHO	2 142 007	4 005 922	
UE Autres	620 135		
Total Union européenne	2 762 142	4 005 922	-31%
Conseils Municipaux autres collectivités locales	273 868	480 202	
Total Collectivités locales France	273 868	480 202	-43%
Gouvernement Canada	171 064	254 147	
Gouvernement Danemark	36 596	200 409	
Gouvernement Norvège	257 209	249 318	
Gouvernement Suède	1 099 626	855 655	
Gouvernement Allemagne	0	500 000	
Total Coopérations étrangères	1 564 495	2 059 528	-24%
UNICEF	2 291	187 005	
Divers Nations Unies	259 354		
Total Nations Unies (hors HCR)	261 645	187 005	40%
O.M.S.	0	797 907	
Total Divers	0	797 907	-100%
Total Autres financements	2 100 008	3 524 642	-40%
TOTAL FINANCEMENTS INSTITUTIONNELS	4 862 150	7 530 565	-35%

2.6 OPERATIONS LIEES AU CHANGE

Pour le groupe MSF, les pertes de change totales de l'exercice s'élèvent à 919.375 euros et les gains de change à 1.182.975 euros.

2.7 ENGAGEMENTS HORS BILAN

2.7.1 Engagements reçus :

Le montant global des legs en cours de réalisation, valorisé hors bilan, s'élève à 7.117.206 euros au 31 décembre 2011.

2.7.2 Engagements donnés :

Indemnités de fin de carrière :

Les indemnités de fin de carrière estimées au 31 décembre 2011 pour les entités les plus représentatives (MSF Association et MSF Logistique) ne sont pas significatives. Les hypothèses retenues pour valoriser les engagements sont les suivantes :

- âge de départ à la retraite : 65 ans
- taux d'inflation : 2.1% (soit 2.1% d'évolution annuelle des salaires)
- taux d'actualisation : 3,16%
- taux moyen de rotation du personnel : 20% pour MSF Association et 6% pour MSF Logistique

Aucune provision pour indemnités de départ à la retraite n'est comptabilisée dans les comptes de Médecins Sans Frontières.

Bail commercial du siège de l'Association situé au 53-55 rue Crozatier à Paris :

L'association a signé un contrat de bail avec la S.C.I Le Bristol XII le 4 décembre 2009 pour une durée de neuf années qui ont commencé à courir le 1er avril 2010 pour se terminer le 31 mars 2019 , avec la possibilité de résilier ledit bail à l'expiration de chaque période triennale.

Le loyer annuel de base (non indexé) hors taxes et hors charges en principal s'élève à 466.400 euros.

3 AUTRES INFORMATIONS

3.1 HONORAIRES CAC

Entité	Montant
Association Medecins sans Frontière	108 357
Association Medecins sans Frontière Logistique	27 368
Epicentre	9 568
Fondation	5 621
Combinaison groupe MSF France	10 525
TOTAL	161 439

3.2 EFFECTIFS

Les effectifs moyens mentionnés ci-après correspondent au personnel travaillant de manière effective pour le groupe MSF. Ils intègrent ainsi le personnel mis à disposition par les autres sections du mouvement MSF aux activités du groupe, et ne comprennent pas le personnel sous contrat avec le groupe et travaillant pour le compte d'autres sections.

Ces effectifs sont passés au 31 décembre 2011 à 6.573 personnes (409 permanents dans les sièges, 601 expatriés, et 5.563 employés nationaux) contre 6.770 personnes en 2010 (383 permanents dans les sièges, 597 expatriés, et 5.790 employés nationaux).

3.3 DROIT INDIVIDUEL A LA FORMATION

La loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative à la formation professionnelle tout au long de la vie et au dialogue social modifiant les articles L933-1 à L933-6 du code du travail, ouvre pour les salariés bénéficiant d'un contrat de travail à durée indéterminé de droit privé, un droit individuel à formation d'une durée de 20 heures minimum par an, cumulable sur une période de six ans (plafonné à 120 heures).

Au titre du droit individuel à la formation, pour les personnes en contrat à durée indéterminée au sein du groupe MSF, le volume d'heures de la part ouverte mais non consommée des droits est d'environ 27.698 heures au 31 décembre 2011. 1.364 heures ont fait l'objet d'une demande de la part de salariés.

Des actions de formation ont été prises dans le cadre du DIF courant année 2011. 53 personnes ont accédé à la formation par le biais du DIF.

Le nombre d'heures globales restant à prendre sur l'ensemble des salariés présents au 31 décembre 2011 est de 26.335 heures.

3.4 CONSEIL D'ADMINISTRATION

La présidente du conseil d'administration de l'Association Médecins Sans Frontières est rémunérée.

Les autres membres des conseils d'administration des différentes entités du groupe MSF ne sont pas rémunérés pour leur fonction d'administrateur.

3.5 PARTIES LIEES

MSF France a développé un partenariat privilégié avec certaines sections non opérationnelles du mouvement MSF. Il s'agit de MSF Australie, MSF Japon et MSF USA. Ces sections sont juridiquement de droit national, présentent des comptes annuels indépendants, et ne font pas partie du périmètre de combinaison, leurs conseils d'administration n'étant pas contrôlés par celui de l'Association Médecins Sans Frontières.

4 LES REMUNERATIONS

4.1 LES DIX PREMIERES REMUNERATIONS VERSEES EN 2011

Les dix premières rémunérations versées en 2011 sur l'ensemble des entités combinées se sont élevées à 756.847 euros en cumul annuel.

Ces rémunérations contiennent les salaires et, le cas échéant, les congés payés et indemnités versés dans le cadre des départs. Elles correspondent à des postes de mandataire social ou de salariés du groupe MSF.

Source : D.A.D.S. (Déclaration Annuelle Des Salaires)

4.2 LES REMUNERATIONS DES SEPT PLUS HAUTS CADRES DU GROUPE MSF EN 2011

Marie-Pierre ALLIE	Présidente	6 164 €
Filipe RIBEIRO	Directeur Général MSF Association	5 881 €
Emmanuel BARON	Directeur Général Epicentre	5 898 €
Gérald MASSIS	Directeur Général MSF Logistique	5 002 €
Xavier AUDEON	Directeur Général Adjoint MSF Association	5 742 €
Marie Noëlle RODRIGUE	Directrice des Opérations MSF Association	5 575 €
Jean RIGAL	Directeur Médical MSF Association	5 782 €

Ces cadres ne perçoivent que des revenus salariaux. Ils ne bénéficient d'aucune autre rémunération accessoire (prime, avantage en nature).

Leur rémunération est versée sur 13 mois. La politique d'ancienneté qui leur est appliquée permet une augmentation de 4% après deux ans passés dans la même fonction puis une seconde augmentation de 6% après deux autres années dans la même fonction.

Les rémunérations présentées en 4.1 ne comprennent pas, comme c'est le cas en 4.2., les congés payés et indemnités versés dans le cadre d'éventuels départs.

5 LE COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES

5.1 PRINCIPES, REGLES ET METHODES RETENUES

5.1.1 Généralités

Par application de l'ordonnance 2005-856 du 28 juillet 2005, le compte d'emploi des ressources (CER) est intégré dans l'annexe aux états financiers, accompagné des informations relatives à son élaboration. Les entités intégrées dans la combinaison du compte d'emploi des ressources, de même que les méthodes de combinaison retenues, sont celles citées dans la première partie du présent document.

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 décembre 2008, qui complète la réglementation applicable en matière de présentation des comptes des associations, (loi n° 91-772 du 7 août 1991 et arrêté du 30 juillet 1993), le compte d'emploi des ressources 2011 de l'Association est établi selon les principes édictés par le règlement n°2008-12 du Comité de la réglementation Comptable (CRC).

Le CER rend compte, pour une année donnée, de la composition des dépenses et de l'origine des ressources, des ressources issues de la générosité publique et de leur « utilisation » pour financer les dépenses et les investissements.

Côté emplois, le CER regroupe les charges dans cinq rubriques distinctes : dépenses de missions sociales, frais de recherche de fonds, frais de fonctionnement, dotations aux provisions et ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.). Les ressources affectées non utilisées de l'exercice (R.A.N.U.) se composent des dons privés affectés, collectés dans l'année, qui n'ont pas été utilisés pendant l'exercice.

Le CER présente distinctement les dépenses de missions sociales entre celles réalisées en France, celles réalisées à l'étranger, et les versements à d'autres organismes (par opposition aux actions directement mises en œuvre par l'association).

Une colonne est dédiée à la présentation de l'affectation par type d'emploi des ressources collectées auprès du public, celles-ci pouvant être affectées aux charges de l'exercice mais également aux investissements.

Côté ressources, le CER regroupe les produits dans six rubriques distinctes : les ressources collectées auprès du public, les autres fonds privés, les subventions et autres concours publics, les autres produits, les reprises de provision et le report des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs.

Les ressources collectées auprès du public s'entendent de l'ensemble des dons et legs reçus des particuliers en France et à l'étranger (par les sections MSF et les Emirats). Seules deux entités de l'ensemble combiné reçoivent des dons des particuliers : l'Association MSF et la Fondation MSF.

La combinaison a pour effet l'intégration dans les autres produits des ressources issues de l'activité des satellites (essentiellement MSF Logistique, Epicentre et EUP) avec des clients extérieurs au groupe MSF France (autres sections MSF et autres ONG).

Le report (ou consommation) des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs se compose de la part des ressources privées affectées qui n'avaient pas été utilisées les années précédentes et qui ont été consommées dans l'exercice.

Les ressources collectées auprès du public sont suivies sur une colonne particulière. Celle-ci permet de faire le lien entre :

- le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en début d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en début d'exercice),
- les ressources collectées auprès du public sur l'exercice,
- l'utilisation sur l'exercice des ressources collectées auprès du public,
- et le montant des ressources non affectées collectées auprès du public et non utilisées en fin d'exercice (part des réserves provenant de la générosité publique en fin d'exercice).

Les tableaux de passage présentés ci-après permettent de faire le lien entre le compte de résultat et le compte d'emploi des ressources.

5.1.2 Les emplois

5.1.2.1 Représentation comptable des emplois de l'ensemble combiné

Dans le compte d'emploi des ressources, les emplois sont présentés en coût complet. Le compte d'emploi des ressources est monté directement à partir de la comptabilité analytique des entités combinées. Celle-ci reflète, au travers de centres de coûts distincts, les dépenses des différents services et activités de l'ensemble combiné.

La très grande majorité des dépenses est affectée directement à l'une des rubriques d'emplois du CER. Néanmoins certaines dépenses sont liées à des activités se rattachant à plusieurs rubriques. Elles sont alors ventilées entre les différents emplois concernés en fonction de clés de répartition.

Les clés de répartition utilisées sont différentes selon la nature des dépenses à répartir. Les principales clés utilisées pour ventiler les activités des entités combinées par rubrique d'emplois sont les suivantes :

- temps passés par personne pour le travail des équipes de communication, de collecte et de partenariat, de gestion des missions financières terrain, des antennes régionales, de gestion du site web et de gestion de la photothèque, pour l'activité des épidémiologistes d'Epicentre
- nature des documents produits pour la fabrication des supports de témoignage et de collecte de fonds.
- pourcentage de chiffre d'affaires réalisé avec l'association MSF et celui réalisé avec d'autres organisations, pour répartir au sein de la mission sociale les dépenses d'activité de MSF Logistique et d'Epicentre entre dépenses d'opérations et autres activités à vocation humanitaire.

En 2011, 6.991.446 euros (soit 3% du total des charges) ont fait l'objet d'une telle répartition secondaire entre les différents emplois combinés et 66.156.440 euros ont fait l'objet d'une répartition entre les différentes rubriques des missions sociales (activité de MSF Logistique et Epicentre).

D'autre part, afin de présenter les activités en coût complet, les dépenses des services généraux et du support informatique sont réparties en fin d'année entre les différentes rubriques du compte d'emploi des ressources en fonction : de la surface occupée par le personnel dédié à chaque activité pour les coûts de loyers, les coûts informatiques et les charges générales, et des consommations téléphoniques réelles pour les télécommunications. Les frais généraux de MSF Logistique dérogent à cette règle en raison de l'activité particulière de l'entité, et sont répartis en fonction du nombre de personnes affectées aux activités des emplois concernés.

Les dépenses des services généraux, ventilées dans les différents centres de coûts du siège, représentent 3.903.900 euros en 2011 (soit 1,7% du total des dépenses).

5.1.2.2 Ventilation des dépenses de missions sociales

Le CER impose une présentation des dépenses de missions sociales ventilées entre trois catégories : « actions réalisées en France », « actions réalisées à l'étranger » et « versements à d'autres organismes ».

Les actions menées dans les pays d'intervention sont directement rattachables à l'une ou l'autre de ces catégories.

Les activités de support et d'information menées par le siège ne sont pas directement rattachables à ces catégories puisqu'elles concernent l'ensemble des pays d'intervention. Elles sont ainsi réparties entre « actions réalisées en France » et « actions réalisées à l'étranger » en fonction de la part des actions menées dans les pays d'intervention dans chacune de ces catégories.

En 2011, le total des coûts de support aux opérations, d'information et de sensibilisation du public et des autres activités liées aux missions sociales est ainsi de 61.700.019 euros ventilé à hauteur de 545.440 euros dans la catégorie « actions réalisées en France » et de 61.154.579 euros dans la catégorie « actions réalisées à l'étranger ».

5.1.2.3 Détail des emplois de missions sociales

Les emplois de missions sociales s'élèvent en 2011 à 206.107.326 euros.

Ils regroupent les dépenses engagées par l'ensemble combiné au titre de ses activités : assistance aux populations et formation, information, sensibilisation, recherche et développement dans le domaine médical pour l'Association, approvisionnement médical et logistique des missions de l'Association, d'autres sections ou d'autres acteurs pour MSF Logistique, activités de recherche, consultations et formations pour l'Association, d'autres sections ou d'autres acteurs pour Epicentre, centre de recherche (CRASH), Prises de Paroles Publiques, gestion des bourses d'étude, gestion immobilière des entrepôts et bureaux de MSF-Logistique, gestion du centre de formation de l'Association à Mérignac pour la Fondation, réalisation de films et mise à disposition d'images pour EUP, gestion immobilière des deux sites de la rue Saint Sabin pour les SCI MSF et Saint Sabin.

Ces emplois comprennent ainsi :

- Les dépenses d'opérations (équipes nationales et internationales en poste sur les terrains, approvisionnements médicaux et logistiques, soutiens administratifs locaux) menées par MSF France, avec les autres sections MSF ou pour le compte de ces sections.
- Le support aux missions, qui correspond au pilotage, à la coordination et à l'évaluation des programmes, à l'appui technique fourni aux missions dans les domaines médical, logistique, financier et ressources humaines (y compris recrutement, gestion administrative et formation). Ce support est déployé depuis le siège parisien, New-York, Tokyo et le site de la centrale MSF-Logistique à Bordeaux.
- Les actions d'information et de sensibilisation du public, qui se composent d'événements de communication externe à des fins de témoignage : montage d'expositions, communiqués et dossiers de presse, rédaction de livres, production de films, etc.
- Les versements à d'autres organismes directement liés à la réalisation d'actions de secours ou soutenant des initiatives complémentaires. En marge de ses

activités purement opérationnelles, l'Association soutient notamment plusieurs initiatives du mouvement MSF. Elle contribue annuellement au Fonds International de l'Innovation qui encourage les projets opérationnels innovants au sein des centres opérationnels. Elle apporte également son concours financier aux projets opérationnels d'autres sections MSF et contribue chaque année au financement des activités de la « Campagne d'Accès aux Médicaments Essentiels » (CAME) et de la « Drugs for Neglected Diseases Initiative » (DNDI).

- Et les autres activités liées aux missions sociales qui regroupent les activités effectuées par les satellites à destination d'autres sections ou autres organisations.

Au sein des emplois de missions sociales, les opérations réalisées directement en France représentent, coûts de support compris, 1.691.514 euros, et celles réalisées à l'étranger 202.287.816 euros. Celles-ci comprennent des dépenses d'opérations effectuées pour le compte d'autres sections MSF à hauteur de 5.016.129 euros. Elles correspondent principalement à des dépenses de personnel et font l'objet d'une refacturation aux sections concernées.

	2011	2010
Opérations conduites par MSF-France	137 094 680	130 024 178
Versements à d'autres organismes	1 334 939	1 785 413
Opérations pour le compte d'autres sections	5 016 129	5 039 220
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	143 445 748	136 848 810
Support des opérations	17 852 806	15 326 315
Information et sensibilisation du public	2 593 349	2 593 491
Autres activités liées à la mission sociale	41 422 366	42 219 673
Versements à d'autres organismes	793 058	860 566
Missions sociales de MSF et de ses satellites	206 107 326	197 848 855

Les versements à d'autres organismes s'élèvent en 2011 à 2.127.997 euros. Ils comprennent principalement le soutien opérationnel et financier à l'ONG médicale Forsani au Niger (1.055.308 euros), la participation de la section française de MSF au financement des activités de la Drugs for Neglected Diseases Initiative (550.000 euros), de la Campagne d'Accès aux Médicaments Essentiels (243.058 euros), et du Fonds International pour l'Innovation (279.631 euros).

5.1.2.4 Détail des emplois de recherche de fonds

On distingue trois sous-catégories d'emplois dans cette rubrique : les frais d'appel à la générosité publique, les frais de recherche des autres fonds privés et les charges liées à la recherche de subventions et concours publics (financements institutionnels).

Les frais de recherche de fonds distinguent les coûts associés à l'appel à la générosité publique, les coûts associés à la recherche d'autres fonds privés, et les coûts relatifs à la recherche de subventions ou concours publics auprès des agences d'Etat d'aide humanitaire (également appelés financements institutionnels).

Les coûts d'appel à la générosité publique s'élèvent en 2011 à 9.849.341 euros. Ils comprennent les frais associés aux actions mises en œuvre par l'Association en France

et aux Emirats-Arabes-Unis pour solliciter auprès des particuliers les dons nécessaires à la mise en œuvre des missions sociales, les frais de traitement des dons (traitements manuels, informatiques et bancaires), ainsi que la gestion des biens légués à l'Association.

	2011	2010
Frais de collecte France	7 492 110	7 276 155
Frais de traitement des dons	1 707 046	1 699 358
Frais de collecte Emirats	154 251	285 863
Gestion des legs	495 933	433 250
Frais d'appel à la générosité publique	9 849 341	9 694 626
Frais de recherche des autres fonds privés	591 696	440 570
Coûts de recherche des fonds publics institutionnels	86 839	246 765
Frais de recherche de fonds	10 527 875	10 381 961

Les frais de recherche des autres fonds privés sont principalement constitués des activités de recherche de financements d'entreprises et de partenariats en France et aux Emirats-Arabes-Unis (308.600 euros), et des dépenses liées à la diffusion de produits de type cartes de vœux, t-shirts, etc. à hauteur de 283.096 euros.

5.1.2.5 Détail des emplois de fonctionnement et autres charges

	2011	2010
Coût des services de fonctionnement	12 092 104	9 219 492
Coût des services de fonctionnement Emirats	413 899	246 817
Dépenses liées aux activités marchandes diverses	12 078	8 377
Frais de fonctionnement	12 518 081	9 474 686
Dotations aux provisions	899 810	805 328
Ressources affectées non utilisées de l'exercice	467 531	413

L'administration et le fonctionnement général de l'Association et de ses satellites (dont certains sont dépourvus de structures de fonctionnement propres) sont assurés depuis le siège parisien de l'Association par la direction générale, la direction des ressources humaines siège, la direction financière, et les services de fonctionnement interne (services généraux, informatique, accueil, communication interne). La gouvernance associative est assurée par l'activité du Conseil d'Administration et la réunion annuelle des membres de l'Association au sein de l'Assemblée Générale de l'Association.

Les frais de fonctionnement incluent la participation de l'Association au fonctionnement du Bureau International MSF à Genève, qui s'élève en 2011 à 649.562 euros.

Les ressources affectées non utilisées correspondent pour 464.782 euros à des dons collectés en 2011 pour l'urgence nutritionnelle lié à la crise somalienne. L'emploi de ces fonds est planifié sur l'année 2012, pour financer la continuité des activités ouvertes en 2011.

5.1.3 Les ressources

5.1.3.1 Définition des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public (dites ressources de générosité publique) sont définies comme regroupant les dons manuels, les legs et autres libéralités effectués par des donateurs particuliers aux sections MSF et bureaux étrangers, et servant à la mise en œuvre du projet opérationnel.

Cette approche internationale des ressources de générosité publique est soutenue par la volonté de rendre compte de la réalité économique et politique de la mise en œuvre du plan opérationnel développé par la section française de MSF.

Ainsi, le projet opérationnel mis en œuvre par la section française de MSF est conjointement défini et validé avec les sections américaine, australienne et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources humaines et financières nécessaires à sa réalisation.

Par ailleurs, compte tenu de l'importante origine publique des ressources collectées par le mouvement MSF, cette définition internationale de la générosité publique a été étendue à l'ensemble des ressources reçues des sections MSF.

Les ressources collectées auprès du public reçues des autres sections de MSF sont déclarées par les sections ou, à défaut, évaluées à partir du pourcentage de ces ressources dans le total des ressources privées non affectées observé dans leurs comptes 2011.

5.1.3.2 Détail des ressources

	2011	2010
Dons et legs des particuliers collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	56 622 675	62 655 629
Dons des particuliers collectés par MSF-Australie, MSF-Japon, MSF-USA et autres sections MSF	88 016 296	76 022 345
Autres fonds privés collectés par les sections MSF	17 130 860	25 588 026
Autres fonds privés collectés en France et aux Emirats-Arabes-Unis	2 247 865	2 858 206
Ressources privées issues de la recherche de fonds	164 017 696	167 124 206
Subventions et autres concours publics	4 862 150	7 530 565
Ressources issues de la recherche de fonds	168 879 847	174 654 771
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	46 432 741	49 138 990
Autres ressources	5 277 016	5 295 016
Autres produits	51 709 757	54 434 005
TOTAL RESSOURCES	220 589 604	229 088 776
Report des ressources affectées non utilisées		83
Reprises de provisions	620 980	514 179
TOTAL PRODUITS	221 210 584	229 603 038

En 2011, les ressources privées issues de la recherche de fonds s'élèvent à 164.017.696 euros.

Parmi celles-ci:

- 58.870.540 euros ont été collectés en France et aux Emirats. Elles comprennent 56.622.675 euros de ressources de générosité publique dont 1.020.654 euros affectés à des programmes particuliers, 3.498.668 euros de legs effectués sur l'Association, 248.147 euros collectés par la Fondation MSF, et 239.889 euros collectés par le bureau des Emirats et 2.247.865 euros d'autres fonds privés. Ces derniers proviennent de mécénat d'entreprises (1.892.280 euros), des adhésions des membres de l'Association (26.881 euros), des recettes générées par les ventes de cartes de vœux ou autres produits (328.703 euros).
- 105.147.157 euros ont été collectés pour le centre opérationnel parisien par les sections MSF. Elles comprennent 88.016.296 euros de ressources de générosité publique (46.203.437 euros par la section américaine, 21.799.121 euros par la section australienne, 18.020.393 euros par la section japonaise, 1.993.345 euros ont été apportés par d'autres sections du mouvement MSF) et 17.130.860 euros d'autres fonds privés collectés par les sections MSF. Ces derniers se composent de 11.836.435 euros en provenance de la section américaine, 2.739.719 euros de la section japonaise, 2.422.125 euros de la section australienne et 132.582 euros en provenance des autres sections MSF.

Les subventions et autres concours publics (également appelés financements institutionnels) correspondent aux financements et dons obtenus auprès des agences d'aide internationales et gouvernementales, ainsi que des collectivités locales.

En 2011, le total de ces ressources s'élève à 4.862.150 euros, dont 2.762.142 euros reçus de l'Union Européenne, 261.645 euros d'organismes des Nations Unies (OMS et Unicef), 273.868 euros des collectivités locales françaises, 1.099.626 euros du gouvernement suédois, 36.596 euros du gouvernement de Danemark, 171.064 euros du gouvernement canadien et 257.209 euros du gouvernement norvégien.

Les autres produits de 51.709.757 euros recouvrent des ressources issues des activités liées aux missions sociales à hauteur de 46.432.741 euros et d'autres ressources pour 5.277.016 euros.

Les ressources issues des activités liées aux missions sociales correspondent principalement aux produits des activités des deux principaux satellites (38.594.599 euros de ventes de médicaments, de matériel médical et logistique générés par MSF Logistique et 2.017.020 euros de prestations de consultation, recherche et formation d'Épicentre pour d'autres acteurs) et aux produits de refacturation des dépenses engagées par la section française de MSF dans le cadre des missions menées en collaboration avec d'autres sections ou engagées par le siège (5.504.569 euros).

Les autres ressources comprennent des autres produits d'exploitation pour 3.138.997 euros générés principalement par la refacturation d'activités externes d'Épicentre, des produits financiers incluant les intérêts et plus-values générés par les placements (887.766 euros), les gains de change (1.182.978 euros), et les produits exceptionnels (517.120 euros).

5.1.4 Suivi des ressources collectées auprès du public

5.1.4.1 Mode de financement des emplois et immobilisations et affectation des ressources collectées auprès du public

L'ensemble des ressources de l'ensemble combiné a vocation à financer l'ensemble de ses emplois et de ses investissements.

Les affectations prioritaires de ressources sont régies par les quatre principes suivants :

- a. Dans le respect de la volonté des donateurs, les ressources affectées sont intégralement allouées aux dépenses concernées (par exemple : dons dédiés à une urgence ou à une thématique particulière).
- b. Dans le respect des engagements contractuels, les ressources sont allouées aux dépenses concernées conformément aux clauses contractuelles (par exemple : financements institutionnels).
- c. Les dépenses engagées pour le compte d'autres acteurs (sections ou ONG) sont financées par les ressources générées par ces activités (par exemple : refacturations aux satellites et sections MSF).
- d. La marge dégagée par les activités externes des satellites finance en priorité les frais de fonctionnement de ces satellites

L'application de ces principes nous permet en 2011 d'affecter 72% des ressources totales de l'ensemble combiné. Les ressources de générosité publique non encore utilisées après application de ces différents principes, sont allouées au financement des emplois restant à financer (y compris les acquisitions d'immobilisation de l'année) à hauteur de ce que représentent dans le total des ressources non encore utilisées, les seules ressources collectées auprès du public.

5.1.4.2 Utilisation de la générosité publique par catégorie d'emploi

Selon les principes décrits précédemment, l'ensemble combiné a utilisé 155.350.270 euros de ressources de générosité publique sur l'exercice 2011, ce qui représente la totalité des ressources collectées auprès du public sur l'année et 14% des réserves de générosité publique constituées les années précédentes.

Les ressources collectées auprès du public non affectées et non utilisées (réserves de générosité publique) au 31 décembre 2011 s'élèvent ainsi à 68.647.875 euros.

La générosité du public finance les acquisitions d'immobilisations de l'année à hauteur de 91% pour 4.381.686 euros inscrits dans la rubrique « Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par la générosité du public » du CER. Le financement des investissements de l'année mobilise 3% des dons effectués par les particuliers en 2011.

Par ailleurs, pour des raisons de clarté et de simplicité, l'Association a déduit des emplois finançables la totalité des dotations aux amortissements de l'année, plutôt que d'annuler dans la rubrique « Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées » le montant de générosité publique qui aurait été affecté au « financement » de dotations aux amortissements.

Les ressources collectées auprès du public sont ainsi affectées aux différentes catégories d'emplois du CER comme suit :

- 132.073.905 euros au financement des missions sociales (soit 85% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- 9.436.636 euros au financement des frais de recherche de fonds (soit 6% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année)
- 9.458.043 euros au financement des frais de fonctionnement (soit 6% des ressources de générosité publique utilisées sur l'année).
- 4.381.686 euros au financement des acquisitions d'immobilisations.

Les missions sociales sont financées à hauteur de 64 % par les ressources collectées auprès du public, les frais de recherche de fonds à hauteur de 90% et les frais de fonctionnement à hauteur de 76%.

5.2 COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES COMBINE

EMPLOIS	Emplois de 2011	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées en 2011	RESSOURCES	Ressources collectées en 2011	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2011
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		79 826 705
1- MISSIONS SOCIALES	206 107 326	132 073 905	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	144 638 971	144 638 971
1.1 Réalisés en France Actions réalisées directement Versements à d'autres organismes agissant en France	1 691 514	1 544 902	1.1 Dons et Legs collectés Dons manuels non affectés Dons manuels affectés Legs et autres libéralités non affectés Legs et autres libéralités affectés	52 103 353 1 020 654 3 498 668	
1.2 Réalisés à l'étranger Actions réalisées directement Versements à un organisme central ou d'autres organismes	202 287 816 2 127 997	128 925 301 1 603 702	1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	88 016 296	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	10 527 875	9 436 636	2. AUTRES FONDS PRIVES	19 378 725	
2-1 Frais d'appel à la générosité publique	9 849 341	8 507 089	3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 862 150	
2-2 Frais de recherche des autres fonds privés	591 696	929 547	4. AUTRES PRODUITS	51 709 757	
2-3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	86 839	-			
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	12 518 081	9 458 043			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	229 153 282		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	220 589 604	
	899 810		II - REPRISES DES PROVISIONS	620 980	
	467 531		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
			IV - VARIATION DES FONDS DEBIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		467 531
			V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	9 310 040	
	230 520 624	150 968 584	VI - TOTAL GENERAL	230 520 624	223 998 145
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		4 381 686			
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 350 270	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 350 270
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		68 647 875

5.3 TABLEAUX DE PASSAGE DU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES AU COMPTE DE RESULTAT

5.3.1 Tableau de passage des emplois aux charges

COMPTE DE RESULTAT		Charge de personnel	Autres charges d'exploitation	Charges financières	Charges exceptionnelles	Ressources affectées non utilisées de l'exercice	TOTAL EMPLOIS
COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES							
Opérations réalisées en France	872 062	274 012					1 146 074
Opérations réalisées à l'étranger	63 387 922	72 327 277	115 923	117 484			135 948 606
Versements à d'autres organismes	4 961 873	1 334 939					1 334 939
Opérations pour le compte d'autres sections		54 256					5 016 129
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	69 221 857	73 990 484	115 923	117 484			143 445 748
Support des opérations	12 608 554	4 981 756	259 710	2 786			17 852 806
Information et sensibilisation du public	1 869 883	721 266	10	2 192			2 593 349
Dépenses liées aux activités de vente des satellites aux autres sections MSF et organisations	4 230 250	36 329 517	178 677	2 556			40 741 001
Activités diverses	88 995	54 225		1 137			144 356
Autres activités liées à la mission sociale	4 821 459	36 418 537	178 677	3 692			41 422 366
Versements à d'autres organismes		793 058					793 058
Missions sociales	88 521 753	116 905 100	554 320	126 154			206 107 327
Frais de collecte France	688 257	6 802 340	4	1 509			7 492 110
Frais de collecte Emirats	79 409	74 842					154 251
Gestion des legs	97 232	397 253		1 448			495 933
Frais de traitement des dons	287 143	1 419 898		5			1 707 046
Coûts directs d'appel à la générosité publique	1 152 042	8 694 332	4	2 962			9 849 341
Coûts de recherche des autres ressources privées	263 999	327 694		3			591 696
Coûts de recherche de fonds publics institutionnels	76 763	10 075		0			86 839
Frais de recherche de fonds	1 492 804	9 032 101	4	2 966			10 527 875
Coût des services de fonctionnement	5 917 412	5 598 927	428 331	147 433			12 092 104
Coût des services de fonctionnement Emirats	2 08 743	190 060		15 097			413 899
Dépenses liées aux activités marchandes diverses (EUP ...)	7 690	4 387					12 078
Frais de fonctionnement	6 133 845	5 793 374	428 331	162 530			12 518 081
TOTAL EMPLOIS	96 148 402	131 730 375	982 656	291 650			229 153 283
Dotations aux provisions		646 579	242 390	10 841			899 810
Ressources affectées non utilisées						467 531	467 531
TOTAL CHARGES	96 148 402	132 377 154	1 225 046	302 491		467 531	230 520 624

5.3.2 Tableau de passage des ressources aux produits

COMPTE DE RESULTAT		Dons privés	Ventes de marchandises, fret et prestations de services	Ventes de produits	Subventions institutionnelles	Autres produits d'exploitation	Produits financiers	Produits exceptionnels	Reprises sur ressources affectées non utilisées	TOTAL RESSOURCES
COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES										
Dons et legs collectés en France et aux Emirats		56 622 675								56 622 675
Dons et legs collectés MSF Australie/MSF Japon/ MSF USA		86 022 952								86 022 952
Dons et legs collectés des autres sections MSF		1 993 345								1 993 345
Ressources collectées auprès du public		144 638 971								144 638 971
Cotisations adhérents		26 881								26 881
Autres fonds privés MSF Australie/MSF Japon/MSF USA		17 048 365								17 048 365
Financements d'entreprises et autres organismes privés		1 721 305								1 721 305
Autres fonds privés des autres sections MSF		132 582		449 592						132 582
Activités annexes				449 592						449 592
Autres fonds privés		18 929 134		449 592						19 378 725
Ressources privées issues de la recherche de fonds		163 568 105								164 017 696
Financements Union Européenne (ECHO et autres)					2 762 142					2 762 142
Financements Nations Unies (Unicef, OMS etc.)					261 645					261 645
Financements Suède					1 099 626					1 099 626
Financements Norvège					257 209					257 209
Autres financements					481 528					481 528
Subventions et autres concours publics					4 862 150					4 862 150
Ressources issues de la recherche de fonds		163 568 105		449 592	4 862 150					168 879 847
Remboursement de dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF						5 504 569				5 504 569
Ventes de satellites aux autres sections et organisations			40 611 619							40 611 619
Autres ressources liées aux activités de la mission sociale			40 611 619	279 877		34 769				314 646
Ressources issues des activités liées à la mission sociale			106 573	279 877		5 539 338				46 430 834
Activités marchandes diverses et produits annexes						64 562				171 135
Participation au fonctionnement des satellites				1 908		2 711 010	1 897 751			2 712 917
Autres produits d'exploitation										1 897 751
Produits financiers										-
Produits de change								497 120		497 120
Produits exceptionnels								497 120		5 278 923
Autres ressources			106 573	1 908		2 775 571	1 897 751			5 278 923
Autres produits			40 718 192	281 784		8 314 910	1 897 751	497 120		51 709 757
TOTAL		163 568 105	40 718 192	731 376	4 862 150	8 314 910	1 897 751	497 120		220 589 604
Reprises de provisions						427 987	172 993	20 000		620 980
Report des ressources affectées non utilisées										
TOTAL PRODUITS		163 568 105	40 718 192	731 376	4 862 150	8 742 897	2 070 745	517 120		221 210 584

5.4 DETAIL DU COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES PAR ENTITE ET PAR RUBRIQUES

5.4.1 Les emplois combinés

	MSF	MSF Logistique	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCIMSF	SCI Sabin	TOTAL	Eliminations	Retraitements	TOTAL emplois combinés
Opérations réalisées en France	1 146 074								1 146 074			1 146 074
Opérations réalisées à l'étranger	137 783 247	24 191 713	4 568 618						166 543 578	-30 700 863	105 890	135 948 606
Versements à d'autres organismes	1 334 939								1 334 939			1 334 939
Opérations pour le compte d'autres sections	5 016 129								5 016 129			5 016 129
Dépenses des opérations en France et à l'étranger	145 280 389	24 191 713	4 568 618						174 040 720	-30 700 863	105 890	143 445 748
Support des opérations	18 087 065		383 014	308 618		15 696	325 585	8 677	19 128 655	-1 285 276	9 427	17 852 806
Information des donateurs	644 211						4 047	6 510	654 768	-25 704	7 070	636 135
Expositions	278 762						3 311	814	282 888	-12 985	883	270 786
Opérations de presse	236 678						2 759	1 101	240 538	-7 094	1 197	234 641
Films de témoignage	238 236					107 132	7 588	133	353 089	-175 104	144	178 128
Livres de témoignage	3 552			34 769			1 196		39 517	-1 320		38 197
Articles, colloques, formations...sur l'action humanitaire	529 243			713 511		4 467	11 037		1 258 257	-548 938		709 320
Communication Emirats	526 143								526 143			526 143
Information et sensibilisation du public	2 456 824			748 280		111 598	29 937	8 559	3 355 200	-771 144	9 294	2 593 349
Dépenses liées aux activités de vente des satellites aux autres sections		37 972 696	3 022 593						40 995 289	-254 288		40 741 001
Campagne pour l'accès aux Médicaments Essentiels et DNDI	474 501		62 507						537 009			537 009
Activités diverses	145 196						1 426		146 622	-2 266		144 356
Autres activités liées à la mission sociale	619 697	37 972 696	3 085 100				1 426		41 678 919	-256 554		41 422 366
Versements à d'autres organismes	793 058			230 062					1 023 120	-230 062		793 058
Missions sociales	167 237 033	62 164 409	8 036 733	1 286 960		127 295	356 948	17 236	239 226 614	-33 243 899	124 612	206 107 327
Frais de collecte France	7 377 848			45 526	71 497	1 234	2 299	11 228	7 509 632	-29 721	12 199	7 492 110
Frais de collecte Emirats	154 251								154 251			154 251
Gestion des legs	494 821						184	2 628	497 632	-4 556	2 857	495 933
Frais de traitement des dons	1 703 823						460	7 709	1 711 992	-13 320	8 374	1 707 046
Cotits directs d'appel à la générosité publique	9 730 743			45 526	71 497	1 234	2 943	21 564	9 873 508	-47 597	23 430	9 849 341
Recherche de fonds entreprises Emirats	85 220								85 220			85 220
Recherche de fonds entreprises	180 070			79 692	10 961		276	5 839	276 838	-59 801	6 343	223 380
Dépenses liées aux activités annexes (cartes de vœux, etc.)	282 526				6 624		92	1 378	290 620	-9 018	1 495	283 096
Cotits de recherche des autres ressources privées	547 816			79 692	17 585		368	7 217	652 678	-68 819	7 838	591 696
Cotits de recherche des fonds publics institutionnels	69 978						644		70 622	-710		69 913
Cotits de recherche des fonds publics institutionnels Emirats	16 926								16 926			16 926
Cotits de recherche de fonds publics institutionnels	86 904						644		87 548	-710		86 839
Frais de recherche de fonds	10 365 463			125 218	89 082	1 234	3 955	28 782	10 613 733	-117 126	31 267	10 527 875
Coût des services de fonctionnement	9 062 506	2 022 404	902 796	96 025	70 589	228 732	113 727	9 750	12 506 528	-420 079	5 655	12 092 104
Coût des services de fonctionnement Emirats	413 899								413 899			413 899
Dépenses liées aux activités marchandes diverses (EUP ...)	977 297					10 146	1 931		977 297	-977 297		12 078
Charges de fonctionnement refacturées												0
Frais de fonctionnement	10 453 702	2 022 404	902 796	96 025	70 589	238 878	115 658	9 750	13 909 801	-1 397 375	5 655	12 518 081
TOTAL EMPLOIS	188 056 198	64 186 813	8 939 528	1 508 203	159 671	367 407	476 561	55 768	263 750 149	-34 758 400	161 534	229 153 283
Dotations aux provisions	397 627	492 452	9 731						899 810			899 810
Ressources affectées non utilisées	467 531								467 531			467 531
TOTAL CHARGES	188 921 356	64 679 265	8 949 259	1 508 203	159 671	367 407	476 561	55 768	265 117 490	-34 758 400	161 534	230 520 624

5.4.2 Les ressources combinées

	MSF	MSF Logistique	Epicentre	Fondation MSF	MSF Assistance	EUP	SCI MSF	SCI Sabin	TOTAL	Eliminations	Retraitements	TOTAL ressources combinées
Dons et legs collectés en France et aux Emirats	56 604 589			248 147					56 852 736	-230 062		56 622 675
Dons et legs collectés MSF USA /MSF Japon/ etc.	86 022 952								86 022 952			86 022 952
Dons et legs collectés des autres sections MSF	1 993 345								1 993 345			1 993 345
Ressources collectées auprès du public	144 620 886	0	0	248 147	0	0	0	0	144 869 033	-230 062	0	144 638 971
Cotisations adhérents	26 881								26 881			26 881
Autres fonds privés MSF USA /MSF Japon/ etc.	16 998 278								16 998 278			16 998 278
Financements d'entreprises et autres organismes privés	1 464 033		50 087	50 912					1 565 032	-62 221		1 502 811
Autres fonds privés des autres sections MSF	132 582		268 581						401 163			401 163
Activités annexes (cartes de vœux, etc.)	328 703				122 546				451 249	-1 657		449 592
Autres fonds privés	18 950 478	0	318 668	50 912	122 546	0	0	0	19 442 603	-63 878	0	19 378 725
Ressources privées issues de la recherche de fonds	163 571 364	0	318 668	299 059	122 546	0	0	0	164 311 636	-293 940	0	164 017 696
Financements Union Européenne (ECHO et autres)	2 762 142								2 762 142			2 762 142
Financements Nations Unies (Unicef, OMS etc.)			261 645						261 645			261 645
Financements Suède	1 099 626								1 099 626			1 099 626
Financements Norvège	257 209								257 209			257 209
Financements municipalités France	211 834								211 834			211 834
Autres financements	207 660								207 660		62 034	269 694
Subventions et autres concours publics	4 538 471	0	261 645	0	0	0	0	0	4 800 116	0	62 034	4 862 150
Ressources issues de la recherche de fonds	168 109 835	0	580 312	299 059	122 546	0	0	0	169 111 752	-293 940	62 034	168 879 847
Remboursement de dépenses engagées pour le compte d'autres sections MSF	5 688 454								5 688 454	-183 885		5 504 569
Ventes de satellites aux autres sections et organisations		63 633 118	5 706 546						69 339 664	-28 728 045		40 611 619
Remboursement des autres sections pour la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels									0	0		0
Autres ressources liées aux activités de la mission sociale	322 182			777 513					1 099 695	-785 049		314 646
Ressources issues des activités liées à la mission sociale	6 010 636	63 633 118	5 706 546	777 513	0	0	0	0	76 127 813	-29 696 978	0	46 430 834
Activités marchandes diverses et produits annexes	34 907	195 226		164 248	37 123	292 693	498 160	80 231	1 302 590	-1 129 547		173 043
Participation au fonctionnement des satellites	977 121								977 121	-977 121		0
Autres produits d'exploitation	1 482 671	459 801	3 283 327	36 619	2	73 854	963		5 337 236	-2 626 227		2 711 010
Produits financiers	714 420	23 684	0	6 756					744 861	-30 087		714 773
Produits de change	928 480	242 414	12 060			24			1 182 978			1 182 978
Produits exceptionnels	470 422	29 352	1 009	62 034		836			563 654	-4 500		497 120
Autres ressources	4 608 022	950 478	3 296 396	269 657	37 125	367 407	499 123	80 231	10 108 439	-4 767 482	-62 034	5 278 923
Autres produits	10 618 658	64 583 596	9 002 941	1 047 171	37 125	367 407	499 123	80 231	86 236 252	-34 464 461		51 709 757
TOTAL RESSOURCES	178 728 493	64 583 596	9 583 254	1 346 230	159 671	367 407	499 123	80 231	255 348 004	-34 758 400	0	220 589 604
Reprises de provisions	163 786	425 600	31 595						620 980			620 980
Report des ressources affectées non utilisées									0			0
TOTAL PRODUITS	178 892 278	65 009 196	9 614 849	1 346 230	159 671	367 407	499 123	80 231	255 968 984	-34 758 400	0	221 210 584

6 LES RESSOURCES EN NATURE

6.1 VALORISATION EN EUROS DES RESSOURCES EN NATURE

Activités	2011	2010
Arménie	6 607	2 218
Burkina faso	8 883	
Cambodge		14 198
Colombie	3 470	
Congo RDC	22 203	570
Congo Brazzaville	14 904	2 861
Côte d'Ivoire	209 432	
Ethiopie	7 195	
Haïti	474 097	4 990
Japon	39 609	
Kenya	338 968	688 909
Madagascar	1 688	
Mali	165 132	
Malawi	3 463 545	1 075 581
Niger	140 597	
Nigéria	6 097	34 578
Ouganda	56 047	135 912
Pakistan	1 686	
Papouasie- Nouvelle Guinée	285	
République Centrafricaine	140 608	204 866
Sud Soudan	75 453	174 008
Tchad	8 230	1 111
Yemen		12 111
Missions internationales	5 184 737	2 351 913
Support des opérations		
Missions sociales	5 184 737	2 351 913
Frais de collecte MSF France	170 256	
Frais de collecte MSF Emirats-Arabes-Unis	54 086	
Recherche des autres ressources privées	224 342	0
Recherche de fonds	224 342	0
Fonctionnement	0	0
TOTAL	5 409 079	2 351 913

Ces dons n'ont pas été enregistrés en comptabilité. Ils concernent exclusivement MSF Association.

6.2 ETAT DES EFFECTIFS BENEVOLES

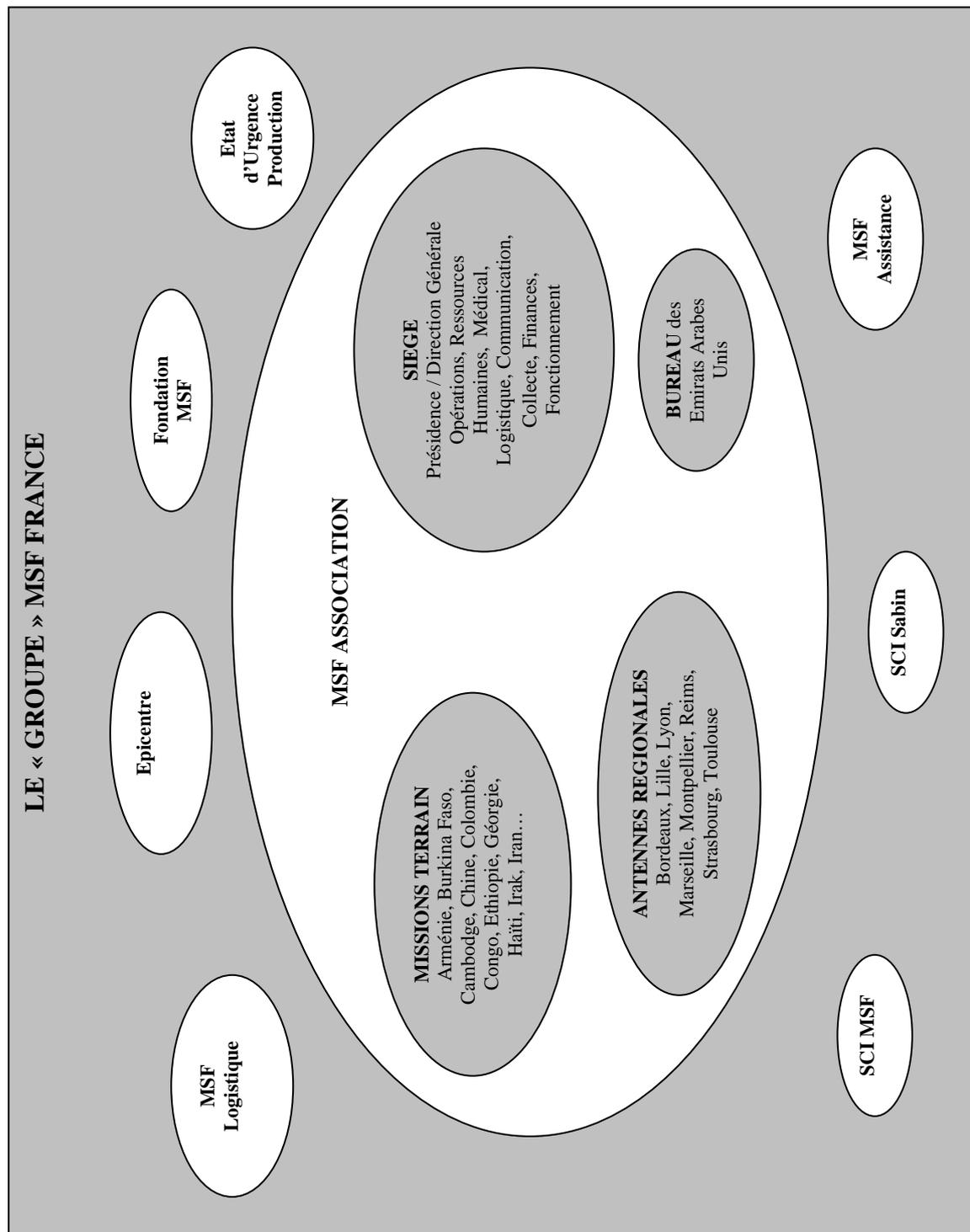
Activités	2011	2010
	Nb bénévoles exprimés en ETP	Nb bénévoles exprimés en ETP
Mission sociale	3,9	3,8
Recherche de fonds	3,5	5,0
Fonctionnement	1,5	1,6
TOTAL	8,9	10,4

Cet état considère un nombre global de bénévoles réguliers, au siège de l'association et dans les régions exprimé en nombre de personnes et en équivalent temps plein (ETP).

Il comprend les bénévoles des antennes régionales (68 en 2011, 71 en 2010, 87 en 2009) répartis en fonction de leurs activités (35 % en "support des missions", 15 % info donateurs, 15 % en "expositions", 5 % en "opérations de presse", 30 % en "services de fonctionnement").

**PRESENTATION DE
MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF)**

ORGANIGRAMME DU MOUVEMENT



ORGANISATION DE MSF ET GOUVERNANCE

1 LE MOUVEMENT MEDECINS SANS FRONTIERES

1.1 PRESENTATION DU MOUVEMENT

Médecins Sans Frontières est une association médicale humanitaire internationale, créée en 1971 à Paris par des médecins et des journalistes. Elle délivre ses secours en toute indépendance et impartialité et se réserve le droit de s'exprimer publiquement sur les situations dont ses équipes peuvent être témoins.

Réunies autour d'une même charte, les équipes de MSF sont composées de personnel médical, logistique et administratif de dizaines de nationalités différentes, expatriés ou employés localement. Elles apportent leurs secours dans le respect des principes de l'action humanitaire et de l'éthique médicale.

Aujourd'hui, le mouvement international MSF compte dix-neuf sections dont cinq centres opérationnels, ainsi que plusieurs bureaux de représentation et entités spécialisées appelées satellites. Les sections MSF sont toutes des associations nationales juridiquement indépendantes réunies autour d'une seule et même charte.

Sur le terrain, chaque section mène ses propres projets de manière indépendante, tout en assurant un échange d'information dans un souci de cohérence. Lors d'urgences de très grande ampleur, les différentes sections qui interviennent s'efforcent de se répartir la tâche pour déployer des secours plus efficaces.

Depuis l'adoption des nouveaux statuts en juin 2011, le Bureau International change de nom, pour s'appeler MSF-International. Cette association installée à Genève, a pour objectif de faciliter la coordination et la circulation de l'information entre les sections MSF, ainsi que de représenter le mouvement MSF auprès des institutions internationales. Jusqu'à présent, ses membres de droit étaient les dix-neuf associations nationales représentées par leurs présidents, depuis l'adoption des nouveaux statuts, les individus aussi (hors cadre institutionnel) peuvent devenir membres de MSF International.

Les principaux organes de gouvernance du mouvement sont les suivants:

- l'Assemblée Générale Internationale (AGI) : chargée de préserver la mission sociale médico-humanitaire de MSF, l'AGI est composée du président international, du trésorier, de deux représentants par association nationale et de deux représentants de l'ensemble des membres individuels. L'AGI prend la décision finale sur les questions clés relatives à la gouvernance associative et donne des orientations stratégiques au mouvement MSF.
- Le Conseil d'Administration International (CAI) est composé du président international, du trésorier, d'un représentant de chaque section opérationnelle ainsi que des personnes élues par l'AGI. Le CAI désigne le secrétaire général international. Le CAI est notamment mandaté pour résoudre les problèmes au sein du mouvement MSF, ouvrir et fermer des entités exécutives, émettre des recommandations pour l'Assemblée Générale Internationale.
Le CAI, seule instance associative à donner des directives à l'exécutif supervise l'Excom. Formation regroupant les directeurs généraux des sections, l'Excom est responsable devant le CAI de la mise en œuvre des politiques définies et

constitue un espace de réflexion et de conseil sur des questions opérationnelles stratégiques.

- Se réunissent, selon les sujets à l'ordre du jour, le Full Excom (composé de tous les directeurs généraux des sections MSF, du secrétaire général et des directeurs d'autres bureaux exécutifs de MSF), ou le Core Excom (composé des directeurs généraux des cinq sections opérationnelles, du secrétaire médical international, de deux autres directeurs généraux et du secrétaire général International).

Les quatorze sections non opérationnelles poursuivent des activités de collecte de fonds, de communication et de recrutement. Elles participent également à la définition et à la mise en œuvre des opérations sous la responsabilité d'un des cinq centres opérationnels au sein de partenariats privilégiés.

Ainsi le projet opérationnel mis en œuvre par le centre opérationnel parisien est conjointement défini et validé par les sections américaine, australienne, française et japonaise qui, chacune, lui apporte les ressources humaines, financières ou techniques nécessaires à sa réalisation. Les liens entre ces quatre sections, partenaires du groupe opérationnel de Paris (OCP), ont été formalisés en 2011 par un accord entre leurs conseils d'administration et par la création d'un Comité de Groupe (« Group Committee ») dans lequel chacun d'entre eux est représenté. Ce comité est en charge de la validation et du suivi des plans stratégique et annuel de la mission sociale du groupe.

Les échanges entre les sections (projets internationaux, ressources humaines, collecte de fonds...) occasionnent de nombreux flux financiers qui biaisent la lecture des comptes nationaux. Depuis de nombreuses années déjà, alors qu'aucun texte de loi ne l'exige, les comptes internationaux de Médecins Sans Frontières sont combinés, certifiés et présentés chaque année dans le rapport d'activité international. Cette combinaison, établie selon des standards internationaux dérivés des IFRS et adaptés à une organisation sans but lucratif, a le même objectif de présentation d'une image fidèle de l'emploi des fonds, après élimination des flux financiers internes.

Le rapport financier international est disponible sur le site internet du Bureau International (www.msf.org).

Le mouvement international MSF en chiffres au 31 décembre 2010
(Données de l'exercice 2011 non disponible à l'émission de ce rapport)

En millions d'euros	2010		2009	
Fonds privés	858,9	91,1%	572,4	86%
Fonds institutionnels	69,3	7,3%	77,9	12%
Autres recettes	15,1	1,6%	15,1	2%
Total des recettes	943,3	100%	665,4	100%
Opérations	634,0	78,0%	462,4	75%
Témoignage	26,4	3,2%	21,7	3,5%
Autres activités humanitaires	5,7	0,7%	6,4	1,0%
Total Mission Sociale	666,1	81,9%	490,5	79,5%
Recherche de fonds	103,7	12,8%	87,3	14,2%
Fonctionnement	43,1	5,3%	38,9	6,3%
Total des dépenses	812,9	100%	616,8	100,0%
Profits et pertes nets sur change	2,1		2,9	
Excédent	132,5		51,5	

En millions d'euros	2010	2009
Actifs long terme	43,2	36,6
Actifs court terme	71,0	68,5
Trésorerie et valeurs assimilables	600,9	433,3
Total Actif	715,2	538,4
Fonds affectés pour investissement	2,5	2,5
Fonds non affectés	608,2	475,5
Autres fonds propres	8,7	-9,8
Total Fonds propres	619,3	468,2
Passif long terme	5,6	4,6
Passif court terme	88,7	63,7
Fonds affectés non dépensés	1,7	1,9
Total Passif	715,2	538,4

1.2 LES AUTRES ACTIVITES HUMANITAIRES DU MOUVEMENT

Médecins Sans Frontières a lancé en 1999 la Campagne pour l'Accès aux Médicaments Essentiels (CAME). Son but est d'améliorer l'accès à des traitements, à des outils diagnostics et des vaccins de qualité répondant aux besoins des patients sur ses terrains d'intervention. Elle encourage d'autres formes de financement de la recherche médicale dont les objectifs seraient définis en fonction des besoins les plus importants et non plus en fonction d'une logique de marché. Conjugée à d'autres organisations internationales, son action a rendu possible la baisse des prix et l'importation de molécules génériques. La CAME est financée par l'ensemble des sections du mouvement MSF.

Poursuivant le même objectif d'amélioration de l'accès aux traitements, Médecins Sans Frontière a lancé en 2002, avec l'appui de partenaires internationaux¹, une nouvelle initiative visant à favoriser la recherche et le développement de nouveaux médicaments permettant de traiter les patients atteints par les maladies les plus négligées. Cette initiative a donné lieu à la création d'une fondation de droit suisse, DNDi («Drugs for Neglected Diseases initiative»). Le mouvement MSF est l'un des membres du conseil d'administration de DNDi et supporte financièrement le développement de cette initiative.

2 LE « GROUPE » MSF FRANCE

Le « groupe » MSF France est constitué de l'association MSF et de ses satellites. Afin d'améliorer son efficacité et son expertise, l'association s'est entourée de satellites spécialisés auxquels sont confiées des missions qui intègrent et complètent son activité.

Les équipes de support en charge de certains projets et pays sont décentralisées dans les sections partenaires du groupe MSF France à New York, Tokyo Sydney sous la responsabilité de la direction des opérations ou de la direction médicale de MSF France. Ces unités décentralisées ont également pour objectif de garantir une meilleure cohérence autour du projet opérationnel, au sein des sections MSF partenaires de MSF France, et de leur permettre une meilleure proximité avec les opérations.

2.1 L'ASSOCIATION MEDECINS SANS FRONTIERES (MSF FRANCE)

L'association regroupe les missions de terrain, le siège parisien, des antennes régionales en France et un bureau aux Emirats-Arabis-Unis. Le rôle des antennes et du bureau est de relayer les messages de témoignage, de recruter des volontaires et de collecter des fonds. Les statuts de l'association sont publiés sur son site internet (www.msf.fr).

Les principaux organes de gouvernance sont représentés par :

- L'Assemblée Générale des membres de l'association ;
- Le Conseil d'Administration qui se réunit mensuellement et dont la composition est communiquée sur le site internet de l'association (www.msf.fr) ;
- Le Comité de Direction, qui réunit chacun des directeurs de départements (direction générale, opérations, ressources humaines, médicale, logistique, finance, communication, collecte de fonds, juridique et systèmes d'information) ainsi que les directions générales des principaux satellites que sont MSF Logistique et Epicentre (cf. ci-dessous).

¹ L'Institut Pasteur, Médecins Sans Frontières et quatre instituts de recherche du secteur public des pays à forte prévalence endémique : la Fondation Oswaldo Cruz/Farmanguinhos au Brésil, ICMR (Indian Council for Medical Research) en Inde, KEMRI (Kenya Medical Research Institute) au Kenya, le Ministère de la Santé de Malaisie, avec le soutien du programme spécial UNICEF/PNUD/Banque mondiale/OMS de recherche et de formation concernant les maladies tropicales (TDR).

2.2 LES SATELLITES

	<i>Statut juridique</i>	<i>Activités</i>
MSF Logistique	Association	Achats, conditionnement, stockage et affrètement des médicaments et du matériel, médical ou non médical, destinés aux missions
Epicentre	Association	Recherche épidémiologique, études médicales, support informatique, et formation du personnel médical
Fondation MSF	Fondation	Centre de réflexion sur l'action et les savoirs humanitaires en France et à l'étranger (reconnue d'utilité publique en mars 91) Propriétaire du siège de MSF Logistique et du centre de formation logistique de l'association MSF à Bordeaux
Etat d'Urgence Production	SARL	Activité audiovisuelle : réalisation de films institutionnels, de témoignage et d'information sur les missions
MSF Assistance	Association	Activités de recherche de fonds auprès des entreprises
SCI MSF et SCI Sabin	SCI	Propriétaires et gérants des locaux du siège parisien de MSF Association

Les conseils d'administration des associations satellites et de la fondation sont principalement composés d'administrateurs de MSF Association, et la gérance des sociétés satellites est assurée par les dirigeants de MSF Association.

2.3 REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS ET MANDATAIRES SOCIAUX

La Présidente du conseil d'administration de l'association Médecins Sans Frontières est rémunérée par l'association.

Les autres membres du conseil d'administration de l'association MSF, les membres des conseils d'administration des associations satellites et de la fondation, ainsi que les personnes assurant la gérance des sociétés satellites ne sont pas rémunérés par celles-ci pour leur fonction d'administrateur ou de mandataire social.

2.4 LES COMPTES SOCIAUX DES ENTITES DU « GROUPE » MSF FRANCE

Depuis 1991, les comptes des entités françaises (association MSF et satellites) sont combinés pour refléter dans une unité économique distincte, l'ensemble des flux financiers des entités contrôlées par le conseil d'administration de l'association. La combinaison consiste à intégrer l'ensemble des comptes des entités après avoir neutralisé les flux inter-entités et réalisé les retraitements nécessaires. Elle a pour objectif de garantir à nos donateurs la transparence de nos comptes.

Les comptes de résultat et les bilans de chaque entité ainsi que les comptes d'emploi des ressources intégrés aux annexes des comptes annuels de l'association MSF et de la Fondation MSF sont présentés ci-après.

Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de l'association Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Compte d'emploi des ressources

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié que les modalités retenues pour l'élaboration du compte d'emploi annuel des ressources décrites dans la note 5.1 de l'annexe font l'objet d'une information appropriée, sont conformes aux dispositions du règlement CRC 2008-12 et ont été correctement appliquées.

Estimations comptables

Votre association constitue des provisions pour risques, tel que cela est décrit dans les notes 1.11 et 2.4.3 de l'annexe. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est fondée sur l'analyse des processus mis en place par votre association pour identifier et évaluer les risques, ainsi que sur l'examen de la situation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 23 mai 2012

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres



Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN MSF ASSOCIATION AU 31.12.2011

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Concessions / Licences	1 062 267	707 503	354 765	215 577	Fonds de générosité publique	68 589 143	61 101 549
Immobilisations incorporelles	1 062 267	707 503	354 765	215 577	Fonds de réserve	23 248 239	23 477 934
Installations et divers aménagements	1 114 204	430 943	683 261	632 885	Fonds disponibles	91 837 382	84 579 483
Matériels, mobilier, informatique	1 451 521	1 093 036	358 485	342 167	Résultat	- 10 029 078	7 257 899
Autres immobilisations	980 159	803 017	177 143	145 354			
Immobilisations en cours	16 530	-	16 530	43 721			
Immobilisations corporelles	3 562 415	2 326 996	1 235 419	1 164 128	TOTAL FONDS PROPRES	81 808 304	91 837 382
Titres de participation	1 003 758	-	1 003 758	1 003 758	Fonds dédiés crise somalienne	464 782	-
Créances sur participations	18 238 463	-	18 238 463	16 546 784	Fonds dédiés BAM / IRAN	58 285	58 285
et associations rattachées Groupe MSF France					Fonds dédiés ALGERIE	18 580	18 580
Prêts	6 700	6 700	-	-	Autres fonds dédiés	9 231	6 482
Dépôts et cautionnements	519 376	-	519 376	456 373			
Immobilisations financières	19 768 297	6 700	19 761 597	18 006 915	TOTAL FONDS DEDIES	550 879	83 347
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	24 392 979	3 041 198	21 351 781	19 386 620	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	1 267 695	1 039 070
Stock de matières et autres approvisionnements	638 752	-	638 752	193 639	Soldes créditeurs de banque	140 801	87 293
Stock de marchandises	-	-	-	-	Dettes Groupe MSF	4 290 453	3 965 763
Financements à recevoir	1 182 693	-	1 182 693	1 988 691	Dettes autres sections MSF	5 056 454	4 284 546
Dons à recevoir	1 767 863	-	1 767 863	2 084 790	Dettes fournisseurs	2 471 056	3 077 721
Créances Clients Groupe MSF	1 780	-	1 780	1 687	Dettes fiscales et sociales	7 268 869	6 069 677
Créances sur autres sections MSF	8 304 938	-	8 304 938	7 297 662	Indemnités à payer	431 719	444 495
Clients et comptes rattachés	40 627	-	40 627	23 692	Autres dettes	133 043	234 151
Autres créances	1 103 526	5 217	1 098 310	1 352 434	Dettes	19 792 395	18 163 647
Créances brutes	12 401 427	5 217	12 396 210	12 748 955	Financements perçus d'avance	2 000 000	1 000 000
Valeurs mobilières de placement	37 680 406	-	37 680 406	48 012 468	Ecart de conversion passif	22 403	3 616
et créances assimilées	-	-	-	-	Comptes de régularisation	2 022 403	1 003 616
Banques et CCP	25 354 761	-	25 354 761	24 467 860	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	21 814 798	19 167 264
Soldes trésorerie missions	5 728 165	-	5 728 165	6 029 231	TOTAL PASSIF	105 441 675	112 127 063
Caisse	169 709	-	169 709	99 589			
Disponibilités	31 252 635	-	31 252 635	30 596 679			
Ecart de conversion actif	232 941	-	232 941	81 908			
Charges constatées d'avance	1 888 951	-	1 888 951	1 106 793			
Comptes de régularisation	2 121 892	-	2 121 892	1 188 701			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	84 095 111	5 217	84 089 894	92 740 443			
TOTAL ACTIF	108 488 090	3 046 415	105 441 675	112 127 063			

COMPTE DE RESULTAT MSF ASSOCIATION AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Médicaments et matériel médical	27 703 601	25 745 922	Dons privés	53 000 017	55 465 831
Nourriture	3 025 669	3 590 305	Dons organismes privés	106 424 812	103 585 815
Matériel logistique et sanitation	7 936 358	12 987 433	Cotisations	26 881	35 426
Equipement et matériel	4 025 816	3 379 794	Legs	3 498 668	7 080 905
Matières, fournitures et petit matériel	2 331 433	2 255 224	Dons privés	162 950 378	166 167 977
Etudes et prestations incorporées	6 542 386	4 720 191	Cartes de voeux	328 703	15 635
Achats pour revente	143 683	81 877	Livres	2 281	2 005
Variation de stocks de matières & autres appros	- 445 113	- 45 723	Guide-lines	319 901	313 065
Achats de matières & autres appros	51 263 834	52 715 023	Autres	1 908	31 573
Prestations de services diverses	5 996 852	5 565 494	Ventes de produits	652 793	362 278
Loyers et charges locatives	7 151 981	5 404 180	Extérieur	8 640	7 200
Entretien, maintenance et réparations	899 129	761 161	Prestations de services	8 640	7 200
Assurances	231 754	233 232	Financements Union Européenne	2 762 142	4 005 922
Documentation	290 845	248 987	Autres financements	1 776 329	3 354 577
Honoraires	1 317 151	1 194 738	Subventions institutionnelles	4 538 471	7 360 499
Information/publications	2 171 876	1 749 921	Financements et Subventions d'exploitation	292 283	204 635
Transports	10 583 581	10 968 877	Produits des activités annexes	24 359	16 471
Déplacements et frais de mission	11 787 275	10 701 959	Autres produits de gestion courante	8 148 246	7 943 511
Frais de représentation	405 430	393 656	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	67 213	156 844
Frais postaux et de télécommunication	3 826 910	3 675 753	Autres produits d'exploitation	8 532 101	8 321 461
Frais bancaires et assimilés	478 303	496 217			
Subventions d'exploitation	3 024 161	3 469 112			
Services extérieurs	48 165 247	44 863 285			
Achats et services extérieurs	99 429 081	97 578 308			
Impôts, taxes et versements assimilés	2 340 740	1 981 974			
Salaires	19 062 958	17 165 851			
Indemnités	5 512 908	4 673 714			
Charges sociales et assurances	10 864 569	8 910 638			
Charges de personnel France	35 440 434	30 750 203			
Charges de personnel national	43 197 405	39 488 990			
Salaires et charges refacturées	6 187 042	5 485 599			
Autres charges de personnel	6 187 042	5 485 599			
Charges de personnel	84 824 881	75 724 792			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	749 921	608 544			
CHARGES D'EXPLOITATION	187 344 622	175 893 618	PRODUITS D'EXPLOITATION	176 682 383	182 219 416
Agios	136	161	Produits des créances	30 087	2 103
Pertes de change	610 235	701 667	Produits des placements	641 702	392 087
Dotations amorts/prov. - financières	242 390	96 573	Intérêts des comptes rémunérés	42 631	315 887
Charges / cessions VMP	-	-	Produits de change	928 480	1 268 053
			Reprise s/amorts et prov. financières	96 573	54 459
CHARGES FINANCIERES	852 761	798 401	PRODUITS FINANCIERS	1 739 473	2 032 589
Charges exceptionnelles	245 601	420 816	Produits exceptionnels	470 422	121 305
Dotations amorts/prov. - except.	10 841	2 245			
CHARGES EXCEPTIONNELLES	256 442	423 061	PRODUITS EXCEPTIONNELS	470 422	121 305
TOTAL CHARGES	188 453 825	177 115 081	TOTAL PRODUITS	178 892 278	184 373 310
Ressources affectées non utilisées de l'exercice	467 531	413	Consommation des ressources affectées non utilisées des exercices antérieurs	-	83
RESULTAT POSITIF	-	7 257 899	RESULTAT NEGATIF	10 029 078	-
TOTAL GENERAL	188 921 356	184 373 393	TOTAL GENERAL	188 921 356	184 373 393

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES MSF ASSOCIATION (en euros)

EMPLOIS	Emplois de 2011	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2011	RESSOURCES	Ressources collectées en 2011	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2011
1- MISSIONS SOCIALES	167 237 034	135 164 023	REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		68 589 143
1.1 Réalisées en France Actions réalisées directement Versements à d'autres organismes agissant en France	1 314 576	1 235 018	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	144 620 886	144 620 886
1.2 Réalisées à l'étranger Actions réalisées directement Versements à un organisme central ou d'autres organismes	163 794 462 2 127 997	132 279 367 1 649 638	1.1 Dons et legs collectés Dons manuels non affectés Dons manuels affectés Legs et autres libéralités non affectés Legs et autres libéralités affectés	52 085 267 1 020 654 3 498 668 -	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	10 365 463	9 609 666	1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	88 016 296	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	9 730 743	9 102 659	2- AUTRES FONDS PRIVÉS	18 950 478	
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	547 816	507 007	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	4 538 471	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics	86 904	-	4- AUTRES PRODUITS	10 618 658	
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	10 453 701	7 887 182			
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	188 056 198		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	178 728 493	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS	397 627		II - REPRISES DES PROVISIONS	163 786	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES	467 531		III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			IV - VARIATION DES FONDS DEEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		- 467 531
V - TOTAL GENERAL	188 921 356	152 660 871	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	10 029 078	
VI - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		2 418 836	VI - TOTAL GENERAL	188 921 356	144 153 355
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 079 706	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		155 079 706
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		57 662 791

Fondation Médecins Sans Frontières

Exercice clos le 31 décembre 2011

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Administrateurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le comité de direction, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2011, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Fondation Médecins Sans Frontières, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le trésorier. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I. Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

II. Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III. Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier sur la situation financière et les comptes annuels.

Paris-La Défense, le 23 mai 2012

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Isabelle Tracq-Sengeissen', written over a faint, light-colored circular stamp or watermark.

Isabelle Tracq-Sengeissen

BILAN FONDATION AU 31.12.2011

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Concessions / Licences Immobilisations incorporelles	32 087 32 087	14 116 14 116	17 971 17 971	13 842 13 842	Dotation	806 584	806 584
Terrains	2 419 898	-	2 419 898	890 327	Autres réserves	410 228	380 812
Constructions	3 731 192	2 378 538	1 352 654	1 568 009	Fonds disponibles	410 228	380 812
Installations et divers aménagements	448 606	425 671	22 936	32 520	Subventions et réserves d'investissement	1 931 115	1 804 911
Matériels, mobilier, informatique	40 237	40 237	-	31			
Immobilisations en cours	2 841 624	-	2 841 624	1 017 622			
Immobilisations corporelles	9 481 557	2 844 446	6 637 112	3 508 509			
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF France							
Autres titres immobilisés							
Immobilisations financières					Résultat	- 161 973	- 32 345
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	9 513 644	2 858 561	6 655 083	3 522 351	TOTAL FONDS PROPRES	2 985 954	2 959 961
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Dons à recevoir	3 500	-	3 500	350	Dettes Groupe MSF	3 552 598	1 140 759
Créances Clients Groupe MSF	-	-	-	109 422	Dettes autres sections MSF	175	27 246
Créances sur autres sections MSF	3 712	-	3 712	18 738	Dettes fournisseurs	1 128 902	227 981
Autres créances	2 996	-	2 996	6 344	Dettes fiscales et sociales	234 358	13 765
Créances brutes	10 208	-	10 208	134 855	Autres dettes	4 751	1 409 751
Valeurs mobilières de placement	676 357	-	676 357	669 601	Dettes	4 920 784	-
Banques	447 840	-	447 840	38 325			
Disponibilités	447 840	-	447 840	38 325			
Charges constatées d'avance	117 946	-	117 946	5 277	Produits constatés d'avance	697	697
Comptes de régularisation	117 946	-	117 946	5 277	Comptes de régularisation	697	697
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 252 352	-	1 252 352	848 058	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	4 921 481	1 410 448
TOTAL ACTIF	10 765 996	2 858 561	7 907 435	4 370 409	TOTAL PASSIF	7 907 435	4 370 409

COMPTE DE RESULTAT FONDATION AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Matières, fournitures et petit matériel	1 430	2 642	Dons privés	248 147	239 165
Etudes et prestations	-	574	Dons organismes privés	50 912	131 200
Achats de matières & autres appros	1 430	3 216	Dons privés	299 059	370 365
Prestations de services diverses	41 062	22 547	Groupe MSF	902 812	746 165
Loyers et charges locatives	15 166	13 720	Prestations de services	902 812	746 165
Assurances	9 346	4 738	Produits des activités annexes	4 180	4 180
Documentation	508	1 483	Autres produits de gestion courante	71 388	167 607
Honoraires	53 103	47 862	Autres produits d'exploitation	75 569	171 788
Information/publications	33 834	44 893			
Transports	954	-			
Déplacements et frais de mission	15 481	24 092			
Frais de représentation	2 500	2 063			
Frais postaux et de télécommunication	11 577	6 370			
Frais bancaires et assimilés	234	178			
Subventions d'exploitation	288 512	226 085			
Services extérieurs	472 276	394 031			
Achats et services extérieurs	473 707	397 247			
Impôts, taxes et versements assimilés	70 315	75 160			
Salaires	464 844	457 971			
Charges sociales et assurances	211 543	213 094			
Charges de personnel France	676 387	671 065			
Salaires et charges refacturées	54 876	13 465			
Autres charges de personnel	54 876	13 465			
Charges de personnel	731 263	684 530			
Dotations amorts/prov. - exploitation	232 338	231 935			
CHARGES D'EXPLOITATION	1 507 622	1 388 872	PRODUITS D'EXPLOITATION	1 277 440	1 288 318
Pertes de change	76	48	Intérêts des comptes rémunérés	6 756	2 604
CHARGES FINANCIERES	76	48	PRODUITS FINANCIERS	6 756	2 604
Charges exceptionnelles	505	-	Produits exceptionnels	-	3 433
			Reprise sur subv / investissements	62 034	62 220
CHARGES EXCEPTIONNELLES	505	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	62 034	65 653
TOTAL CHARGES	1 508 203	1 388 920	TOTAL PRODUITS	1 346 230	1 356 575
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	161 973	32 345
TOTAL GENERAL	1 508 203	1 388 920	TOTAL GENERAL	1 508 203	1 388 920

COMPTE D'EMPLOI DES RESSOURCES FONDATION MSF
(en euros)

EMPLOIS	Emplois de 2011	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur 2011	RESSOURCES	Ressources collectées en 2011	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées en 2011
			REPORT DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN DEBUT D'EXERCICE		-
1- MISSIONS SOCIALES	1 286 960	206 151	1- RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC	248 147	248 147
1.1 Réalisées en France	1 056 898	-	1.1 Dons et legs collectés	248 147	
Actions réalisées directement	230 062	206 151	Dons manuels non affectés		
Versements à d'autres organismes agissant en France			Dons manuels affectés		
1.2 Réalisées à l'étranger			Legs et autres libéralités non affectés		
Actions réalisées directement			Legs et autres libéralités affectés		
Versements à un organisme central ou d'autres organismes			1.2 Autres produits liés à l'appel à la générosité publique	-	
2- FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	125 218	41 996	2- AUTRES FONDS PRIVES	50 912	
2.1 Frais d'appel à la générosité publique	45 526	41 996	3- SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS		
2.2 Frais de recherche des autres fonds privés	79 692	-	4- AUTRES PRODUITS	1 047 171	
2.3 Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics					
3- FRAIS DE FONCTIONNEMENT	96 025				
I - TOTAL EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	1 508 203		I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RESULTAT	1 346 230	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS			II - REPRISES DES PROVISIONS	-	
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES			III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTEES NON UTILISEES DES EXERCICES ANTERIEURS	-	
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE			IV - VARIATION DES FONDS DEDIES COLLECTES AUPRES DU PUBLIC		-
V - TOTAL GENERAL	1 508 203	248 147	V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	161 973	
VII - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		-	VI - TOTAL GENERAL	1 508 203	248 147
VII - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public					
VIII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public	248 147	248 147	VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		248 147
			SOLDE DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTEES ET NON UTILISEES EN FIN D'EXERCICE		-

BILAN MSF LOGISTIQUE AU 31.12.2011

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Concessions / Licences	825 804	667 609	158 195	172 456	Fonds associatif	630 195	630 195
Immobilisations en cours	12 851	-	12 851	25 915	Autres réserves	8 096 584	4 328 150
Immobilisations incorporelles	838 655	667 609	171 046	198 371	Fonds disponibles	8 096 584	4 328 150
Installations et divers aménagements	1 139 348	804 627	334 721	265 367	Résultat	329 931	3 768 434
Matériels, mobilier, informatique	494 775	369 601	125 175	71 222			
Autres immobilisations	95 639	65 504	30 135	29 204			
Immobilisations corporelles	1 729 763	1 239 732	490 031	365 793			
Dépôts et cautionnements	74 145	-	74 145	54 422			
Immobilisations financières	74 145	-	74 145	54 422			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 642 562	1 907 341	735 222	618 586	TOTAL FONDS PROPRES	9 056 709	8 726 778
Stock de marchandises	16 309 080	436 045	15 873 035	12 795 255	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	68 414	106 825
Créances Clients Groupe MSF	1 885 099	-	1 885 099	2 341 734	Dettes Groupe MSF	9 768 843	10 050 440
Créances sur autres sections MSF	3 889 054	-	3 889 054	7 970 908	Dettes autres sections MSF	2 447 114	1 043 802
Clients et comptes rattachés	98 640	2 992	95 648	329 306	Dettes fournisseurs	6 007 697	6 781 350
Autres créances	83 863	-	83 863	358 529	Dettes fiscales et sociales	1 025 659	847 544
Créances brutes	5 956 656	2 992	5 953 664	11 000 477	Autres dettes	63 787	36 365
Banques	5 624 925	-	5 624 925	2 849 377	Dettes	19 313 100	18 759 502
Caisse	2 740	-	2 740	2 190	Financements perçus d'avance	312 969	244 375
Disponibilités	5 627 665	-	5 627 665	2 851 568	Ecart de conversion passif	-	6
Ecart de conversion actif	53 414	-	53 414	71 825	Produits constatés d'avance	415	-
Charges constatées d'avance	508 607	-	508 607	499 776	Comptes de régularisation	313 383	244 381
TOTAL ACTIF CIRCULANT	28 455 423	439 038	28 016 385	27 218 901	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	19 626 483	19 003 883
TOTAL ACTIF	31 097 985	2 346 378	28 751 607	27 837 487	TOTAL PASSIF	28 751 607	27 837 487

COMPTE DE RESULTAT MSF LOGISTIQUE AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Médicaments et matériel médical	31 371 790	28 580 934	Groupe MSF	20 949 021	21 959 493
Nourriture	6 142 581	5 016 567	Autres MSF	28 483 454	30 069 231
Matériel logistique et sanitation	3 862 840	8 568 126	Extérieur	831 549	1 397 440
Equipement et matériel	3 585 887	2 371 623	Ventes de marchandises	50 264 024	53 426 164
Matières, fournitures et petit matériel	535 246	366 326			
Documentation	17 057	28 115	Groupe MSF	4 089 498	6 368 397
Transport sur achats	1 194 850	1 655 448	Autres MSF	9 155 631	10 021 105
Achats de marchandises	46 710 250	46 587 139	Extérieur	123 965	117 870
Variation de stocks de marchandises	- 3 180 051	- 1 724 789	Ventes de FRET	13 369 094	16 507 372
Achats de fret	12 466 221	14 837 316			
Achats stockés de marchandises	55 996 420	59 699 665	Groupe MSF	107 380	108 265
			Autres MSF	67 406	40 356
			Extérieur	20 440	18 764
			Prestations de services	195 226	167 385
Equipement et matériel	30 520	38 963	Financements et subventions d'exploitation	-	-
Matières, fournitures et petit matériel	147 449	151 267	Autres produits de gestion courante	459 801	454 641
Achats de matières & autres appros	177 970	190 230	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	333 774	273 569
			Autres produits d'exploitation	793 575	728 211
Prestations de services diverses	385 576	303 333			
Loyers et charges locatives	411 246	396 578			
Location de matériel	89 243	59 188			
Entretien, maintenance et réparations	238 301	212 043			
Assurances	98 449	86 322			
Documentation	4 418	5 017			
Honoraires	41 051	52 200			
Information/publications	1 412	10 164			
Transports	2 933	69			
Déplacements et frais de mission	83 993	119 885			
Frais de représentation	27 459	52 415			
Frais postaux et de télécommunication	79 614	80 523			
Frais bancaires et assimilés	10 510	10 050			
Services extérieurs	1 474 207	1 387 787			
Achats et services extérieurs	1 652 177	1 578 017			
Impôts, taxes et versements assimilés	536 541	444 455			
Salaires	3 671 866	3 176 779			
Indemnités	-	-			
Charges sociales et assurances	1 732 349	1 419 580			
Salaires et charges refacturées	-	123 629			
Charges de personnel	5 404 214	4 472 730			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	698 896	614 234			
CHARGES D'EXPLOITATION	64 288 249	66 809 102	PRODUITS D'EXPLOITATION	64 621 919	70 829 132
Agios	30 087	2 103	Intérêts des comptes rémunérés	22 855	6 605
Pertes de change	294 596	414 434	Produits de change	242 414	131 006
Dotations amortis/prov. - financières	53 414	71 825	Escomptes obtenus	829	929
			Reprise s/amorts et prov. financières	71 825	24 369
CHARGES FINANCIERES	378 098	488 363	PRODUITS FINANCIERS	337 924	162 909
Charges exceptionnelles	12 919	45 341	Produits exceptionnels	29 352	119 200
Dotations amortis/prov. - exceptionnelles	-	-	Reprise/amorts/prov. et transf. chges except.	20 000	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	12 919	45 341	PRODUITS EXCEPTIONNELS	49 352	119 200
TOTAL CHARGES	64 679 265	67 342 806	TOTAL PRODUITS	65 009 196	71 111 241
RESULTAT POSITIF	329 931	3 768 434	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	65 009 196	71 111 241	TOTAL GENERAL	65 009 196	71 111 241

BILAN EPICENTRE AU 31.12.2011

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Concessions / Licences	90 347	75 043	15 305	33 299	Autres réserves	198 381	115 459
Immobilisations incorporelles	90 347	75 043	15 305	33 299	Fonds disponibles	198 381	115 459
Installations et divers aménagements	1 592	1 592	-	-	Résultat	665 590	82 922
Matériels, mobilier, informatique	151 299	125 039	26 260	33 524			
Autres immobilisations	4 056	4 056	-	-			
Immobilisations corporelles	156 947	130 687	26 260	33 524			
Titres de participation	496	-	496	496			
Créances sur participations et associations rattachées Groupe MSF France	-	-	-	-			
Dépôts et cautionnements	3 710	-	3 710	2 459			
Immobilisations financières	4 206	-	4 206	2 955			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	251 500	205 730	45 771	69 778	TOTAL FONDS PROPRES	863 971	198 381
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	9 731	4 595
Financements à recevoir	355 684	115 348	240 336	333 582	Dettes Groupe MSF	1 871 020	2 338 727
Créances Clients Groupe MSF	2 292 866	-	2 292 866	1 572 869	Dettes autres sections MSF	460 688	104 864
Créances sur autres sections MSF	1 174 447	-	1 174 447	1 138 377	Dettes fournisseurs	120 994	150 675
Clients et comptes rattachés	85 808	-	85 808	47 921	Dettes fiscales et sociales	813 129	598 943
Autres créances	11 450	-	11 450	12 786	Autres dettes	8 602	4 926
Créances brutes	3 920 256	115 348	3 804 908	3 105 535	Dettes	3 274 432	3 198 135
Banques	106 753	-	106 753	184 289			
Soldes trésorerie missions	177 753	-	177 753	15 652	Financements perçus d'avance	-	-
Caisse	2 494	-	2 494	2 768	Ecart de conversion passif	566	5
Disponibilités	286 999	-	286 999	202 709	Comptes de régularisation	566	5
Ecart de conversion actif	9 456	-	9 456	4 595			
Charges constatées d'avance	1 565	-	1 565	18 499			
Comptes de régularisation	11 021	-	11 021	23 094			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	4 218 277	115 348	4 102 929	3 331 337	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	3 274 998	3 198 140
TOTAL ACTIF	4 469 777	321 078	4 148 699	3 401 115	TOTAL PASSIF	4 148 699	3 401 115

COMPTE DE RESULTAT EPICENTRE AU 31.12.2011

(en euros)

(en euros)	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Médicaments et matériel médical	356 376	260 155	Dons organismes privés	318 668	434 430
Nourriture	401	-	Dons privés	318 668	434 430
Matériel logistique et sanitation	139 224	86 195	Groupe MSF	3 689 526	2 454 855
Equipement et matériel	204 301	143 927	Autres MSF	1 799 321	1 563 354
Matières, fournitures et petit matériel	149 307	128 974	Extérieur	217 699	186 901
Etudes et prestations incorporées	350 726	329 390	Prestations de services	5 706 546	4 205 110
Achats pour revente	1 173	2 005	Financements Union Européenne	-	-
Achats de matières & autres appros	1 201 508	950 644	Autres financements	261 645	107 846
Prestations de services diverses	153 827	67 296	Subventions institutionnelles	261 645	107 846
Loyers et charges locatives	535 829	339 472	Autres produits de gestion courante	3 283 327	2 873 575
Entretien, maintenance et réparations	120 115	73 259	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	27 000	-
Assurances	16 621	25 255	Autres produits d'exploitation	3 310 327	2 873 575
Documentation	25 653	14 173			
Honoraires	37 558	133 626			
Information/publications	25 687	22 197			
Transports	250 763	192 770			
Déplacements et frais de mission	582 817	529 995			
Frais de représentation	37 180	38 134			
Frais postaux et de télécommunication	84 848	83 387			
Frais bancaires et assimilés	3 195	2 912			
Subventions d'exploitation	56	-			
Services extérieurs	1 874 149	1 522 683			
Achats et services extérieurs	3 075 656	2 473 328			
Impôts, taxes et versements assimilés	323 710	266 960			
Salaires	2 255 255	1 923 061			
Indemnités	179 170	3 000			
Charges sociales et assurances	1 059 340	872 900			
Charges de personnel France	3 493 766	2 798 961			
Charges de personnel national	1 040 426	863 093			
Salaires et charges refacturées	921 513	918 986			
Autres charges de personnel	921 513	918 986			
Charges de personnel	5 455 705	4 581 040			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	41 819	186 219			
CHARGES D'EXPLOITATION	8 896 889	7 507 547	PRODUITS D'EXPLOITATION	9 597 185	7 620 961
Agios	-	22 183	Produits de change	12 060	14 050
Pertes de change	14 424	4 595	Escomptes obtenus	-	-
Dotations amortis/prov. - financières	9 731	-	Reprise s/amorts et prov. financières	4 595	4 938
CHARGES FINANCIERES	24 155	26 778	PRODUITS FINANCIERS	16 655	18 988
Charges exceptionnelles	28 215	25 768	Produits exceptionnels	1 009	3 066
			Reprise s/amorts & prov. et transf. chges except.	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	28 215	25 768	PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 009	3 066
TOTAL CHARGES	8 949 259	7 560 093	TOTAL PRODUITS	9 614 849	7 643 015
RESULTAT POSITIF	665 590	82 922	RESULTAT NEGATIF		
TOTAL GENERAL	9 614 849	7 643 015	TOTAL GENERAL	9 614 849	7 643 015

BILAN MSF ASSISTANCE AU 31.12.2011
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-	Autres réserves	50 000	50 000
Immobilisations corporelles	-	-	-	-	Fonds disponibles	50 000	50 000
Immobilisations financières	-	-	-	-	Résultat	-	-
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	-	-	-	-	TOTAL FONDS PROPRES	50 000	50 000
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Créances sur autres sections MSF	-	-	-	529	Dettes Groupe MSF	24 155	39 919
Clients et comptes rattachés	68 257	-	68 257	122 346	Dettes fournisseurs	441	8 913
Autres créances	10 000	-	10 000	3 815	Dettes fiscales et sociales	12 390	21 279
Créances brutes	78 257	-	78 257	126 690	Autres dettes	-	15 129
Banques	8 669	-	8 669	8 549	Dettes	36 985	85 240
Disponibilités	8 669	-	8 669	8 549	Comptes de régularisation	-	-
Comptes de régularisation	59	-	59	-	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	36 985	85 240
TOTAL ACTIF CIRCULANT	86 985	-	86 985	135 239	TOTAL PASSIF	86 985	135 239
TOTAL ACTIF	86 985	-	86 985	135 239			

COMPTE DE RESULTAT MSF ASSISTANCE AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Prestations de services diverses	64 672	36 133	Cartes de voeux	2 137	2 734
Loyers et charges locatives	1 153	-	Partenariats	120 409	127 489
Location de matériel	71	-	Ventes de produits	122 546	130 223
Honoraires	-	30 255	Produits des activités annexes	37 123	34 151
Information/publications	1 550	125	Autres produits de gestion courante	2	5
Frais postaux et de télécommunication	-	-	Reprise sur amortis/prov. et transfert de charges d'exploitation	-	-
Frais bancaires et assimilés	115	109	Autres produits d'exploitation	37 125	34 155
Subventions d'exploitation	62 221	38 619			
Services extérieurs	129 782	105 241			
Achats et services extérieurs	129 782	105 241			
Impôts, taxes et versements assimilés	-	-			
Salaires et charges refacturés	29 887	58 831			
Charges de personnel	29 887	58 831			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	-	-			
CHARGES D'EXPLOITATION	159 669	164 072	PRODUITS D'EXPLOITATION	159 671	164 378
Pertes de change	2	3	Produits de change	-	-
CHARGES FINANCIERES	2	3	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles	-	303	Produits exceptionnels	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	303	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	159 671	164 378	TOTAL PRODUITS	159 671	164 378
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	159 671	164 378	TOTAL GENERAL	159 671	164 378

BILAN EUP AU 31.12.2011

(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Films produits	2 728 264	2 728 264	-	-	Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences	2 850	1 908	942	1 892	Report à nouveau	-	291
Immobilisations en cours	3 948	-	3 948	-	Réserve légale	-	762
Immobilisations incorporelles	2 735 062	2 730 172	4 890	1 892	Réserves disponibles	-	1 053
Matériels, mobilier, informatique	41 557	28 912	12 645	8 757	Résultat	-	-
Autres immobilisations	50 162	49 215	947	4 037			
Immobilisations corporelles	91 720	78 127	13 592	12 794			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	2 826 781	2 808 299	18 482	14 687	TOTAL FONDS PROPRES	9 053	9 053
Stock de matières et autres approvisionnements	1 000	-	1 000	1 288	TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Stock de marchandises	-	-	-	-	Dettes Groupe MSF	93 103	19 584
Créances Clients Groupe MSF	199 566	-	199 566	116 204	Dettes fournisseurs	8 692	5 166
Créances sur autres sections MSF	5 700	-	5 700	-	Dettes fiscales et sociales	120 426	118 715
Clients et comptes rattachés	-	-	-	887	Autres dettes	-	202
Autres créances	1 810	-	1 810	981	Dettes	222 222	143 667
Créances brutes	207 076	-	207 076	118 073			
Banques	2 365	-	2 365	16 302			
Disponibilités	2 365	-	2 365	16 302			
Ecart de conversion actif	-	-	-	20			
Charges constatées d'avance	2 351	-	2 351	2 351			
Comptes de régularisation	2 351	-	2 351	2 371			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	212 792	-	212 792	138 034	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	222 222	143 667
TOTAL ACTIF	3 039 574	2 808 299	231 275	152 720	TOTAL PASSIF	231 275	152 720

COMPTE DE RESULTAT EUP AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Equipement et matériel	4 613	-	Groupe MSF	282 168	322 661
Matières, fournitures et petit matériel	2 545	3 205	Autres MSF	7 445	6 823
Variation de stocks de matières & autres appros	287	216	Extérieur	2 642	9 604
Achats de matières & autres appros	7 445	3 421	Prestations de services	292 255	339 089
Prestations de services diverses	10 228	7 739	Financements et subventions d'exploitation	43 155	6 003
Loyers et charges locatives	21 647	19 584	Production immobilisée	17 306	31 157
Location de matériel	-	-	Production en cours	3 948	-
Entretien, maintenance et réparations	1 800	78	Produits des activités annexes	439	1 453
Assurances	2 351	2 351	Autres produits de gestion courante	9 445	4 236
Documentation	250	-	Reprise sur amorts/prov. et transfert de charges d'exploitation	-	-
Honoraires	9 940	14 185	Autres produits d'exploitation	74 292	42 849
Information/publications	-	517			
Transports	-	-			
Déplacements et frais de mission	11 743	16 004			
Frais de représentation	-	-			
Frais postaux et de télécommunication	1 371	2 589			
Frais bancaires et assimilés	116	97			
Services extérieurs	59 445	63 145			
Achats et services extérieurs	66 891	66 566			
Impôts, taxes et versements assimilés	4 708	5 410			
Salaires	159 442	148 661			
Charges sociales et assurances	78 738	73 717			
Charges de personnel France	238 181	222 378			
Salaires et charges refacturés	23 612	23 144			
Autres charges de personnel	23 612	23 144			
Charges de personnel	261 793	245 522			
Dotations amorts/prov. d'exploitation	29 563	56 389			
CHARGES D'EXPLOITATION	362 954	373 887	PRODUITS D'EXPLOITATION	366 547	381 937
Pertes de change	43	550	Produits de change	24	-
CHARGES FINANCIERES	43	550	PRODUITS FINANCIERS	24	-
Charges exceptionnelles	4 410	7 500	Produits exceptionnels	836	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 410	7 500	PRODUITS EXCEPTIONNELS	836	-
TOTAL CHARGES	367 407	381 937	TOTAL PRODUITS	367 407	381 937
RESULTAT POSITIF	-	-	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	367 407	381 937	TOTAL GENERAL	367 407	381 937

BILAN SCI MSF AU 31.12.2011
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Frais de constitution	11 155	11 155	-	-	Capital	8 000	8 000
Concessions / Licences	2 056	2 056	-	-			
Immobilisations incorporelles	13 211	13 211	-	-	Autres réserves	525 876	495 207
Terrains	2 080 993	-	2 080 993	2 080 993	Fonds disponibles	525 876	495 207
Constructions	3 248 935	1 972 783	1 276 152	1 334 192			
Installations et divers aménagements	1 305 525	1 119 035	186 490	180 251			
Matériels, mobilier, informatique	80 242	34 990	45 252	50 956			
Immobilisations en cours	14 643	-	14 643	6 099			
Immobilisations corporelles	6 730 339	3 126 808	3 603 531	3 652 491	Résultat	22 562	30 669
Titres de participation	9 982	-	9 982	9 982			
Dépôts et cautionnements	-	-	-	152			
Immobilisations financières	9 982	-	9 982	10 135			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	6 753 532	3 140 019	3 613 513	3 662 626	TOTAL FONDS PROPRES	556 438	533 876
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Créances Clients Groupe MSF	37 225	-	37 225	33 304	Dettes Groupe MSF	3 060 062	3 142 955
Autres créances	668	-	668	-	Dettes fournisseurs	40 910	34 414
Créances brutes	37 892	-	37 892	33 304	Dettes fiscales et sociales	412	1 437
Banques	3 920	-	3 920	9 034	Dettes	3 101 384	3 178 805
Disponibilités	3 920	-	3 920	9 034			
Charges constatées d'avance	2 496	-	2 496	7 717			
Comptes de régularisation	2 496	-	2 496	7 717			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	44 308	-	44 308	50 055	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	3 101 384	3 178 805
TOTAL ACTIF	6 797 840	3 140 019	3 657 822	3 712 681	TOTAL PASSIF	3 657 822	3 712 681

COMPTE DE RESULTAT SCI MSF AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Equipement et matériel	1 406	-			
Matières, fournitures et petit matériel	64 995	58 282	Groupe MSF	498 160	457 003
Achats de matières & autres appros	66 401	58 282	Prestations de services	498 160	457 003
Location de matériel	-	353	Autres produits de gestion courante	963	2 630
Entretien, maintenance et réparations	208 001	179 662	Autres produits d'exploitation	963	2 630
Honoraires	11 221	7 459			
Frais bancaires et assimilés	22	25			
Services extérieurs	219 243	187 499			
Achats et services extérieurs	285 645	245 780			
Impôts, taxes et versements assimilés	27 425	26 660			
Salaires et charges refacturées	5 454	5 340			
Charges de personnel	5 454	5 340			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	158 037	151 184			
CHARGES D'EXPLOITATION	476 561	428 964	PRODUITS D'EXPLOITATION	499 123	459 633
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Dotations amortis/prov. - exceptionnelles	-	-	Produits exceptionnels	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	476 561	428 964	TOTAL PRODUITS	499 123	459 633
RESULTAT POSITIF	22 562	30 669	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	499 123	459 633	TOTAL GENERAL	499 123	459 633

BILAN SCI SABIN AU 31.12.2011
(en euros)

ACTIF	Brut	Amort.	Net 2011	Net 2010	PASSIF	2011	2010
Immobilisations incorporelles					Capital	152	152
Constructions	104 442	-	-	-	Autres réserves	12 747	7 282
Installations et divers aménagements	228 534	86 278	18 164	12 496	Fonds disponibles	12 747	7 282
Immobilisations corporelles	332 976	209 289	37 409	30 095			
Autres titres immobilisés	-	-	-	-	Résultat	24 463	20 029
Prêts	-	-	-	-			
Dépôts et cautionnements	-	-	-	-			
Immobilisations financières	-	-	-	-			
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	332 976	295 567	37 409	30 095	TOTAL FONDS PROPRES	37 362	12 899
					TOTAL PROVISION POUR RISQUES	-	-
Créances Clients Groupe MSF	5 646	-	5 646	-	Dettes Groupe MSF	412	23 858
Autres créances	-	-	-	-	Dettes fournisseurs	9 201	4 013
Créances brutes	5 646	-	5 646	-	Dettes fiscales et sociales	519	519
Banques et CCP	3 959	-	3 959	10 733	Dettes	10 132	28 389
Disponibilités	3 959	-	3 959	10 733			
Charges constatées d'avance	480	-	480	460	Comptes de régularisation	-	-
Comptes de régularisation	480	-	480	460			
TOTAL ACTIF CIRCULANT	10 085	-	10 085	11 193	TOTAL PASSIF EXIGIBLE	10 132	28 389
TOTAL ACTIF	343 061	295 567	47 494	41 288	TOTAL PASSIF	47 494	41 288

COMPTE DE RESULTAT SCI SABIN AU 31.12.2011

(en euros)

CHARGES	2011	2010	PRODUITS	2011	2010
Matières, fournitures et petit matériel	12 010	12 054	Groupe MSF	80 231	78 999
Achats de matières & autres appros	12 010	12 054	Prestations de services	80 231	78 999
Entretien, maintenance et réparations	29 718	31 073			
Honoraires	1 812	2 213			
Frais bancaires et assimilés	7	9			
Services extérieurs	31 537	33 295			
Achats et services extérieurs	43 547	45 349			
Impôts, taxes et versements assimilés	3 667	3 571			
Salaires et charges refacturées	2 727	2 670			
Charges de personnel	2 727	2 670			
Dotations amortis/prov. d'exploitation	5 827	7 381			
CHARGES D'EXPLOITATION	55 768	58 970	PRODUITS D'EXPLOITATION	80 231	78 999
CHARGES FINANCIERES	-	-	PRODUITS FINANCIERS	-	-
Charges exceptionnelles	-	-	Produits exceptionnels	-	-
CHARGES EXCEPTIONNELLES	-	-	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-
TOTAL CHARGES	55 768	58 970	TOTAL PRODUITS	80 231	78 999
RESULTAT POSITIF	24 463	20 029	RESULTAT NEGATIF	-	-
TOTAL GENERAL	80 231	78 999	TOTAL GENERAL	80 231	78 999

LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

LES MISSIONS DE L'ASSOCIATION MSF

1 PRINCIPES GENERAUX DE PRESENTATION

1.1 Dépenses d'opérations par pays

Les dépenses d'opérations de l'association MSF sont présentées dans le paragraphe 2.1 par pays d'intervention et selon les principales natures de dépenses telles qu'explicitées ci-dessous.

- Dépenses de personnel : ce regroupement comprend tous les frais engagés par l'association liés aux acteurs de terrain expatriés ou locaux (éléments de rémunération, charges sociales et assurances, frais médicaux, frais de vie et de logement des équipes).
- Dépenses médicales et nutrition: ce poste recouvre les achats des missions en médicaments, vaccins et nourriture, en matériels et équipements médicaux et de laboratoire, ainsi que les dépenses liées aux structures médicales.
- Logistique et sanitation : sont compris sous cet intitulé les achats des missions en équipements et matériels logistiques et d'assainissement, en articles de secours non médicaux, ainsi que les travaux de construction et de réhabilitation entrepris.
- Transport et stockage : cette famille recense principalement les coûts liés à l'achat, la location et l'entretien des véhicules, au fret lié à l'approvisionnement des missions, et aux entrepôts de stockage.
- Frais de déplacement : ils comprennent les frais de déplacement des expatriés se rendant dans les pays d'intervention (transport, démarches administratives...), ainsi que les coûts du transport des équipes MSF sur les terrains.
- Frais administratifs et fonctionnement : cette catégorie recense les charges associées au fonctionnement général et administratif des missions, telles que les loyers, les équipements et dépenses de communication, les équipements et fournitures de bureaux, impositions diverses et frais financiers locaux, les charges exceptionnelles et les écarts de change constatés localement.
- Autres dépenses (formation, dons...) : la formation et l'appui local représentent les charges engagées pour l'organisation de formations, les dons en matériel, médicaments... accordés par MSF aux structures de santé sur le terrain.

Les dépenses d'opérations correspondant à l'activité épidémiologique d'Epicentre sur les missions de l'association sont isolées sur une ligne intitulée « Epicentre ».

Une colonne met en évidence les versements à d'autres organismes, une autre intègre les dépenses d'opérations engagées pour le compte d'autres sections donnant lieu à refacturation.

1.2 Ressources affectées par pays

Les ressources affectées aux missions, présentées dans le paragraphe 2.2, proviennent des dons issus de la générosité publique affectés par les donateurs à des programmes particuliers, des financements affectés par des bailleurs institutionnels, des conventions de financement conclues avec les autres sections MSF et des autres ressources générées par les activités de terrain.

Ces ressources sont présentées nettes de la part allouée au financement du support des missions fourni par le siège. Ce support opérationnel comprend la coordination des programmes, les services d'appui médical et logistique, l'activité du service de gestion financière des missions et le service des ressources humaines terrain.

Cette part est déterminée de manière contractuelle pour les financements publics institutionnels, et représente, pour les financements des sections jusqu'à 15% des contributions hors fonds affectés par leurs donateurs.

Les fonds affectés par les donateurs et les autres ressources générées sur le terrain sont entièrement alloués aux opérations concernées.

Pour chaque pays, les dépenses nettes représentent le montant des opérations qui est financé par des ressources non affectées d'origine privée.

1.3 Détail des opérations par pays

Les missions de l'association sont présentées ci-après sous la forme de tableaux synthétiques par pays. Pour chacun des pays d'interventions de l'association ces tableaux indiquent le volume financier des opérations engagées par projet, identifient les bailleurs institutionnels et fournissent l'effectif moyen du personnel de terrain.

Ces tableaux sont constitués de trois parties :

- Une première partie présentant les dépenses d'opérations par projet ;
- Une deuxième partie détaillant pour le pays concerné le montant des financements octroyés par des bailleurs institutionnels (gouvernements, agences européennes et internationales) ainsi que la part que représente ces fonds dans le financement des projets ;
- Une troisième partie récapitulant l'effectif moyen en équivalent temps-plein, tous projets confondus à l'échelle du pays, des expatriés, du personnel local sous contrat MSF, des employés du ministère de la santé rémunérés par MSF au prorata de leur temps de travail avec l'association, et des journaliers.

2 SYNTHÈSE FINANCIÈRE DES OPERATIONS

2.1 DETAIL DES DEPENSES D'OPERATIONS (en milliers d'euros)

Pays	Depenses de personnel	Depenses médicales et nutrition	Logistique et sanitation	Transport et stockage	Frais de déplacements	Frais administratifs et fonctionnement	Autres dépenses (formation, dons)	Total dépenses d'opérations réalisées en France et à l'étranger	Versements à d'autres organismes	Depenses d'opérations pour le compte d'autres sections	Total
Arménie	1 222	300	33	125	102	114	34	1 929			1 929
Burkina Faso	1 582	537	65	298	66	141	10	2 700			2 700
Camboodge	806	328	55	39	95	60	34	1 417			1 417
Chine	416	67	64	7	61	38	5	658			658
Colombie	1 467	381	253	123	88	174	2	2 488			2 488
Congo (RDC)	7 464	2 570	446	2 913	840	843	27	15 103			15 103
Congo Brazzaville	1 653	349	245	432	146	136	1	2 962			2 962
Côte d'Ivoire	3 678	2 817	264	1 462	432	248	8	8 909			8 909
Ethiopie	982	454	129	362	149	117	2	2 196			2 196
Géorgie	696	242	17	97	34	86	35	1 208			1 208
Haiti	9 188	2 062	1 614	1 056	404	227	1	14 552			14 552
Irak - Jordanie	2 244	2 606	79	41	166	220	20	5 376			5 376
Iran	1 368	624	17	39	33	88	0	2 168			2 168
Japon	216	696	1 152	248	82	85	0	2 480			2 480
Kenya	2 954	1 580	98	141	208	213	34	5 228			5 228
Laos	118	1	0	11	16	27	0	173			173
Libye	745	1 104	119	1 258	234	183	45	3 688			3 688
Madagascar	402	222	105	245	81	55	1	1 111			1 111
Malawi	2 302	1 351	65	382	201	258	11	4 569			4 569
Mali	1 745	783	206	542	115	125	10	3 526			3 526
Mission France	872	124	5	0	0	145	0	1 146			1 146
Mongolie	251	12	13	97	70	64	5	512			512
Niger	63	216	22	166	33	10	3	512	1 055		1 567
Nigeria	4 420	2 300	505	713	538	253	2	8 730			8 730
Ouganda	1 218	1 246	41	171	160	99	18	2 952			2 952
Pakistan	1 714	874	381	318	252	135	3	3 676			3 676
Palestine	2 253	265	18	118	78	139	10	2 881			2 881
Papouasie Nouvelle Guinée	499	152	103	269	153	48	3	1 227			1 227
Philippines	25	9	7	5	7	1	0	54			54
Rep.Centrafraicaine	1 654	889	140	483	224	191	13	3 594			3 594
Russie	938	528	6	89	46	141	11	1 760			1 760
Somalie	1 604	1 381	533	887	150	239	1	4 796			4 796
Soudan Sud	2 049	716	468	683	374	320	2	4 613			4 613
Sri Lanka	1 148	179	32	70	121	68	1	1 618			1 618
Syrie	48	229	1	1	20	12	4	316			316
Tchad	2 232	728	334	1 232	210	182	10	4 928			4 928
Tunisie	27	19	0	27	7	3	0	82			82
Yemen	2 988	1 648	281	345	316	204	1	5 783			5 783
Yémen	0	5 469	0	0	0	0	0	5 469			5 469
Missions diverses	1 174	192	5	81	240	141	6	1 839	280	5 016	7 135
Total	66 427	36 250	7 921	15 573	6 556	5 831	373	138 929	1 335	5 016	145 280

2.2 DETAIL DES RESSOURCES AFFECTEES PAR PAYS

Pays	Dons privés affectés France	Entreprises & autres organismes privés	Financements institutionnels et collectivités locales	MSF Emirats	Section MSF Australie	Section MSF Japon	Section MSF USA	Autres sections MSF	Autres produits	Total financement des opérations	Réaffectation opérations autres sections	Total	Depenses nettes
Arménie	0	0	0	0	186	1 157	319	0	4	1 665		1 665	264
Burkina Faso	0	0	876	0	594	859	227	0	0	2 556		2 556	144
Cambodge	0	0	0	0	681	368	0	0	-1	1 048		1 048	368
Chine	0	0	0	0	0	0	115	9	49	172		172	486
Colombie	1	0	0	0	189	367	1 591	0	3	2 149		2 149	339
Congo (RDC)	1	0	0	0	1 948	1 968	5 851	0	119	9 887		9 887	5 216
Congo Brazzaville	1	0	0	0	402	330	1 591	0	0	2 324		2 324	639
Côte d'Ivoire	1	0	0	0	1 561	0	5 822	0	0	7 384		7 384	1 525
Ethiopie	1	0	511	0	124	0	611	0	1	1 248		1 248	947
Géorgie	0	0	0	0	186	0	607	0	6	799		799	409
Haïti	21	8	5	0	897	2 461	6 673	0	20	10 085		10 085	4 466
Irak - Jordanie	0	0	0	0	1 645	287	2 125	0	0	4 067		4 067	1 309
Iran	0	0	0	0	1 635	0	0	0	21	1 656		1 656	513
Japon	14	2	0	0	0	2 031	71	209	0	2 327		2 327	153
Kenya	0	0	129	0	1 446	2 366	63	0	33	4 068		4 068	1 160
Laos	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	172
Libye	5	0	2	0	1 286	0	1 235	0	70	2 597		2 597	1 091
Madagascar	3	0	0	0	647	0	62	0	0	712		712	399
Malawi	9	0	244	0	1 516	1 393	0	0	22	3 184		3 184	1 385
Mali	8	50	744	0	556	0	1 358	0	26	2 742		2 742	784
Mission France	1	0	0	0	0	0	0	0	0	1		1	1 145
Mongolie	0	0	6	0	0	284	0	0	0	289		289	223
Niger	1	0	372	0	0	0	0	0	0	373		373	1 194
Nigeria	59	0	600	0	247	761	5 188	0	9	6 866		6 866	1 864
Ouganda	0	0	0	0	631	0	1 188	0	10	1 829		1 829	1 123
Pakistan	1	1	0	9	971	0	1 726	0	1	2 708		2 708	968
Palestine	3	0	0	0	647	0	1 422	8	11	2 091		2 091	790
Papouasie Nouvelle Guinée	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	1 227
Philippines	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1		1	53
Rep. Centrafricaine	0	0	679	0	129	319	1 785	0	28	2 940		2 940	655
Russie	0	0	0	0	0	518	711	0	3	1 232		1 232	528
Somalie	830	369	68	75	290	324	296	1 898	1	4 149		4 149	647
Soudan Sud	1	0	3	0	15	718	2 871	0	201	3 809		3 809	804
Sri Lanka	0	0	0	0	129	0	589	0	2	721		721	897
Syrie	0	0	0	0	0	0	0	2	0	2		2	314
Tchad	12	2	0	1	427	0	3 067	0	22	3 530		3 530	1 398
Tunisie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		0	82
Yemen	0	0	0	0	1 618	1 245	2 172	0	0	5 035		5 035	748
Epicentre	0	0	0	0	0	0	265	0	0	265		265	5 204
Missions diverses	0	0	0	0	0	0	0	0	333	333	4 952	5 286	1 849
Total	973	491	4 239	86	20 604	17 795	49 598	2 126	994	96 847	4 952	101 799	49 481

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

ARMENIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Erevan	535			Expatrié	11
Erevan tuberculose multirésistante	806			Personnel Local sous contrat MSF	72
Provinces du Nord tuberculose	588			Personnel sous incentive ou journalier	2
Total	1 929	Total	-	Total	84
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

BURKINA FASO

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Ouagadougou	808	ECHO (Union Européenne)	876	Expatrié	11
Titao nutrition	1 401			Personnel Local sous contrat MSF	185
Yako nutrition	491			Personnel sous incentive ou journalier	19
Total	2 700	Total	876	Total	215
		Part des financeurs institutionnels	32%		

Commentaires:

Fermeture du projet Yako

CAMBODGE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Phnom Penh	485			Expatrié	11
Kampong Cham	733			Personnel Local sous contrat MSF	73
Phnom Penh prison	199			Personnel sous incentive ou journalier	52
Total	1 417	Total	-	Total	136
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

CHINE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Pékin	482			Expatrié	6
Urgences	176			Personnel Local sous contrat MSF	8
				Personnel sous incentive ou journalier	1
Total	658	Total	-	Total	14
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

COLOMBIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Bogota	466			Expatrié	13
Buenaventura Centre de santé	1 507			Personnel Local sous contrat MSF	82
Vallée du Cauca tuberculose	516			Personnel sous incentive ou journalier	-
Total	2 488	Total	-	Total	95
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Projet Tuberculose ouvert en 2011

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Goma & Kinshasa	2 044			Expatrié	70
Rutshuru	3 270			Personnel Local sous contrat MSF	496
Nyanzale	1 134			Personnel sous incentive ou journalier	292
Punk réponses aux urgences	611			Total	857
Coordination Lubumbashi	1 073				
Kalémie	1 034				
Kalémie déplacés	160				
Puka réponses aux urgences	540				
Coordination urgence rougeole	983				
Urgence rougeole	4 255				
Total	15 103	Total	-		
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Réponse à une épidémie de rougeole
Extension du projet de prise en charge des déplacés autour de Kalémie

REPUBLIQUE DU CONGO (CONGO BRAZZAVILLE)

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Brazzaville	572			Expatrié	21
Betou urgence réfugiés	2 229			Personnel Local sous contrat MSF	221
Impfondo urgence réfugiés	23			Personnel sous incentive ou journalier	38
Urgence poliomyélite	138			Total	280
Total	2 962	Total	-		
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Réponse à une épidémie de Poliomyélite
Fermeture du projet Impfondo

COTE D'IVOIRE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Abidjan Coordination	1 268			Expatrié	36
Abobo Hôpital	2 400			Personnel Local sous contrat MSF	316
Abobo Nord	608			Personnel sous incentive ou journalier	111
Anyama soutien hôpital	356			Total	463
Guiglo	1 173				
Duekoue	3 104				
Total	8 909	Total	-		
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Fin des activités à Abobo et Anyama en août 2011

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

ETHIOPIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Addis Abeba	559	SIDA (Suède)	511	Expatrié	17
Gambella soins primaires	1 158			Personnel Local sous contrat MSF	107
Bale nutrition	306			Personnel sous incentive ou journalier	42
Beni-Shangul	173			Total	166
Total	2 196			Total	511
		Part des financiers institutionnels	23%		

Commentaires:

Ouverture d'un projet nutritionnel à Bale en septembre 2011
Ouverture d'un projet d'assistance aux réfugiés soudanais à Beni Shangul en novembre 2011

GEORGIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Tbilissi	398			Expatrié	5
Abkhasie accès aux soins	84			Personnel Local sous contrat MSF	37
Abkhasie tuberculose	657			Personnel sous incentive ou journalier	30
Kala Azar	69			Total	72
Total	1 208	Total	-		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

HAITI

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Port au Prince	1 579	Collectivités locales	5	Expatrié	44
Prise en charge choléra	3 585			Personnel Local sous contrat MSF	677
Drouillard Hôpital Chirurgical	9 194			Personnel sous incentive ou journalier	126
Projet pilote hôpital	193			Total	847
Total	14 552	Total	5		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Déménagement des activités hospitalières de Saint-Louis à Drouillard en mai 2011
Réponse à un deuxième pic épidémique choléra de mai à novembre 2011 à Port-au-Prince et dans l'Artibonite

IRAK

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Amman	555			Expatrié	11
Amman Chirurgie	4 260			Personnel Local sous contrat MSF	105
Hôpital de Wassity	109			Personnel sous incentive ou journalier	6
Salles d'urgences Bagdad	452			Total	122
Total	5 376	Total	-		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Fermeture Hôpital de Wassity

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

IRAN

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Teheran	378			Expatrié	1
Zahedan	1 775			Personnel Local sous contrat MSF	56
Clinique Sud Teheran	16			Personnel sous incentive ou journalier	5
Total	2 168	Total	-	Total	62
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Ouverture d'un projet dans le Sud de Téhéran
Fermeture de Zahedan

JAPON

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination urgence	100			Expatrié	1
Sendai	2 380			Personnel Local sous contrat MSF	3
				Personnel sous incentive ou journalier	-
Total	2 480	Total	-	Total	4
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Activités d'urgences suite au tremblement de terre. Les activités ont pris fin à mi-année.

KENYA

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Nairobi	843	Mairie de Paris	125	Expatrié	19
Homa Bay Sida	2 147	DANIDA (Danemark)	4	Personnel Local sous contrat MSF	220
Mathare dispensaires Sida	2 238			Personnel sous incentive ou journalier	10
Total	5 228	Total	129	Total	250
		Part des financiers institutionnels	2%		

Commentaires:

LAOS

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Vientiane	161			Expatrié	2
Urgence Laos	12			Personnel Local sous contrat MSF	-
				Personnel sous incentive ou journalier	3
Total	173	Total	-	Total	5
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

LIBYE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Libye	384	Collectivités locales	2	Expatrié	15
Misratah	2 895			Personnel Local sous contrat MSF	5
Support aux structures médicales	409			Personnel sous incentive ou journalier	8
Total	3 688	Total	2	Total	28
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Les activités ont pris fin en octobre 2011

MADAGASCAR

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Tananarive	366			Expatrié	10
Bekili soins aux femmes et enfants	745			Personnel Local sous contrat MSF	8
				Personnel sous incentive ou journalier	15
Total	1 111	Total	-	Total	33
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

MALAWI

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Blantyre / Lilongwe	780	NORAD (Norvège)	244	Expatrié	22
Chiradzulu Sida	973			Personnel Local sous contrat MSF	211
Décentralisation Chiradzulu Sida	2 815			Personnel sous incentive ou journalier	300
Total	4 569	Total	244	Total	533
		Part des financeurs institutionnels	5%		

Commentaires:

MALI

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Bamako	630	ECHO (Union européenne)	744	Expatrié	15
Koutiala médico-nutritionnel	2 267			Personnel Local sous contrat MSF	259
Recherche opérationnelle en nutrition intégrée	424			Personnel sous incentive ou journalier	75
Evaluation Epicentre	26				
Vaccination préventive méningite	161				
Koutiala paludisme SMC	17				
Total	3 526	Total	744	Total	349
		Part des financeurs institutionnels	21%		

Commentaires:

Fin de la vaccination préventive méningite (nov 2010 - jan 2011)
Début de mise en œuvre du SMC (Seasonal Malaria Chemoprevention) à Koutiala

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

MISSION France

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Paris	203			Expatrié	15
Soins psychologiques aux réfugiés	943			Personnel Local sous contrat MSF	15
				Personnel sous incentive ou journalier	-
Total	1 146	Total	-	Total	30
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

MONGOLIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Oulan-Bator	297	Collectivités locales	6	Expatrié	5
Oulan-Bator Tuberculose	216			Personnel Local sous contrat MSF	4
				Personnel sous incentive ou journalier	0
Total	512	Total	6	Total	9
		Part des financeurs institutionnels	1%		

Commentaires:

Fermeture de la mission en 2011

NIGER

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Niamey	164	ECHO (Union européenne)	372	Expatrié	1
Soutien Forsani nutrition	1 379			Personnel Local sous contrat MSF	114
Soutien centre de santé de Maradi	24			Personnel sous incentive ou journalier	1
Total	1 567	Total	372	Total	117
		Part des financeurs institutionnels	24%		

Commentaires:

Interventions réalisées en partenariat avec l'ONG nigérienne ForSaNi.

NIGERIA

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Abuja	1 027	Europeaid (Union européenne)	600	Expatrié	39
Jigawa santé des femmes	1 807			Personnel Local sous contrat MSF	457
Nord Nigéria nutrition	1 408			Personnel sous incentive ou journalier	116
Port Harcourt chirurgie	4 225			Total	613
Choléra Nord Nigéria	114				
Katsina rougeole	149				
Total	8 730	Total	600		
		Part des financeurs institutionnels	7%		

Commentaires:

Réponse au choléra dans les Etats de Yobe et Jigawa entre juillet et octobre 2011
 Réponse à l'épidémie de rougeole dans l'Etat de Katsina fin 2010 à début 2011

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

UGANDA

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Kampala	651			Expatrié	17
Arua Sida	2 301			Personnel Local sous contrat MSF	144
				Personnel sous incentive ou journalier	25
Total	2 952	Total	-	Total	186
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

PAKISTAN

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Islamabad	694			Expatrié	23
Hangu soins d'urgences hôpital	1 190			Personnel Local sous contrat MSF	282
Peshawar soins gynéco-obstétriques	1 441			Personnel sous incentive ou journalier	20
Kurram	350			Total	325
Total	3 676	Total	-		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Ouverture du projet de Peshawar

PALESTINE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Jérusalem	417			Expatrié	11
Gaza soins psychologiques	1 090			Personnel Local sous contrat MSF	95
Gaza soins post-opératoires	719			Personnel sous incentive ou journalier	1
Gaza chirurgie	187			Total	108
Naplouse	469				
Total	2 881	Total	-		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

PAPOUASIE NOUVELLE GUINEE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Port Moresby	352			Expatrié	9
Buin Hôpital	876			Personnel Local sous contrat MSF	13
				Personnel sous incentive ou journalier	-
Total	1 227	Total	-	Total	21
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

PHILIPPINES

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Bulacan inondations	54			Expatrié	0,3
				Personnel Local sous contrat MSF	
				Personnel sous incentive ou journalier	
Total	54	Total	-	Total	0
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Intervention d'urgence

REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Bangui	894	SIDA (Suède)	511	Expatrié	24
Paoua	2 031	CIDA (Canada)	168	Personnel Local sous contrat MSF	244
Carnot Sida	669			Personnel sous incentive ou journalier	16
Total	3 594	Total	679	Total	284
		Part des financeurs institutionnels	19%		

Commentaires:

RUSSIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Moscou	426			Expatrié	2
Grozny cardiologie	261			Personnel Local sous contrat MSF	40
Grozny gynéco-obstétrique et pédiatrie	1 073			Personnel sous incentive ou journalier	5
Total	1 760	Total	-	Total	46
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

SOMALIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Nairobi	564	Collectivités locales	68	Expatrié	8
Mogadiscio déplacés	1 758			Personnel Local sous contrat MSF	107
Daynile	1 746			Personnel sous incentive ou journalier	125
Jamaame	510			Total	240
Liboi	218				
Total	4 796	Total	68		
		Part des financeurs institutionnels	1%		

Commentaires:

Fermeture du projet Jamaame en juin 2011
 Urgence déplacés à Mogadiscio à partir de juillet 2011
 Suivi des réfugiés somaliens à la frontière kenyenne à Liboi d'août à octobre 2011

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

REPUBLIQUE DU SOUDAN DU SUD

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Juba	987	DANIDA (Danemark)	3	Expatrié	27
Aweil gynéco-obstétrique	3 290			Personnel Local sous contrat MSF	262
Coordination urgence	74			Personnel sous incentive ou journalier	8
Support aux structures médicales	28			Total	298
Yida	186				
Renk	48				
Total	4 613	Total	3		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Début des projets d'urgences Yida et Renk fin 2011

SRI LANKA

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Colombo	525			Expatrié	16
Hôpital de Mullaïtivu	725			Personnel Local sous contrat MSF	102
Hôpital de Point Pedro	326			Personnel sous incentive ou journalier	2
Vavunya soins psychologiques	41			Total	121
Total	1 618	Total	-		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Fermeture des activités à Vavunya en septembre 2011

SYRIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Support aux structures médicales	316			Expatrié	1
				Personnel Local sous contrat MSF	
				Personnel sous incentive ou journalier	
Total	316	Total	-	Total	1
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

TCHAD

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Ndjama	1 245			Expatrié	19
Epidémie de choléra	1 016			Personnel Local sous contrat MSF	201
Réponses aux urgences	1 568			Personnel sous incentive ou journalier	91
Moissala	1 099			Total	311
Total	4 928	Total	-		
		Part des financiers institutionnels	0%		

Commentaires:

Réponse aux urgences méningite et rougeole (février 2011- avril 2011)
Réponse à une épidémie de cholera à Ndjama (avril 2011- oct 2011)

Dépenses et Recettes en milliers d'euros

TUNISIE

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Support aux structures médicales	82			Expatrié	0
				Personnel Local sous contrat MSF	
				Personnel sous incentive ou journalier	
Total	82	Total	-	Total	0
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

YEMEN

Par projet	Dépenses	Financiers institutionnels	Recettes	Personnel	Effectif Moyen
Coordination Sanaa	1 055			Expatrié	26
Al Tahl/Dayhan	2 137			Personnel Local sous contrat MSF	138
Amran	1 314			Personnel sous incentive ou journalier	100
Coordination Urgences	77			Total	264
Support violence Sanaa	139				
Aden	944				
Sud Yemen	116				
Total	5 783	Total	-		
		Part des financeurs institutionnels	0%		

Commentaires:

Urgences médicales et chirurgicales à Sanaa, Taiz et Aden (Sud Yemen) à partir de février 2011
Arrêt des activités à Al Thal fin 2011